UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Dette extérieure, Institutions et Croissance Economique au Burundi (1980-2022)

Ndayishimiye, Yvan; Sous la direction de : Pr. Arcade Nidoricimpa

2025
UB, FPSE
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1542

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

DETTE EXTERIEURE, INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BURUNDI (1980-2022).

Par :

NDAYISHIMIYE Yvan

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Master en Analyse Economique et Développement.

Option : Analyse Economique

==========

Sous la direction de :

Pr. Arcade NIDORICIMPA

Bujumbura, Janvier 2025

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY

Président : Dr. Salomon NSABIMANA

Directeur : Pr. Arcade NDORICIMPA

Lecteur Principal : Pr. Cyriaque NZIRORERA

DEDICACE

A Dieu Tout Puissant;

A mon cher regretté père ;

A ma chère mère ;

A mes sœurs et mon frère;

A toutes mes connaissances.

Je dédie ce mémoire.

NDAYISHIMIYE Yvan

REMERCIEMENTS

Ce travail n'est pas le fruit de mes seuls efforts ; raison pour laquelle, je voudrais exprimer mes sentiments à toute personne qui a soutenu sa réalisation.

Mes vifs remerciements s'adressent en premier lieu au Professeur Arcade NDORICIMPA, qui a spontanément accepté d'encadrer ce travail. Son temps, ses efforts fournis, sa disponibilité m'ont été d'une grande importance. Qu'il trouve ici l'expression de ma profonde gratitude.

Mes vifs remerciements s'adressent aussi aux membres du Jury de ce mémoire qui ont accepté de le lire et de l'évaluer. Ils méritent notre gratitude.

Je remercie également le corps professoral et administratif de l'Université du Burundi, en particulier ceux de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion pour la formation académique et humaine ainsi que le personnel administratif de ladite faculté pour les bons services qu'ils nous ont rendus.

Je remercie ensuite mes collègues de classe et mes amis pour leurs encouragements pendant ce cursus de formation. Qu'ils trouvent ici, la gratitude de leurs contributions pour ma formation académique et humaine.

Yvan NDAYISHIMIYE

RESUME

Cette étude examine l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique au Burundi. Elle examine aussi l'influence des institutions sur cette relation entre la dette extérieure et la croissance économique sur une période allant de 1980 à 2022. Comme méthodologie, cette étude fait appel au modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) en utilisant le test de cointégration et le modèle à correction d'erreur pour capter les effets de long terme et de court terme.

Les résultats montrent que la dette extérieure a un effet direct positif et significatif sur la croissance économique à long terme. A court terme, la dette extérieure a un effet négatif et non significatif. Les résultats des estimations économétriques montrent qu'en présence de la stabilité politique, la dette extérieure a un effet positif et significatif sur la croissance économique à long terme et à court terme, et qu'en présence du contrôle de la corruption, la dette extérieure a un effet positif et significatif à long terme et non significatif à court terme.

Pour tirer profit de la dette extérieur au Burundi, le gouvernement burundais devrait assurer la stabilité politique durable, promouvoir le contrôle de la corruption, tout en favorisant un environnement propice au développement économique durable.

Mots clés : Dette extérieur, Institutions, Croissance économique, Burundi, approche ARDL.

ABSTRACT

This study examines the effect of external debt on economic growth in Burundi. It also examines the influence of institutions on this relationship between external debt and economic growth over a period from 1980 to 2022 As a methodology, this study uses the autoregressive model with distributed lags (ARDL) using the cointegration test and the error correction model to capture long-term and short-term effects.

The results show that external debt has a positive and significant direct effect on economic growth in the long term. In the short term, external debt has a negative and insignificant effect. The results of econometric estimations show that in the presence of political stability, external debt has a positive and significant effect on long-term and short-term economic growth, and that in the presence of corruption control, external debt has a positive and significant effect in the long term and not significant in the short term.

To take advantage of Burundi's external debt, the Burundian government should ensure lasting political stability, promote control of corruption, while fostering an environment conducive to sustainable economic development.

Keywords: External debt, Institutions, Economic growth, Burundi, ARDL approach.

TABLE DES MATIERES

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY i
DEDICACE ii
REMERCIEMENTS iii
RESUME iv
ABSTRACT v
TABLE DES MATIERES vi
LISTE DES TABLEAUX x
LISTE DES GRAPHIQUES xi
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS xii
AVANT-PROPOS xiv
0. INTRODUCTION GENERALE 1
0.1. Contexte et justification de l'étude 1
0.2. Problématique 4
0.3. Intérêt du sujet 7
0.3.1. Intérêt personnel 7
0.3.2. Intérêt scientifique 8
0.4. Objectifs de l'étude 8
0.5. Hypothèses de la recherche 8
0.6. Méthodologie de recherche 8
0.7. Délimitation de l'étude 9
0.8. Plan de travail 9
CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE 10
Section 1 : Les notions de solvabilité et de soutenabilité de la dette extérieure 10
I.1.1. Notion de soutenabilité de la dette publique 10
I.1.2. Contrainte de liquidité et solvabilité de l'Etat 11
I.1.3. Evaluation de la soutenabilité de la dette publique 12
I.1.4. Initiatives en la matière 14
I.1.5. Les mobiles de l'endettement extérieure 16
I.1.5.1. Le déséquilibre « Epargne-Investissement » et le déficit courant 16
I.1.5.2. Le lissage des fluctuations de la consommation 17
I.1.5.3. L'endettement public et croissance économique 18

Section 2: Revue de la littérature théorique 19
I.2.1. Dette extérieure, institutions et croissance économique 20
I.2.1.1. Dette extérieure et croissance économique : l'approche standard 20
I.2.1.1.1. La traditionnelle opposition entre Néo-classiques et Keynésiens 20
I.2.1.1.2. Le rôle positif de la dette extérieure dans les performances économiques des pays (La vision des Keynésiens) 21
I.2.1.1.3. La vision néoclassique de l'endettement public 22
I.2.1.2. « *Debt overhang theory* » et liens théoriques entre croissance et endettement extérieur 22
I.2.1.2.1. Le fardeau virtuel de la dette : les fondements théoriques 23
I.2.1.2.2. Courbe de Laffer et réduction de la dette extérieure 23
I.2.1.3. Approche moderne de la relation dette extérieure-croissance économique : le rôle des institutions 24
I.2.1.3.1. L'intégration des paramètres institutionnels dans la relation dette extérieure- croissance économique 25
I.2.1.3.2. Qualité des institutions et croissance économique 26
I.2.2. Une relation positive entre la dette extérieure et la croissance économique 27
I.2.3. Une relation négative entre la dette extérieure et la croissance économique 28
Section 3 : Revue de la littérature empirique 29
I.3.1. Impact institutionnel sur la croissance économique par le canal de l'endettement extérieur 29
I.3.2. Effet de la dette sur la croissance 31
I.3.3. Effet de seuil dans la relation entre dette et croissance 35
Conclusion du première chapitre **37**
CHAPITRE II : DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : FAITS STYLISÉS 38
Section 1. Profil de la dette publique extérieure 38
II.1.1. Genèse de l'endettement extérieur 38
II.1.2. Evolution de la dette extérieure du Burundi 39
II.1.2.1. Evolution du stock de la dette extérieure au Burundi 39
II.1.3. Structure de la dette extérieure 40
Section 2. Analyse de quelques indicateurs de la dette extérieure 41
II.2.1. Les indicateurs de liquidité 41

II.2.1.1. Evolution du ratio du service de la dette extérieure aux exportations au Burundi 42
II.2.1.2. Evolution du ratio de la dette extérieure aux exportations 43
II.2.2. Les indicateurs de solvabilité 45
II.2.2.1. Evolution de l'encours de la dette extérieure en % du PIB 45
II.2.2.2. Evolution du service de la dette en % du PIB 46
Section 3. Les enjeux et les mobiles de l'endettement publique extérieure du Burundi 47
II.3.1. Le déséquilibre épargne-investissement 48
II.3.2. Mobilisation des recettes budgétaires 49
II.3.3. Le déficit de la balance courante 51
Section 4. Performance de l'économie et structure du PIB 51
II.4.1. L'évolution de la croissance économique du Burundi 52
II.4.2. La balance commerciale 53
II.4.3.Evolution de la stabilité politique au Burundi 54
II.4.4. Evolution du contrôle de la corruption au Burundi 55
II.4.5. Evolution comparée de la dette extérieure et la croissance du PIB 55
Conclusion du deuxième chapitre **57**
CHAPITRE III : METHODOLOGIE ET PRESENTATION DES RESULTATS 58
Section 1 : Présentation et méthodologies d'analyse des données 58
III.1.1. Présentation des donnés 58
III.1.2. Méthodes d'analyse des données 59
III.1.2.1. Une analyse évolutive des variables macroéconomiques 59
III.1.2.2. Analyse descriptive 59
III.1.2.3. Analyse économétrique 60
III.1.2.3.1. Spécification du modèle 60
III.1.2.3.1.1. Les modèles ARDL 60
III.1.2.3.1.2. L'approche du test aux bornes ou test de cointegration de Pesaran et al. (2001) 62
III.1.3. Description des données : nature et source 63
III.1.3.1. Source des données 63
III.1.3.2 .Nature des données 64
III.1.4. Anticipations des signes pour les variables du modèle 65
III.1.5. Spécifications des modèles 65

III.1.5.1. Spécification du modèle1 66
III.1.5.2. Spécification du modèle2 66
III.1.5.3. Spécification du modèle 3 66
Section 2 : Présentation des résultats économétriques 67
Introduction 67
III.2.1. Effet direct de la dette extérieure sur la croissance économique 67
III.2.1.1.Test de racine unitaire (stationnarité des variables) 67
III.2.1.2. Les résultats de la détermination du nombre de retards optimal selon Schwartz 68
III.2.1.3. Résultats du test de cointegration de Pesaran et al. (2001) 69
III.2.1.4. Résultats de l'estimation de ARDL à long terme 70
III.2.1.5. Résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur 71
III.2.1.6. Tests de Diagnostic du modèle ARDL 72
III.2.1.7. Test de stabilité du modèle 73
III.2.2. Résultats d'estimation des interactions 74
III.2.2.1. Interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique 74
III.2.2.2. Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption 76
III. 3. Discussions des résultats 78
III.3.1. Discussion sur les résultats de long terme 78
III.3.2. Discussion sur les résultats de court terme 79
Conclusion du troisième chapitre 81
CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS, ET LIMITES 82
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 86
ANNEXES 90

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Critères de soutenabilité de la dette extérieure 13
Tableau 2 : Analyse descriptive des variables 59
Tableau 3 : Simplifié des variables utilisées 65
Tableau 4: Résultats du test de stationnarité des variables en niveau 67
Tableau 5 : Résultats du test de stationnarité des variables en différence première 68
Tableau 6 : Résultats du test de limite pour la cointegration 70
Tableau 7: Résultats d'estimation des coefficients de long terme (LT) 71
Tableau 8: Le Modèle a correction d'erreur 71
Tableau 9: Les résultats des tests sur les résidus 72
Tableau 10 : Interaction entre dette extérieure et la stabilité politique de long terme 74
Tableau 11 : Interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique de court terme 75
Tableau 12 : Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption de long terme 76
Tableau 13 : Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption de court terme 77

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de la dette extérieure au Burundi (en millions de $) 40
Graphique 2: Dette extérieure par type de Créanciers (en millions de $)..... 41
Graphique 3 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure en % des exportations 42
Graphique 4 : Evolution du ratio de la dette extérieure en % des exportations..... 44
Graphique 5 : Evolution de l'encours de la dette extérieure en % du PIB 45
Graphique 6 : Evolution du service de la dette en % du PIB..... 46
Graphique 7 : Le déséquilibre épargne-investissement(en % du PIB) 48
Graphique 8: Evolution du solde budgétaire (en % du PIB) au Burundi..... 50
Graphique 9 : Evolution du déficit de la balance courante(en % du PIB)..... 51
Graphique 10 : Evolution du taux de croissance du PIB par tète au Burundi..... 52
Graphique 11 : Evolution de la balance commerciale du Burundi (en millions $)..... 53
Graphique 12 : Evolution de la stabilité politique au Burundi 54
Graphique 13 : Evolution du contrôle de la corruption au Burundi 55
Graphique 14 : Evolution comparée de la dette extérieure(en millions de $) et la croissance économique(en $) 56
Graphique 15 : Valeur graphique SIC 69
Graphique 16: Test de CUSUM..... 73
Graphique 17: Test de stabilité de Cusum squares 74

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF	:	Augmented Dickey-Fuller
APD	:	Aide Publique au Développement
ARDL	:	Autorégressif à retards échelonnés
ASS	:	Afrique au Sud du Sahara
BM	:	Banque Mondiale
BRB	:	Banque de la République du Burundi
CCP	:	Contribution de la dette à la croissance du PIB
CH	:	Capital Humain
DEXTPIB	:	Dette extérieure en pourcentage du PIB
DTS	:	Droit sur Tirages Spéciaux
FBCF	:	Formation Brute du Capital Fixe
FMI	:	Fonds Monétaire international
IADM	:	Institut Africain de Développement Managérial
IFI	:	Institutions financières internationales
INSBU	:	Institut National des Statistiques au Burundi
IPPTE	:	Initiative des pays très endettés
MBIF	:	Milliards francs Burundais
MCE	:	Modèle à correction des erreurs
MCO	:	Méthode des moindres carres ordinaires
MLT	:	Moyen et Long terme
OCDE	:	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OED	:	Organisation Européenne de Développement
OUVCO	:	Ouverture commerciale
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PIB	:	Produit intérieur brut
PIBRH	:	Produit intérieur brut réel par habitant
PP	:	Philipps Perron
PQDS	:	Plan Quinquennal de développement économique et social
SD	:	Stock de la dette
TINF	:	Taux de l'inflation
TINV	:	Taux d'investissement public
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée

VAN	:	Valeur Actuel Nette
WDI	:	World Indicators Development
WGI	:	World Indicators Governance
ZA	:	Zivot-Andrews

AVANT-PROPOS

Cette étude a été réalisée dans le cadre du Master en Analyse Économique et Développement, avec une spécialisation en Analyse Économique. Elle se focalise sur l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique et le rôle que joue la qualité des institutions sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique au Burundi .

La relation entre la dette extérieure et la croissance économique est un sujet d'analyse complexe, particulièrement dans le contexte des pays en développement. Dans ces pays, la dette extérieure est souvent perçue comme un moyen de financer des investissements indispensables au développement économique. Cependant, elle peut également se transformer en un fardeau si sa gestion est inefficace. Dans ce cadre, le rôle des institutions devient crucial pour déterminer comment la dette est contractée, gérée et utilisée pour stimuler la croissance.

Dans de nombreux pays, y compris ceux d'Afrique subsaharienne comme le Burundi, la question des institutions est particulièrement pertinente. Les défis liés à la gouvernance, à la transparence et à l'état de droit sont omniprésents, et leur impact sur la croissance économique mérite une attention particulière. Au Burundi, par exemple, les institutions ont été affectées par des décennies de conflits et d'instabilité, ce qui a eu des répercussions directes sur le climat d'investissement et la capacité du pays à mobiliser les ressources nécessaires pour son développement.

Cette étude fait appel au modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) en utilisant le test de cointégration et le modèle à correction d'erreur pour capter les effets de long terme et de court terme pour le modele à effet direct de la relation entre la dette extérieure et la croissance économique et les modèles des interactions entre les institutions et la dette extérieure sur la croissance économique .

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Contexte et justification de l'étude

Depuis les années soixante, l'environnement des pays en développement, particulier du Burundi ont accumulé de lourdes dettes extérieures. Ce problème l'a rendu en dépendances financières. La dette extérieure devint un mécanisme auto-entretenu de pression sur les politiques publiques et une contrainte au développement (Nakatami et Herrera, 2007).

En fait, l'évolution dans le temps de stock de la dette (Gottiniaux et al. 2015) prouve que l'endettement a été davantage motivé par des facteurs purement financiers que par de vrais besoins de financement des investissements productifs. En fait, les PED ont essayé de financer leurs taux supérieurs d'investissement par rapport au PIB en accentuant une politique de mobilisation de l'épargne en provenance de diverses sources, intérieure et étrangère, privée et publique.

La raison pratique qui a poussé ces derniers à s'endetter était la volonté d'atteindre le niveau de vie des pays développés. Toutefois, la faiblesse de ressources nécessaires, pour atteindre les taux de croissance cible et dresser les déficits élevés de compte courant, a joué un rôle important dans la prolifération d'endettement dans ces pays.

La grande récession, à travers ses retombées, a fait accroitre le poids des déséquilibres macro économiques des pays en développement. En accroissant les déficits publics et courants, elle a amené les pays en manque d'excédents budgétaires et courants à recourir à des flux d'endettement pour stabiliser et relancer l'activité économique (De Galhau, 2016 ; Krugman, 2012).

En effet, selon certains économistes, la dette publique ou le déficit public a un effet bénéfique sur la croissance économique. Cette dette induite par les dépenses de consommation et d'investissement peut doper à court et à long termes un accroissement des revenus, une amélioration de la compétitivité des entreprises, une réduction du chômage et une accumulation de capital. Elle n'est donc pas néfaste si elle participe raisonnablement à la production.

Cependant, si la poursuite d'une politique budgétaire conjoncturelle ou structurelle est nécessaire, elle nécessite une augmentation régulière des dépenses publiques conduisant les pays à s'endetter durablement, à devenir dépendant de l'extérieur au point de rendre impraticable toute politique budgétaire expansionniste.

C'est ainsi que, la dette ne cesse de s'internationaliser, permettant à des non-résidents de s'enrichir aux dépens des contribuables nationaux et souvent à l'origine des reports de charges sur des générations futures.

Il existe donc selon certains auteurs une « bonne dette » et une « mauvaise dette ». Si pour les pays développés le problème de la dette est préoccupant, il n'en demeure pas moins pour les pays en développement (PED). Cependant leurs causes sont différentes. Après les indépendances politiques, les pays en développement ont connu des difficultés sur le plan du développement économique et social. Ces difficultés sont caractérisées par des besoins extrêmement abondants, compte tenu de la faiblesse des investissements, une démographie galopante, des taux de croissance souvent négatifs, un endettement massif, etc., entraînant une augmentation de la pauvreté (pauvreté des sols, des forêts, la sécheresse, pénurie en infrastructures de transports et communication, faiblesse des revenus et de l'épargne, manque de qualification professionnelle, etc.).

Cette pauvreté a eu un effet négatif sur l'investissement, entretenant un « cercle vicieux » du fait de la faiblesse des revenus, faiblesse qui entretient elle-même une faiblesse de l'investissement. Pour financer les dépenses de développement face à la rareté de l'épargne nationale, les pays en développement se sont endettés inexorablement au point où incapables de rembourser, la communauté internationale a dû intervenir pour réduire les charges récurrentes de ces dettes à travers plusieurs initiatives dont les plans Baker et Brady (1985) (avec leurs menus d'options combinant réduction et refinancement de la dette), les programmes d'ajustements structurels (PAS) et l'initiative pays pauvres très endettés (IPPTE). Cependant, on constate une tendance à l'accélération du rythme de réendettement pour certains pays bénéficiaires.

Pour pallier ces problèmes et éviter de telles situations dans l'avenir, des dispositions et exigences ont conduit à un durcissement des conditions d'emprunt extérieur. Aux nombres des mesures prudentielles prises par le FMI, "la Bonne Gouvernance" apparaît comme un critère prépondérant pour aider les autorités à corriger les faiblesses dans la gestion de la dette et pour promouvoir la transparence dans la gestion de la dette. Le FMI contribue, en outre, au renforcement des politiques macroéconomiques et la gestion de la dette des pays membres afin d'accroitre leurs potentialités de croissance de long terme par des ambitieuses réformes politiques et institutionnelles. Au vu de cela, les regards sont de plus en plus portés sur la qualité des institutions dans les questions d'endettement extérieur.

L'analyse économique a commencé à reconnaître l'importance des institutions à partir des recherches menées par Williamson (1989), North (1990), Knack et Keefer en 1995, ainsi que par Hall et Jones en 1999, et a été davantage approfondie par les travaux d'Acemoglu, Johnson et Robinson en 2001. Pour mieux appréhender ce concept, commençons par définir le terme « institutions » tel qu'il est admis dans la littérature. Douglass North, lauréat du prix Nobel d'économie en 1993, les décrit comme « les règles qui régissent une société, ou de manière plus formelle, les contraintes conçues par l'homme qui influencent les interactions humaines ». De leur côté, Daron Acemoglu et al. (2005) en suivant la même logique que celle de D. North, définissent les caractéristiques des « bonnes » institutions. En effet, selon eux, trois critères doivent être respectés pour que ces institutions soient considérées comme efficaces. Elles doivent permettre la protection des droits de propriété, limiter le pouvoir des élites et de ceux qui ont le pouvoir quelle que soit sa nature et promouvoir l'égalité des chances entre les individus. (Martial Foucault 2010).

D'après les théories institutionnalistes, les institutions sont la clé de la performance des économies (North, 1992). Le rôle des institutions a été progressivement intégré dans l'analyse économique au cours des dernières décennies pour expliquer les écarts de développement des nations (Chavance, 2007). L'économie néo-institutionnelle définit les institutions comme « l'ensemble des règles du jeu d'échange auquel participent les agents économiques regroupés dans des organisations (North, 1990) ». Les institutions sont donc des contraintes créées par l'homme pour structurer les interactions politiques, économiques et sociales (North, 1991).

Il s'agit précisément des normes formelles ou informelles qui régissent les activités économiques et financières dans un pays (North, 1994 ; Acemoglu, 2000). Leur rôle dans la croissance économique a été appuyé par les auteurs notamment Coase (1991) ; Williamson (2000) ; Rodrik (2002) ; Acemoglu et al (2004) ; North (1993, 2010), qui soutiennent que l'amélioration des institutions peut entraîner une augmentation des investissements, de la productivité et de l'innovation et, en fin de compte, une croissance économique soutenue.

Du point de vue de l'évolution de la croissance, une analyse par décennie permet de constater que dans la décennie 1980-2000, le taux de croissance moyen est de 1,38 %. Ce taux de croissance passe à -2.51% dans la décennie 2000-2022. Il en résulte donc une instabilité de la croissance et une nette dégradation du taux de croissance au Burundi (WDI, 2022). Quant à la qualité des institutions, la mesure utilisée est l'indice de gouvernance de la banque mondiale (WGI, 2022) composé de six aspects (responsabilité politique, stabilité politique, efficacité du

gouvernement, état de droit, qualité de régulation et contrôle de corruption). L'observation de cet indice sur les deux décennies ci-dessus indiquées permet de tirer les conclusions suivantes : dans la première décennie 2000-2010, le score moyen de la gouvernance est -1,26 montrant que la qualité des institutions est mauvaise et dans la deuxième décennie 2010-2022, la note moyenne de la gouvernance est -1,39,indiquant une détérioration de la qualité des institutions

0.2. Problématique

A l'instar des autres pays en développement, le Burundi a recours à l'endettement extérieur pour financer le développement économique du fait de la difficulté à mobiliser des ressources nationales[1] et de la forte volatilité de leurs performances économiques. Cette croissance instable est expliquée en grande partie par une forte vulnérabilité aux chocs extérieurs et un contexte international défavorable (fluctuation des taux de change, baisse des prix des matières premières, hausse des taux d'intérêt). Une autre explication de récurrence de ces situations est la gestion de la dette publique extérieure par les institutions du pays.

Dès la fin des années 1980, le Burundi connait une conjoncture économique et financière obligeant les gouvernements à appliquer des plans d'ajustement structurel sous la tutelle des Institutions Financières Internationales. Ces programmes ont eu pour objectif dans un premier temps d'atténuer les problèmes de liquidité liés au paiement du service de la dette, mais ils ont eu dans l'ensemble des résultats mitigés (Touna Mama, 2008). Pire, le fardeau de la dette a continué à croître, si bien que certains pays sont arrivés à un niveau de dette dont ils ne pouvaient assurer le service.

Après de nombreux sommets de chefs d'État et avec le concours des bailleurs de fonds, une solution a finalement été trouvée avec l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) mise en place par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International en 1996. Les perspectives offertes par l'accession à ce programme en termes de réduction de la dette imposent notamment de nouveaux défis stratégiques aux gouvernements des pays moins avancés. Il est nécessaire de prendre en compte d'autres aspects parmi lesquels « la bonne gouvernance » des institutions des pays en développement dans le processus d'émergence

[1] Dufrénot, Houessou et Nonfodji (2007) donnent deux raisons principales :
1) Les déséquilibres macroéconomiques : ces pays sont caractérisés par un solde courant structurellement déficitaire, un manque d'opportunités rentables, une faible productivité des capitaux, une faible diversification de l'appareil productif (étroitesse de la base de production), etc.
2) L'insuffisance de l'épargne budgétaire du fait d'un faible niveau de collecte fiscale, d'une forte dépendance au secteur primaire, de la prépondérance du secteur informel, d'une mauvaise allocation des fonds publics, etc.

économique. Cela se traduit notamment par une amélioration du cadre juridique, institutionnel et opérationnel de gestion de la dette publique. Les nouveaux objectifs du FMI sont clairement d'impulser une nouvelle dynamique de croissance économique de long terme, par le biais de réformes institutionnelles et politiques.[2]

Dans certains cas, le remboursement de la dette extérieure est devenu un frein au développement économique à partir du moment où l'investissement public qui est supposé être le moteur de la croissance et du développement économique, se trouve conditionné par toutes les contraintes qui entourent le remboursement de la dette. Pour tenter d'y remédier, ces pays en difficulté ont bénéficié des prêts considérables, assortis souvent des conditions très concessionnelles, qui devraient permettre leur décollage rapide en favorisant l'investissement et en accélérant la croissance (Patillo et al, 2002).

Au Burundi, le déséquilibre chronique des finances publiques qui est l'une des sources d'endettement, est une évidence. Les statistiques indiquent en effet que les dépenses ont été toujours supérieures aux recettes publiques. De 1980 à 2022, le solde budgétaire est structurellement déficitaire oscillant des fois autour de 10% du revenu national (9,65 % en 1996).

Or, ces dettes contractées impliquent qu'une part importante du revenu national soit utilisée pour servir la dette, ce qui pourrait creuser davantage le compte courant. Comme conséquence, cet accroissement continu de la dette publique peut éventuellement entrainer à son tour des contreperformances économiques. Les économies des PED en général, le Burundi en particulier, ont été compromises par le service de la dette qui pèse lourdement sur leur PIB et recettes d'exportation. La dette extérieure constitue un véritable goulot d'étranglement pour l'économie burundaise avant la mise en œuvre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE). Le service de la dette absorbe des fonds qui pourraient être affectés aux dépenses essentielles de lutte contre la pauvreté.

En mars 2009, tenant compte de l'ampleur du surendettement du Burundi, dans le cadre de l'Initiative Renforcée en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), les créanciers du Burundi réunis au sein du Club de Paris avaient convenu d'annuler un montant de 129,5 millions de dollars, soit 96% du stock de leur dette à fin 2008.

[2] Renforcement des capacités des agents, audits réalisés sur la gestion de la dette publique, et réformes des finances publiques, etc.

Les institutions financières multilatérales de la Banque Mondiale, du Fond Monétaire Internationale (FMI) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) consentaient également une réduction de leurs dettes, respectivement de 90, 4 millions de dollars US, de 9,2 millions de DTS (14, 5 millions de dollars EU) et de 12, 6 millions de dollars US. Ces allègements devaient permettre au Burundi de réduire sensiblement le ratio de la dette extérieure par rapport aux exportations de 967% fin 2007 à 75% fin 2013.

En 2013, le niveau de la dette avait repris sa montée et représentait 446% des exportations, contre 75% prévu dans le programme convenu avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux. En 2015, éclatait une crise politique, et suite aux violences, la plupart des partenaires de développement décidèrent de suspendre ou de réduire l'aide au développement, que ce soit au titre de dons en capital ou de prêts. Malgré ces restrictions, en 2021, la dette extérieure a, quand même, augmenté de 110%, passant de 628 milliards de BIF à 1,320 milliard de FBU, entre 2013 et 2021.

Selon les données tirées des rapports de la BRB, l'encours de la dette extérieure n'a en effet cessé de croitre passant de 11 030,4 millions de FBU (soit 13,3% du PIB) en 1980 à 1 567 958,6 millions de FBU (soit 113,8% du PIB) en 2008, soit un accroissement de 1 556 928,3 millions de franc Burundi, le stock de la dette extérieure a augmenté de 39.103,1 millions de FBU (soit 5,9% du PIB), s'établissant à 695.666,7 en 2015 contre 656.563,7 millions de FBU en 2011.

Le service de la dette a évolué parallèlement au stock de la dette extérieure avant la survenance de la crise sociopolitique de 1993 qui a conduit à l'accumulation des arriérés de paiements. Passant de 9,4% des exportations en 1980 à 45,3% en 1992, le service de la dette extérieure s'estime à 26,5% en 1994 pour remonter en flèche et atteindre 78,5% en 2007.

Malgré cette évolution de la dette, le PIB et les recettes d'exportation n'ont pas suivi le même rythme. En effet, la production nationale, en termes réels, est passée de 82 775 à 146 999 millions de FBU sur la période allant de 1980 à 2010. Quant aux recettes tirées des exportations, elles sont passées de 5 883,9 à 124 596,5 millions de franc Burundi entre 1980 et 2010;de 165 476,8 à 225 384 millions de FBU entre 2011 à 2022.

Les contraintes liées au remboursement de la dette Burundaise sont dus au fait que celui-ci est un prélèvement opéré sur le revenu national et s'effectue en devises. Mais afin de se procurer des devises, il faut dégager des excédents au niveau des échanges des biens et

services. Or, le Burundi exportateur de matières premières, présente souvent une balance courante presque toujours déficitaire. Mieux, elle est confrontée à un problème de mobilisation de recettes intérieures dû au faible niveau des activités économiques, à la fraude fiscale et aux détournements. La mobilisation des revenus est restée en dessous de 15% du PIB ces dernières années, bien en deçà d'une moyenne d'environ 18% du PIB pour les pays de la sous-région. Ce qui a engendré une insuffisance des ressources consacrées aux investissements et aux services publics essentiels, y compris les secteurs sociaux.

Au regard de ce qui précède, le présent travail cherche à répondre à la question ci-après.

« Quel est l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique et quel est le rôle que joue la qualité des institutions sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique au Burundi ? ».

Au regard de tout ce qui précède, l'on est amené à se poser un certain nombre de questions dont :

(i) Quel est l'influence de l'endettement extérieur sur la croissance économique au Burundi?

(ii) Quel est l'effet d'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique sur la croissance économique ?

(iii) Quel est l'effet d'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption sur la croissance économique ?

0.3. Intérêt du sujet

L'analyse permet de mieux comprendre comment les institutions influencent la gestion de la dette extérieure et son impact sur la croissance. Cela aide à identifier les mécanismes par lesquels la dette peut soit favoriser, soit entraver le développement économique.

0.3.1. Intérêt personnel

Ce sujet nous intéresse dans le cadre de notre formation, de ce fait, il nous permet d'améliorer notre connaissance sur les la gestion de la dette, la politique économique et le développement institutionnel, pour les autres, ce sujet va présenter la situation du Burundi.

0.3.2. Intérêt scientifique

Cette étude peut conduire au développement de nouveaux modèles d'évaluation des impacts de la dette extérieure, tenant compte du rôle des institutions sur la croissance économique. Ce faisant, il constitue un cadre de référence ou une source d'information adéquate pour tout chercheur qui abordera une étude dans ce domaine.

0.4. Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique et le rôle des institutions sur la relation dette extérieure et la croissance économique. En terme d'objectifs spécifiques, il sera question de :

(i) Analyser l'effet direct de la dette extérieure publique sur la croissance économique du Burundi;
(ii) Examiner l'effet interactif de la dette extérieure et des institutions sur la croissance économique au Burundi .

0.5. Hypothèses de la recherche

H_1 : La dette extérieure a un effet direct positif sur la croissance économique.

H_2 :La stabilité politique augmente l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique au Burundi à court terme et long terme.

H_3 : Le contrôle de la corruption augmente l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique à court terme et à long terme.

0.6. Méthodologie de recherche

Pour accomplir le présent travail de recherche, notre méthodologie s'est fixée sur les techniques d'investigation suivantes : Premièrement une recherche bibliographique, dans le but de constituer une partie dédiée aux concepts théoriques nécessaires à la compréhension du sujet. Dans le but de détailler notre compréhension du thème, nous avons eu recours à certains ouvrages, articles et thèses d'études portant sur le rôle des institutions sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique. Deuxièmement une analyse empirique basée sur une modélisation du modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL).

0.7. Délimitation de l'étude

Comme les recherches sont toujours menées dans un contexte bien précis, il convient de la circonscrire dans le temps et dans l'espace. Pour ce faire, cette recherche est circonscrite dans un espace précis qui est celui du Burundi. Pour ce qui est du temps, les données utilisées sont des données secondaires, extraites sur la base des données du site de la banque mondiale, et couvrant d'une période allant de 1980 à 2022.

0.8. Plan de travail

Afin d'apporter les éléments de réponse les plus pertinents à ces interrogations, nous subdiviserons le plan de travail en trois chapitres dont les deux premiers auront un aspect théorique tandis que le troisième aura un aspect pratique

Dans le premier chapitre, nous présenterons le cadre conceptuel et théorique de la dette extérieure, de la qualité des institutions et de la croissance économique, et la relation qui existe entre ces trois variables. En premier lieu nous allons mettre en évidence les caractéristiques générales sur la dette extérieure, les institutions et la croissance économique, en deuxième lieu on va s'intéresser à la relation existant entre la dette extérieure, les institutions et la croissance économique, puis on va mener une littérature empirique sur les effets de la dette extérieure et la qualité des institutions sur la croissance économique.

Le deuxième chapitre décrit les faits stylisés de l'évolution de la dette extérieure, l'évolution des institutions (stabilité politique et le contrôle de la corruption), et croissance économique au Burundi. En outre, le troisième chapitre concerne la présentation de la méthodologie de la présente recherche et les résultats et discussions pour faire la comparaison des résultats trouvés avec ceux d'autres chercheurs. On termine sur la conclusion afin de reformuler des suggestions, les limites et les références bibliographiques.

CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Ce chapitre tente de compléter la littérature existante en mettant l'accent sur la théorie des notions de soutenablité de la dette publique et de la solvalité d'un Etat en vers la dette publique, sur l'impact des institutions économiques sur la relation dette extérieure-croissance économique au Burundi. Notre hypothèse est que l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique est fondamentalement lié à des différences dans la qualité des institutions. Des pays dotés d'institutions de faible qualité enregistrent des taux de croissance économique faibles. En revanche, les pays dotés d'institutions de haute qualité connaissent de forts taux de croissance économique. Cette hypothèse s'appuie sur les travaux antérieurs qui ont établi des liens entre la qualité générale des institutions économiques, et le revenu par habitant des pays (North, 1990; Olsson et Hibbs, 2005; et Acemoglu et Robinson, 2012).

Section 1 : Les notions de solvabilité et de soutenabilité de la dette extérieure

Que l'on raisonne en termes de solvabilité ou soutenabilité, les conditions financières des emprunts contractés pour un PED jouent un rôle majeur dans la problématique de l'endettement. Le remboursement de la dette est analysé comme le résultat d'une volonté de payer correspondant à la maximisation de son intérêt par le débiteur, en l'absence de toute possibilité de saisie de garantie par le créancier.

I.1.1. Notion de soutenabilité de la dette publique

Le concept de soutenabilité se définit ordinairement par le fait qu'à long terme un rapport jugé pertinent entre la dette et un flux de ressources (recettes publiques, exportations, PIB, etc.) reste stable. La notion de soutenabilité est difficile à mettre en œuvre sur le plan empirique, et particulièrement dans le cas des pays les plus pauvres pour lesquels les durées de remboursement sont particulièrement longues (Moisseron et Raffinot, 1999).La soutenabilité de la dette suppose à la fois que l'État soit considéré comme :

- **liquide**, c'est-à-dire qu'il soit en mesure de refinancer la dette venant à échéance ;
- **solvable**, c'est-à-dire que les créanciers aient un jugement positif sur sa capacité à rembourser sa dette sur le long terme.

Ces éléments reposent largement sur la confiance des créanciers et la crédibilité des autorités. D'après le FMI(2003), *«* la dette d'un pays est soutenable lorsqu'il peut financer le solde de la balance des opérations courantes et assurer les obligations du service de la dette sans faillir, sans solliciter le rééchelonnement, sans accumuler les arriérés et enfin sans compromettre la croissance pour arriver à cette fin, il faut s'assurer que les ratios d'endettement ne vont pas connaître une tendance explosive à long terme.*»*

La question de la soutenabilité d'une dette publique doit donc s'inscrire dans un cadre dynamique en prenant en compte non seulement le solde budgétaire mais aussi la vigueur de la croissance et le niveau des taux d'intérêts.

I.1.2. Contrainte de liquidité et solvabilité de l'Etat

L'analyse de la solvabilité d'un Etat s'inscrit dans un cadre juridique différent de l'approche suivie pour une entité privée, pour laquelle il est possible de liquider les actifs détenus dans le cadre d'une procédure de faillite. L'absence de telles procédures pour les Etats souverains repose sur le principe de l'intangibilité de l'Etat et sur l'insaisissabilité des avoirs publics. Un Etat est néanmoins contraint de respecter un équilibre budgétaire inter-temporel, dans la mesure où les créanciers n'acceptent pas de détenir indéfiniment sa dette publique, et donc il ne peut s'endetter perpétuellement.

La contrainte budgétaire inter-temporelle peut se comprendre comme un sentier d'équilibre de la dette, reliant le taux d'intérêt et le taux de croissance de l'économie à long terme avec les excédents primaires futurs actualisés. Deux variables apparaissent donc essentielles :

- L'excédent primaire, qui permet à un État de dégager les ressources pour faire face aux échéances de remboursement d'une part ;
- Le taux d'intérêt qui représente la charge financière pesant sur la dette d'autre part.

Un Etat doit continuellement refinancer sa dette venant à échéance et peut donc faire face à une crise de liquidité si ce refinancement n'est pas assuré. Une crise de liquidité survient lorsque les actifs immédiatement disponibles ne permettent pas de couvrir le service de la dette ; elle peut intervenir sans que sa solvabilité soit remise en cause.

La solvabilité est une notion dont la dynamique est mal prise en compte dans un environnement incertain. Un Etat solvable à une période donnée peut devenir insolvable à la suite de chocs. Dès lors, il est courant d'évoquer la soutenabilité de la politique budgétaire et, par extension, la soutenabilité de la dette publique.

I.1.3. Evaluation de la soutenabilité de la dette publique

La notion de soutenabilité de la dette publique représente une question cruciale pour l'ensemble des Etats émergents et des Etats à bas revenus, elle demeure relativement difficile à cerner, tant que les approches et les définitions dont elle fait l'objet diffèrent. Le FMI définit la soutenabilité comme « la capacité à faire face à une contrainte budgétaire, en dehors de toute modification majeure des recettes ou des dépenses publiques, et à un coût de financement sur le marché donné».

D'une manière générale, la gestion des finances publiques d'un pays est soutenable si, d'une part, les déficits budgétaires sont financés par des ressources non inflationnistes et n'obligent pas l'Etat à recourir à des financements exceptionnels pour combler et si, d'autre part, le gouvernement peut s'acquitter intégralement de ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette publique (intérieure et extérieure), sans recourir à des rééchelonnements, ni accumuler des arriérés de paiements et sans compromettre sa croissance.

Dans le cadre de l'IPPTE, les IBW ont défini les seuils pour les indicateurs afin de définir de façon chiffrée la notion de soutenabilité de l'endettement extérieur d'un pays.

Dans l'IPPTE renforcée, la procédure a été sensiblement simplifiée. La dette est déclarée insoutenable si, au point de décision, un des ratios sélectionnés est supérieur aux seuils prédéterminés. La dette « excédentaire » est alors annulée en plusieurs étapes. Trois ratios sont pris en considération, dont deux utilisent la VAN pour tenir compte de la différence de poids des prêts, et permet ainsi de juger du caractère équitable du partage du fardeau entre créanciers.

La VAN d'une dette est une mesure du degré de concessionnalité de celle-ci. Pour Perrin et al. (2005), elle se définit comme la somme actualisée au taux de marché approprié des annuités (intérêt et principal) restant à courir sur une dette existante. Ainsi, dès lors que le taux d'intérêt appliqué à un prêt est inférieur au taux de marché, la VAN de celui-ci est inférieur à sa valeur nominale.

Tableau 1: Critères de soutenabilité de la dette extérieure

INDICATEURS	Initiative PPTE originale	Initiative PPE renforcée
Stock de la dette (VAN)/Exportations	<200-250%	<150%
Service de la dette/Exportations	<20-25	<250%
Stock de la dette (VAN)/Recettes budgétaires	<280%	<250%

Source : Bougouin et Raffinot (2002)

Un pays voulant un endettement soutenable doit répondre à ces trois conditions:

- **Stock de la dette (en VAN) / exportations** : Il évalue, pour une année donnée, le poids relatif de la dette totale du pays par rapport au montant de ses exportations en valeur de cette même année. Ce ratio devrait être compris entre 200 et 250% (PPTE originale) et inferieur à 150% (PPTE renforcée) pour que la dette soit soutenable.
- **Service de la dette / exportations** : Il évalue, pour une année donnée, le poids relatif de ce que doit rembourser le pays par rapport au montant de ses exportations en valeur de cette même année. Pour un endettement soutenable, le pays devrait présenter un ratio compris entre 20 et 25%(PPTE originale) et inferieur à 15% (PPTE renforcée).
- **Stock de la dette(en VAN) / Recettes budgétaires** : Il évalue pour une année donnée le poids relatif de la dette totale du pays par rapport aux recettes budgétaires qu'il est à mesure de mobiliser cette même année. Le seuil de soutenabilité a été fixé à 280% pour l'Initiative des pays pauvres très endettés initiale et à 250% pour l'IPPTE renforcée pour que sa dette soit réputée de soutenable.

Toutefois, le fait de retenir des ratios est très discutable, surtout lorsqu'ils sont calculés pour une année donnée. Aussi le sait-on, c'est la dynamique d'évolution de la dette qui importe. Pour les IBW, la justification de cette méthode est purement empirique car au-delà de ces seuils, on constaterait, historiquement, que les pays ont rencontré des difficultés de remboursement (FMI, 2002).

L'examen du Département de l'évaluation des opérations de la BM (OED, 2003) conclut que le principal indicateur utilisé dans le cadre de l'Initiative, le ratio VAN de la dette aux exportations, sans être parfait, est opérationnellement préférable aux autres pour des raisons d'ordre pratique.

Par le biais de ces trois indicateurs, les créanciers évaluent, d'une part, la capacité du pays à dégager les ressources nécessaires au remboursement de sa dette extérieure et, d'autre part, le poids que ces remboursements fait peser sur la capacité financière de l'État. Autrement dit, la soutenabilité de la dette correspond au fait que les finances publiques puissent rester solvables, c'est-à-dire conserver un niveau de dette qui sera couvert à l'avenir par des surplus budgétaires (hausse des prélèvements ou baisse des dépenses) nécessaires.

I.1.4. Initiatives en la matière

Toutes les théories vues ci haut se sont manifestées pendant les décennies passées et ont causée ce qu'on a appelé la crise de la dette de 1982 au Mexique et notamment dans plusieurs pays en développement.

Ainsi, divers mécanismes internationaux ont été mis en œuvre parmi lesquels le Plan Brady (1985), les termes de Toronto (1988), les termes de Londres(1991), les termes de Naples (1995), les termes de Lyon (1996) et enfin l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) en 1996 et 1999.

Les conditions de Toronto consistent en la réduction du tiers de la dette officielle bilatérale éligibles qui est venue à échéance. Celles de Londres portent sur une réduction de moitié et celles de Naples, quant à elles, prévoient un accord de réduction de 2/3 du service de la dette bilatérale échue en valeur actuelle nette.

- **Initiative PPTE**

L'initiative PPTE, conçue au départ par la banque mondiale et le Fonds monétaire international en 1996 et améliorée ensuite en 1999, consiste en une remise de la dette des 41 pays à faible revenu et réduit cependant le niveau de leur remboursement de la dette à un niveau gérable ou soutenable.

Elle requiert également sous la supervision des institutions de Bretton Woods, que les pays éligibles présentent une trajectoire des performances de bonnes politiques économiques, c'est à dire que ces pays doivent démontrer des antécédents satisfaisants sur le plan de leur gestion économique tels des programmes de stabilisation économique, des reformes des secteurs publics et une réorientation des dépenses publiques en faveur de la réduction de la pauvreté, de l'éducation, des soins de santé y compris une croissance durable profitant aux populations pauvres. Dans ce sens, l'initiative PPTE se déroule en deux étapes principales de trois ans chacune, à savoir :

1ère étape : constituée par les bons antécédents énumérés ci haut pendant 3 ans ; et à la fin de cette performance économique, le pays va bénéficier de la part du club de Paris, des autres créanciers bilatéraux et commerciaux d'un accord de rééchelonnement des flux aux conditions de Naples (67% de la VAN). Et le pays atteint le point de décision. Cependant, bien avant le point de décision, une analyse sur la soutenabilité de la dette est effectuée pour déterminer l'éligibilité du pays à un allégement supplémentaire de la dette.

Par conséquent, il y a deux possibilités qui se pointent :

- Si après analyse, il s'avère que l'opération aux termes de Naples due au club de Paris est suffisante pour réaliser la soutenabilité de la dette en 3 ans. Dans ce cas, le pays va s'avérer dynamique et apte à sortir du processus de rééchelonnement de la dette et ne bénéficiera pas d'une aide aux termes de l'initiative.
- Si cette opération aux termes de Naples paraît insuffisante pour réaliser la soutenabilité de la dette, le pays peut bénéficier de l'initiative, et dans ce cas, il pourra solliciter une aide à ce titre, voire même solliciter un autre rééchelonnement aux conditions de Naples si cela s'avère nécessaire pour ramener sa dette à un niveau tenable.

2ème étape : Pour les pays réputés admissibles à l'initiative PPTE, le club de Paris et tous les autres créanciers vont accorder cas par cas des rééchelonnements des flux aux conditions plus concessionnelles jusqu'à 80% de la dette admissible. Mais le pays doit encore établir des politiques judicieuses pendant trois ans toujours sous la supervision des IBW. Et les bailleurs des fonds, les créanciers bilatéraux et les institutions multilatérales sont aussi obligés de fournir une assistance sur la forme des dons et des prêts sous conditions privilégiées.

La fin de la deuxième étape s'appelle le point d'achèvement ou fin du processus. Il sied de rappeler que les fonds libérés par cette remise doivent être utilisés au bénéfice des programmes de réduction de la pauvreté plutôt que sous forme des remboursements.

Et ces programmes doivent être élaborés au travers des documents des stratégies de réductions de la pauvreté (DSRP), un processus impliquant des consultations très larges avec les groupements communautaires et les organisations gouvernementales (ONG) ainsi que les bailleurs des fonds sur les priorités à mettre dans les politiques publiques ciblées pour réduction de la pauvreté.

I.1.5. Les mobiles de l'endettement extérieure

L'équilibre du budget est réalisé lorsque les dépenses publiques sont adaptées aux recettes de l'Etat de sorte qu'il y ait une stricte égalité entre elles. Toutefois, l'équilibre budgétaire n'est pas toujours une condition pour garantir l'efficacité économique. En cas de déséquilibre entre les recettes et les dépenses (celles-ci étant supérieures aux recettes), le budget est déficitaire et son financement peut être d'origine interne et / ou externe à l'économie considérée.

Dans la littérature, l'endettement est lié à un déséquilibre. Suivant les cas, il peut s'agir de l'insuffisance de l'épargne domestique pour financer l'investissement, des recettes budgétaires pour couvrir les dépenses publiques ainsi que le caractère déficitaire des flux entre le pays et le reste du monde.

I.1.5.1. Le déséquilibre « Epargne-Investissement » et le déficit courant

Nous sommes d'accord qu'un pays renfermant un potentiel d'investissement productif ne fournisse pas forcément pour autant un niveau très suffisant d'épargne intérieure pour financer cet investissement.

D'où l'épargne extérieure peut bien remplacer et redynamiser l'investissement intérieur en donnant lieu à une accélération rapide de la croissance économique. Partons de l'identité suivante :

$S - I = X - M = - Sex$

Dans laquelle S désigne l'épargne intérieure, I l'investissement, X - M le solde du compte courant de la balance des paiements et Sex l'épargne extérieure.

Nous remarquons qu'à l'emprunt de l'épargne extérieure (accumulation de la dette extérieure) correspond un déficit de compte courant. Si le déficit courant provient d'un niveau d'investissement élevé, emprunter à l'étranger va permettre au pays d'augmenter sa croissance.

Cependant, la relation négative entre épargne intérieure et extérieure pose moins de problèmes si nous ne limitons pas le rôle des capitaux étrangers à accroître l'investissement et nous prenons en considération leur intervention comme instrument d'allocation efficiente inter temporelle de la consommation.

Supposons qu'un accroissement de l'aide étrangère au profit d'un pays bénéficiaire soit investi, cela va augmenter le potentiel de la consommation future tout en laissant la consommation présente au même niveau initial.

Toutefois, il reste le problème structurel du résultat à long terme, c'est à dire voir comment l'appel régulier des emprunts extérieurs finit par relâcher les efforts du pays emprunteur et par le rendre dépendant de l'épargne extérieure.

I.1.5.2. Le lissage des fluctuations de la consommation

Théoriquement un déficit du compte courant peut résulter des chocs exogènes négatifs à savoir :

(i) Une dégradation des termes de l'échange
(ii) Une récession chez les principaux partenaires
(iii)Une catastrophe naturelle (calamité)

Evidemment, ces chocs donnent lieu à une baisse du revenu. Ainsi, pour remédier à ces problèmes, un pays peut soit réduire ses dépenses de sorte que la somme de la consommation et de l'investissement (absorption) baisse proportionnellement avec le revenu ; Dans ce cas, il n'y a pas dégradation du compte courant, soit contracter une dette extérieure pour maintenir le niveau d'absorption.

Du moins, au moment où nous connaissons que cette baisse du revenu n'est que temporaire, le pays sera convié à contracter une dette extérieure. Cependant, s'il faut retourner à l'identité ci haut, nous constatons que le déficit du compte courant provient d'une baisse temporaire de l'épargne que le pays peut résoudre d'une manière provisoire en empruntant à l'étranger. Toutefois, une diminution des réserves que l'on pense parfois temporaire peut s'avérer durable que prévu.

Par exemple, nous imaginons une économie soumise à une forte instabilité de ses recettes d'exportation, si elle ne bénéficie pas d'aide étrangère, le fardeau d'une chute de ses exportations est résorbé par une réduction des dépenses, et par conséquent de la consommation domestique. Si par contre, cette économie tire avantage des capitaux étrangers, ces fonds vont être utilisés pour permettre une allocation efficiente de la consommation, en transférant la consommation des années de surplus d'exportation vers celle des années d'exportation inférieure au trend.

D'où, dans ces périodes d'insuffisance d'exportation, où l'épargne intérieure baisse, l'apport à l'emprunt à l'étranger augmente et voient suppléer la chute de la consommation.

I.1.5.3. L'endettement public et croissance économique

Pour financer son déficit, l'Etat peut soit recourir aux excédents budgétaires réalisés dans le passé, soit contracter un emprunt. La dette de l'État se définit donc comme l'ensemble des emprunts effectués par l'État, dont l'encours (montant total des emprunts) résulte de l'accumulation des déficits de l'État.

Par ailleurs, Mankiw (2003) indique que le déficit budgétaire est un flux, c'est-à-dire une grandeur économique mesurée au cours d'une période donnée (ex : un an), alors que la dette est un stock, à savoir une grandeur économique mesurée à un moment donné.

Ces deux notions, bien que différentes, sont intimement liées. En effet, le flux du déficit budgétaire vient alimenter l'encours de la dette, qui en retour agit sur le niveau de déficit par l'augmentation des intérêts versés, qui sont une charge (dépense) budgétaire.

La dette publique de l'année présente n'est que la résultante de l'encours de la dette de l'année antérieure et du solde budgétaire présentement réalisé. Deux cas peuvent donc s'observer :

- La dette diminue, d'une année à l'autre, si le solde budgétaire est en excédent, cela nous conduit à conclure que l'excédent budgétaire permet de réduire la dette ;
- Si, au contraire, le solde budgétaire traduit un déficit, la dette augmente. Le déficit budgétaire de l'année s'ajoute par conséquent à la dette publique du passé. La dette est ainsi le produit de l'accumulation des déficits budgétaires du passé.

Or, le solde budgétaire peut s'analyser en deux composantes. Il s'agit en premier lieu du solde primaire qui est la différence entre les recettes de l'année et les dépenses de l'année hors paiement des intérêts sur la dette et s'il s'avère que ce solde est négatif, on parle dans ce cas de déficit primaire. S'il est excédentaire, on est en présence d'un excédent primaire. Le paiement des intérêts dus sur la dette publique passée et que l'État doit rembourser l'année en cours constitue l'autre composante.

Si on note SB_t le solde budgétaire, SPt le solde primaire, puis en désignant par D_{t-1} et D_t la dette de l'année t-1 et l'année t respectivement, le solde budgétaire est donné par la relation suivante : $SB_t = SP_t$-(r*D_{t-1}) où r est le taux d'intérêt. La dette de l'année en cours sera quant à elle donnée par : $D_t = D_{t-1}$-SB_t.

Ces deux relations permettent de calculer l'encours de la dette à la période t, soit D_t= (1+r)* D_{t-1}-SP_t, Cette équation nous permet de constater que la dette publique dépend non seulement de l'importance de la dette passée, des taux d'intérêts mais aussi du solde primaire.

Plus les taux d'intérêt seront élevés, et plus la dette passée sera grande, plus l'Etat devra dégager un important excédent de son solde primaire, s'il souhaite diminuer la dette publique. Cela signifie qu'il ne suffit pas à un Etat d'avoir un solde primaire en équilibre pour stabiliser sa dette, il lui faut aussi payer les intérêts sur sa dette passée et ces intérêts seront d'autant plus élevés que la dette passée est importante et que les taux d'intérêt sont forts.

Pour que la dette soit stable, il faut donc que le solde primaire couvre au moins le remboursement du service de la dette (capital et intérêts). Si la dette passée est très grande, ou si les taux d'intérêt sont très élevés, l'Etat, qui doit payer de lourds intérêts, peut ne pas y parvenir : la dette va alors croître d'année en année à la façon d'une « boule de neige ». La partie de la dette passée que l'Etat ne peut plus rembourser faute de ressources propres suffisantes le sera probablement en recourant un nouvel emprunt, ce qui augmentera d'autant la dette passée, voire le taux d'intérêt moyen.

Toutefois, malgré les développements ci-haut sur les explications de la dette, il existe des controverses théoriques remarquables sur la relation dette-croissance. Plusieurs théories ont été développées sur l'endettement d'un pays. Elles vont de la perception même de l'emprunt public à la capacité d'endettement d'un pays. L'endettement public n'a jamais fait l'unanimité chez les économistes. Sa perception varie selon les écoles de pensée. C'est ainsi que certains économistes pensent que la dette peut être nécessaire et même efficace pour le développement d'un pays alors que d'autres rejettent systématiquement l'emprunt public et pensent que tout emprunt public ne peut qu'être nuisible pour les agents économiques.

Section 2: Revue de la littérature théorique

Cette section tente de compléter la littérature existante en mettant l'accent sur l'impact des institutions économiques sur la relation dette extérieure-croissance économique au Burundi. Notre hypothèse est que l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique est fondamentalement lié à des différences dans la qualité des institutions. Des pays dotés d'institutions de faible qualité enregistrent des taux de croissance économique faibles. En revanche, les pays dotés d'institutions de haute qualité connaissent de forts taux de croissance économique.

Cette hypothèse s'appuie sur les travaux antérieurs qui ont établi des liens entre la qualité générale des institutions économiques, et le revenu par habitant des pays (North, 1990; Olsson et Hibbs, 2005; et Acemoglu et Robinson, 2012).

I.2.1. Dette extérieure, institutions et croissance économique

Dans cette section, nous examinerons comment la relation entre la dette extérieure, la qualité des institutions et la croissance économique a été analysée d'un point de vue théorique et empirique dans le domaine de l'économie du développement. Après avoir présenté les fondements théoriques de la relation dette extérieure-croissance économique, nous aborderons l'intégration des paramètres institutionnels dans la relation dette-croissance économique.

I.2.1.1. Dette extérieure et croissance économique : l'approche standard

Le débat sur l'endettement extérieur et la croissance économique est relativement ancien[3]. Il suscite aujourd'hui de nombreux questionnements d'autant plus que bon nombre de pays en développement continuent de s'engager dans des processus de réendettement extérieur. Le débat s'articule autour d'une question centrale : comment la dette publique peut-elle affecter l'économie réelle ? .Les réponses données par les économistes sont loin d'être consensuelles. Néanmoins, deux principales conceptions peuvent être répertoriées en la matière : celle du courant keynésien et celle du courant néoclassique**.** Nous en présentons dans ce qui suit les fondements théoriques. Il s'agit simplement de relever les avancées théoriques sur la question et les outils quantitatifs utilisés pour mettre en lumière la nature du lien entre les deux indicateurs macroéconomiques

I.2.1.1.1. La traditionnelle opposition entre Néo-classiques et Keynésiens

Depuis le début des années 1980, le point de cristallisation des débats entre l'analyse keynésienne et l'analyse néoclassique en matière d'endettement repose sur la contribution de la dette à la croissance économique. Deux conceptions s'opposent : la conception de la Nouvelle Économie Keynésienne et celle de la Nouvelle Économie Classique.

[3] La plus ancienne formulation théorique traitant de l'incidence de la dette extérieure sur la croissance a été élaborée à la fin du 19ème siècle par Cairnes (1874) et Bastable (1899). Elle a reçu le nom de « théorie de la croissance transmise par les mouvements de capitaux, ou théorie des stades de la balance des paiements » (Raffinot, 1991).

I.2.1.1.2. Le rôle positif de la dette extérieure dans les performances économiques des pays (La vision des Keynésiens)

La Nouvelle Économie Keynésienne défend un impact positif de la dette sur la croissance économique par le canal des investissements alloués à la construction d'infrastructures économiques et sociales. La vision keynésienne de l'endettement pourrait se résumer en ces termes: l'endettement favorise la relance de la demande globale et conduit à une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement par l'effet accélérateur.

Ceci entraine à son tour une augmentation de la production. Le déficit budgétaire, qui conduit par ses flux successifs à augmenter le stock de la dette, produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Le déficit budgétaire peut donc être un facteur de stimulation de l'activité économique et de création d'emplois. Ce déficit, auquel correspond l'emprunt, stimule la demande et réduit le coût du remboursement de la dette. Par ailleurs, l'efficacité de la politique de relance budgétaire dans une économie basée sur le sous-emploi, dépend du taux d'intérêt. Plus le taux d'intérêt est indépendant de l'augmentation de la dette, plus les effets de la dette seront positifs.

Dans les pays pauvres, l'État est le principal agent économique qui peut mobiliser des fonds en s'endettant vis-à-vis de l'extérieur (Raffinot, 1998). Les investissements publics sont pour la plupart du temps alloués à la réalisation d'infrastructures économiques et sociales. Si l'on se réfère aux théories de la croissance endogène, les dépenses d'éducation et de santé permettront à long terme de déplacer le sentier de croissance économique du pays (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1991). À la suite des travaux des Keynésiens, de nombreux auteurs soutiennent que l'endettement public est bénéfique pour la croissance économique. Il peut contribuer à réduire une éventuelle suraccumulation du capital (Diamond, 1965), à réduire les pertes causées par une taxation non forfaitaire (Barro, 1979), à remédier aux contraintes de liquidité subies par certains agents (Woodford, 1990), et enfin à développer les capacités d'intermédiation financière d'une économie (Saint-Paul, 1993).

Toutefois, il est important de concéder des prêts dans des limites raisonnables (Pattillo et al. 2002). En effet, les rendements du capital étant décroissants, tout avantage net lié à un nouvel investissement pourrait diminuer à mesure que la dette augmente. Il existe donc un seuil au-delà duquel l'endettement influence négativement la croissance économique.

I.2.1.1.3. La vision néoclassique de l'endettement public

Selon l'école néoclassique, la croissance économique ne peut s'obtenir par un endettement de l'État. Pour cette école, toute intervention de l'État pourrait nuire à l'efficacité économique. Les emprunts publics entravent l'accumulation du capital et représentent un fardeau pour les générations futures[4]. Les classiques comme les néo-classiques sont pour une autonomie totale des agents économiques. Ricardo (1821) s'est penché sur la question pour en tirer le théorème de « l'équivalence ricardienne ».

Selon celui-ci, un accroissement du déficit budgétaire annonce une hausse future des impôts pour un montant donné de dépenses publiques. En prévision des hausses d'impôts, les agents économiques, agissant de manière rationnelle, se sentent incités à consommer moins et à épargner davantage. Autrement dit, les agents économiques peuvent avoir tendance à épargner davantage s'ils anticipent une éventuelle augmentation des impôts pour assurer le service de la dette. Ainsi, l'augmentation du déficit est sans effet réel. Cependant, ce théorème repose sur certaines hypothèses très rigides et peu réalistes, notamment l'absence d'impôts distorsifs ou le fonctionnement pur et parfait des marchés de capitaux. Néanmoins, certains de ses aspects conservent leur pertinence dans la théorie économique moderne : ceux, par exemple, de l'hypothèse du revenu permanent ou de la contrainte budgétaire inter-temporelle de l'État (Grenier, 2012).

Le recoupement des deux analyses précédentes (néo-classiques et keynésiennes) permet de conclure à l'existence d'un niveau d'endettement limite, au-delà duquel le processus de croissance connaitrait des entraves. C'est la question du seuil d'endettement supportable traitée par Touna Mama (1985). Cette relation entre la croissance économique et le niveau d'endettement est proche de la relation définie dans la « courbe de Laffer » de la dette que nous présentons dans la sous-section suivante.

I.2.1.2. « *Debt overhang theory* » et liens théoriques entre croissance et endettement extérieur

La théorie du surendettement (ou *Debt overhang theory*) suggère que les emprunts étrangers, au-delà d'un certain seuil, ont des effets pervers sur la croissance économique (Krugman, 1988 ; Sachs, 1989)[5]. Cela signifie que les emprunts supplémentaires réduiront la probabilité de remboursement. En effet, si l'endettement extérieur fournit des ressources à une économie,

[4] Cité par Yapo (2002).
[5] Pour une revue de la littérature récente, voir Panizza et Presbitero (2013).

le service de la dette qui en découle la prive d'une partie de ses ressources. Lorsque le fardeau de la dette devient important, cette réduction de ressources peut entrainer une baisse de l'investissement et de la croissance économique (*debt overhang* au sens large). C'est le principal argument en faveur de l'annulation de la dette supportée par les pays en développement (Idlemouden et Raffinot, 2005). Nous en présentons les fondements théoriques ainsi que la relation avec la courbe de Laffer de la dette.

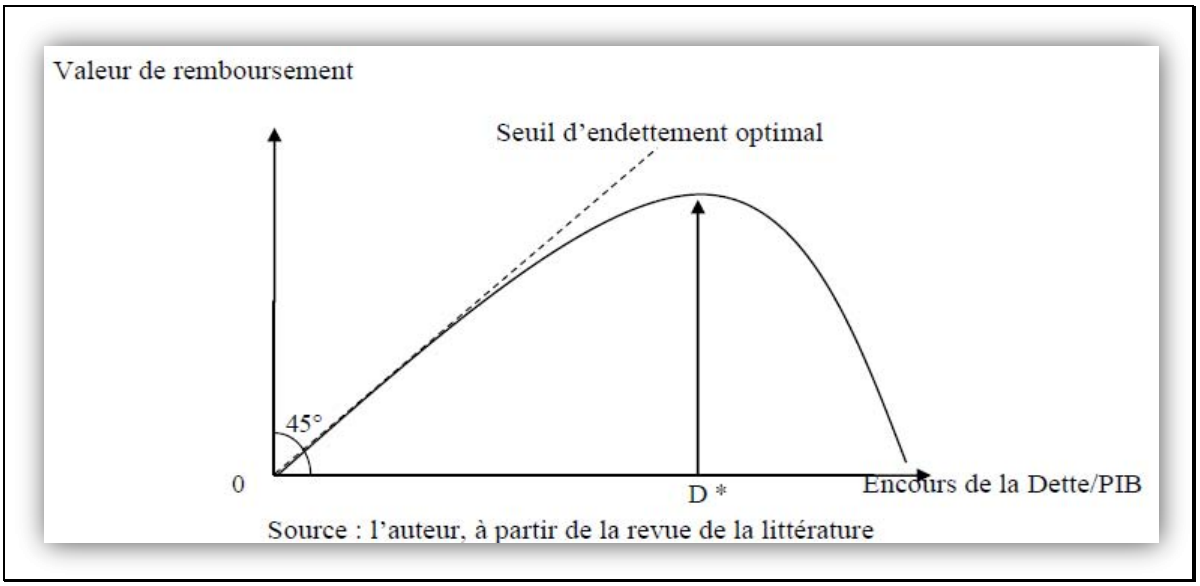
I.2.1.2.1. Le fardeau virtuel de la dette : les fondements théoriques

Les nouveaux économistes classiques se sont focalisés sur les effets négatifs du surendettement, notamment dans les pays en développement. La notion de surendettement a été introduite pour la première fois par Sachs en 1986 (Sachs, 1989). Il assimile le surendettement à la situation d'une entreprise insolvable qui n'est pas protégée par les lois de la faillite. À l'aide d'un modèle simple à deux périodes, cet auteur explique comment le service de la dette peut avoir un effet dissuasif fiscal sur la production. Pour lui, il existe un seuil optimal d'endettement, à partir duquel tout supplément marginal d'endettement entraine une réduction significative de l'investissement. Le pays débiteur aurait intérêt à ne pas rembourser la dette. Par conséquent, une réduction de la dette pourrait être collectivement bénéfique (Sachs, 1989). Corden (1988) examine le fardeau de la dette du point de vue de l'ajustement48, mesuré par la variation de la répartition entre la consommation et l'investissement.

I.2.1.2.2. Courbe de Laffer et réduction de la dette extérieure

Le résultat des réactions au surendettement est synthétisé par Krugman (1988) dans ce qu'il appelle la courbe de Laffer de la dette. Krugman (1988) a établi un parallèle entre la réduction de la dette et la courbe de Laffer en « U » inversé. En effet, la courbe de Laffer a été utilisée dans le cadre des contrats de dette souveraine (Krugman, 1988 ; Sachs, 1989 ; Froot, 1989 ; Claessens, 1990) pour rendre compte de la relation entre valeur nominale et valeur de marché de la dette. Cette approche suggère qu'il existe un montant optimal de remise de dette qui profite à la fois au pays débiteur et au pays créancier.

Figure 1 : Courbe de Laffer de la dette



Source : l'auteur, à partir de la revue de la littérature

L'enseignement principal de la courbe de Laffer de la dette est qu'au-delà d'une valeur-seuil, le pays débiteur n'est plus incité à s'ajuster, l'intérêt du créancier est alors de réduire l'encours de la dette. Jusqu'à l'initiative PPTE, le diagnostic fait de la crise de la dette des pays pauvres était qu'il s'agissait d'une crise de liquidité (Diwan et Rodrik, 1992), qu'il suffisait de rééchelonner l'échéancier de remboursement pour espérer que celui-ci se fasse. Cependant, la récurrence des défauts de paiements et la multiplication des renégociations de la dette des mêmes pays vers les mêmes organismes internationaux de renégociation de la dette ont permis de convaincre qu'il ne s'agissait pas simplement d'une crise de liquidité, mais d'une crise de solvabilité ; les pays en crise s'étaient endettés au-delà de leur seuil d'endettement supportable et étaient incapables de rembourser leur dette. D'où l'idée de réduire, voire d'annuler la dette des pays pauvres.

I.2.1.3. Approche moderne de la relation dette extérieure-croissance économique : le rôle des institutions

L'économie du développement a connu un tournant majeur à la fin des années 1980. Le manque d'efficacité des politiques d'ajustement structurel est interprété par la Banque mondiale comme un manque de capacités institutionnelles dans certains pays (Otando, 2011). Dès lors, la Banque mondiale oriente ses programmes vers « la bonne gouvernance » des institutions. Pour mieux appréhender un tel fait, il importe au préalable d'exposer le concept d'institutions et de révéler les principaux courants qui l'entourent.

I.2.1.3.1. L'intégration des paramètres institutionnels dans la relation dette extérieure-croissance économique

La question des institutions est longtemps restée en marge de la littérature économique du développement. Dans la littérature économique récente, de nombreux auteurs intègrent la qualité des institutions dans l'analyse de la dette. L'histoire montre qu'il est difficile de s'affranchir du rôle des institutions, et de leur stabilité dans l'analyse des finances publiques. Grenier (2006) identifie trois caractéristiques historiques (en dehors d'être librement consentie et transférable) qui permettent de définir une dette publique. Une dette doit être impersonnelle, non répudiable et connue (Grenier, 2006). Tout d'abord, la dette d'un État doit être publique ou impersonnelle. Autrement dit, elle doit apparaître comme l'engagement de la collectivité dans son ensemble (un État ou une cité), et surtout ne doit pas apparaître comme l'engagement d'une personne (un roi, un prince). Qualifier la dette royale de dette publique revêt ainsi un caractère politique. La seconde caractéristique a trait à l'obligation de continuité du remboursement de la dette, à laquelle doivent s'astreindre les successeurs de ceux qui l'ont contractée. La troisième caractéristique de la dette publique porte sur l'information mise à la disposition des prêteurs sur l'état des finances publiques.

Les trois caractéristiques identifiées par Grenier (2006) suscitent de nombreuses interrogations quant à leur réalisation complète. Il est en effet rare pour une grande partie des pays du monde actuel, de respecter ces critères. C'est pourquoi, la dette publique moderne selon les critères susmentionnés est une notion relativement récente, tronquée et dont l'achèvement est remis en cause par les aléas économiques et politiques. Si la dette des pays avancés[6] remplit les caractéristiques d'une dette publique moderne (c'est une dette impersonnelle, non répudiable et connue par tous les créanciers), ce n'est pas toujours le cas des pays en développement. Les engagements financiers des gouvernements de ces pays ont très souvent été assimilés à une dette odieuse[7] puisqu'ils ne vérifiaient pas les trois critères définis par King (2003) : l'absence de consentement (la dette a été contractée contre la volonté du peuple), l'absence de bénéfice (les fonds ont été dépensés de façon contraire aux intérêts du peuple), et la connaissance des intentions de l'emprunteur par les créanciers.

[6] Quelques exceptions sont à remarquer sur le caractère continu ou non répudiable de la dette de certains pays développés au 20ème siècle : Danemark, Islande...

[7] Sack (1927) la théorise dans un traité de droit : "Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population de l'État entier. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation ; c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir". (p. 146).

C’est pourquoi la corrélation entre le développement économique et la qualité des institutions en matière de gouvernance occupe la littérature économique depuis la fin des années 1990. La qualité des institutions qui dépend notamment du contexte politique et social d’un pays, est devenue une variable clé dans le processus décisionnel des prêteurs et des investisseurs sur les marchés financiers. Kaufman et Kraay (2002) précisent que des institutions de qualité dans les pays pauvres devraient permettre de réduire la volatilité de la croissance, et faciliter la réalisation des objectifs économiques et sociaux du pays considéré.

I.2.1.3.2. Qualité des institutions et croissance économique

La genèse de la recherche sur le rôle des institutions dans le développement économique remonte à John Locke (1632-1704), Adam Smith (1723-1790) et John Stuart Mill (1806-1872), et s’est poursuivie avec Robert Thomas (1766-1834), Arthur Lewis (1915-1991) et Douglass North (1920-1915). Néanmoins, la littérature sur l'importance des institutions dans la dynamique économique n'a commencé à gagner en importance qu'à partir de la seconde moitié du XXe siècle. Au cours des dernières années, l'importance fondamentale des institutions en tant que moteur de la relance économique a été soulignée par de nombreux chercheurs éminents. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons citer à titre d’exemple : Wolf et ses al. (1955), North et Thomas (1973), suivi par North lui-même en 1990, Skaperdas (1992), l'équipe de Rodrik en 2004, le travail approfondi d'Acemoglu et al. Entre 2001 et 2005, et Greif en 2006, ainsi que les contributions importantes d'Acemoglu, Callego et Robinson en 2010. En s'appuyant sur ces recherches, Acemoglu et Robinson, en 2014, ont avancé une idée fondamentale : les institutions économiques poussent les acteurs du marché à investir dans le capital humain et physique et à s'adapter aux nouvelles technologies, contribuant ainsi à la croissance économique. Pour ces chercheurs, les institutions influencent non seulement la trajectoire de la croissance, mais aussi la manière dont la richesse est distribuée au sein d'une société.

De leur côté, David T. Coe et al. (2009) constatent que les pays dotés d’un climat favorable aux affaires et d'une éducation supérieure de haute qualité tendent à capitaliser davantage sur leurs investissements en R&D et à valoriser leur capital humain. David T. Coe et al. (2009), remarquent également qu’une forte protection des brevets s'aligne avec une productivité totale des facteurs (PTF) renforcée, ainsi qu'avec des rendements croissants en R&D, qu'ils soient d'origine interne ou externes.

Les résultats auxquels les chercheurs ont abouti réaffirment l'importance des institutions pour la croissance économique et suggèrent une série de canaux spécifiques par lesquels ces institutions peuvent avoir une influence directe sur la PTF. A l'instar de Coe et al. (2009), Les chercheurs Joilson Dias et Edinaldo Tebaldib (2012) ont démontré que l'amélioration de la qualité des institutions favorise l'accumulation du capital humain, réduit les inégalités de revenus et redéfinit le chemin historique de développement des nations. Leurs conclusions révèlent que les institutions ont un effet à long terme sur la performance économique et, par conséquent, déterminent la voie que prendra un pays en termes de développement économique. Toutefois, en matière d'influence des systèmes politiques sur la croissance économique, Dias et Tebaldi (2012) ne parviennent pas à établir un lien de causalité direct

I.2.2. Une relation positive entre la dette extérieure et la croissance économique

Plusieurs preuves scientifiques sont en faveur de la dette extérieure. Théoriquement, l'endettement extérieur peut être l'une des modalités du financement du développement économique. Le modèle de la pénurie d'épargne (Nurkse, 1953)[8] et l'approche des étapes de la croissance économique de Rostow (1960) appuient ce raisonnement .La dette extérieure augmente également l'accumulation du capital physique. Les emprunts extérieurs doivent être investis dans des projets productifs et rentables. Par ailleurs, chaque pays doit s'assurer du remboursement à terme du service et de la charge de la dette. Pour les pays solvables, l'endettement extérieur joue un rôle fondamental. Dans le cas d'insuffisance de ressources financières pour financer ces investissements, l'endettement comble la fonte entre les emplois et les ressources.

Dans l'ensemble, si la production augmente, le taux d'épargne et le taux d'investissement augmentent. Ainsi, les apports de capitaux extérieurs permettent d'assurer une croissance durable de la production. En effet, plusieurs PED ont besoin d'un soutien extérieur. En grande partie, ceci est lié à l'insuffisance de l'épargne intérieure et à la faiblesse de leurs marchés financiers. En outre, il est important de noter que l'impact des investissements sur la croissance économique ne dépend pas seulement de l'amélioration des capacités d'investissement, mais aussi de la nature des investissements.

[8] La faiblesse de l'épargne est le résultat d'un faible niveau du revenu. De ce fait, Nurkse (1953) recommande Un recours aux capitaux étrangers. Ils vont provoquer un accroissement du stock du capital, de la productivité, des revenus et par la suite de la demande globale.

I.2.3. Une relation négative entre la dette extérieure et la croissance économique

Les arguments théoriques qui soutiennent l'hypothèse d'une relation négative entre la dette extérieure et la croissance économique appuient l'idée selon laquelle un niveau d'endettement élevé exerce des effets négatifs sur le pays endetté. Plus spécifiquement, la succession de crises internes et externes de la dette et les taux de croissance économique généralement médiocres des pays endettés entrainent une relation négative entre l'endettement et la croissance économiques. Le surendettement implique des mesures d'ajustement budgétaire, telles que la privatisation, l'augmentation des prélèvements fiscaux ou les restrictions sur les échanges en devises.

Dans un climat d'incertitude, les investisseurs adoptent des stratégies de court terme. Ils renoncent à investir ou ils investissent dans des projets qui offrent un rendement rapide[9]. Plus précisément, Ngaresseum (2005) montre que l'impact négatif de la dette extérieure sur la croissance économique se transmet via trois canaux :

- **L'investissement** : Si les investisseurs privés anticipent une forte taxation, ils réagissent négativement face à l'incertitude du climat d'affaires (Krugman, et al, 1999). Le résultat net serait une réduction du niveau de production de l'économie et un ralentissement de l'accumulation du capital. En outre, le surendettement influence le secteur public. Un service de la dette très important augmente non seulement le déficit budgétaire, mais oblige aussi l'État à modifier la structure de ses dépenses. Une telle dynamique augmente le prix du capital sur le marché local et réduit la demande des crédits du secteur privé.
- **Le compte extérieur** : un service de la dette extérieure élevé oblige souvent l'État à limiter les transactions en devise étrangère. Cette compression touche en particulier les intrants et les capitaux. Dans le premier cas, elle affecte la production. Dans le second cas, elle réduit le niveau global d'investissement.
- **Le capital humain** : le paiement du service de la dette extérieure affecte non seulement les dépenses publiques du capital, mais oblige aussi l'État à réduire le volume des investissements sociaux. Un tel choix politique peut ralentir en particulier le développement du capital humain. Cette situation représente un double enjeu. Directement, elle peut toucher le processus de production. Indirectement, elle peut réduire le niveau de la productivité des nouveaux investissements.

[9] Nous pouvons donner l'exemple des investissements dans le secteur immobilier.

Section 3 : Revue de la littérature empirique

La relation entre la dette extérieure, institutions et la croissance économique d'un pays a toujours fait l'objet de controverses. En effet, plusieurs études se sont engagées pour examiner le rôle des institutions dans la relation de la dette extérieure et la croissance économique. Ce point, aura pour objectif de mettre la lumière sur quelques études récentes, qui ont analysé cette relation dans des différents pays.

I.3.1. Impact institutionnel sur la croissance économique par le canal de l'endettement extérieur

Dans des études récentes, Ousmane (2010) et Ouedraogo (2013) analysent l'effet interactif de l'allègement de la dette extérieure, la qualité des institutions et la croissance économique au Ghana. Leurs études révèlent deux principaux résultats. Tout d'abord, elle permet de vérifier la relation positive entre la qualité des institutions, le niveau de développement et la croissance économique des pays de l'Union. Ensuite, les résultats statistiques révèlent que le processus d'allègement de la dette (PPTE) améliore la performance économique. L'amélioration de la qualité des institutions est liée positivement au crédit domestique dans les pays bénéficiaires de l'initiative. L'évaluation de la gouvernance repose sur différents critères : la corruption, le respect de la loi, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la règlementation, la stabilité politique. Entre deux pays présentant des taux d'endettement identiques, si un est politiquement instable, il présentera des risques de défaut à priori plus importants que l'autre pays dans lequel la qualité institutionnelle est supérieure (Ousmane, 2010). Ouedraogo suggère une revue du critère de convergence relatif à l'endettement extérieur à 51 % ainsi que l'accélération des réformes visant à améliorer la qualité des institutions du Ghana.

Cadoret, Payelle et Pommier (2014) examinent le rôle joué par les facteurs institutionnels dans la spécification de la relation non linéaire entre la dette publique et la croissance dans 32 pays européens entre 1994 et 2011. Les principaux résultats sont : (1) sans prise en compte des variables institutionnelles, un effet de seuil d'endettement est sensible à partir d'un ratio dette sur PIB compris entre 60 % pour les pays hors zone euro et 70 % pour les pays de la zone euro ; (2) la prise en compte des variables institutionnelles telles que l'origine légale du droit induit une modification plus importante de la nature de la relation dette-croissance : l'effet négatif de la trajectoire de la dette sur la croissance est amorti par la qualité de la gouvernance publique ; (3) cet impact négatif de l'évolution de l'endettement sur la

croissance n'est sensible que dans les systèmes juridiques d'origine française et socialiste. Ces résultats sont conformes à ceux trouvés par Presbitero (2010) dans son étude consacrée aux pays émergents (92 pays sur la période 1990-2007). L'originalité de son étude est qu'elle intègre dans ses paramètres un indicateur de la gouvernance pour expliquer le résultat. La conclusion de son étude est que le niveau de la dette et son impact sont tributaires de la capacité des autorités du pays à mener des politiques macroéconomiques saines.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, tous les indicateurs de gouvernance ont un impact positif et statistiquement significatif sur la croissance du revenu par habitant. D'après eux, la gouvernance efficace joue un rôle essentiel dans les inégalités de revenus par habitant entre ces pays. Ils mettent également en évidence l'impact de la croissance sur le système de gouvernance et le taux de croissance économique. Dans cette optique, la recherche menée par Salawu et al. (2018) se focalise sur trois pays : le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Ghana. Deux méthodes sont utilisées pour étudier la corrélation entre la gouvernance et le PIB entre 1996 et 2015 : une étude transversale des moindres ordinaires (OLS) et une analyse dynamique des données de panel (DPM).

D'après la Banque mondiale (2016), ils évaluent la gouvernance en utilisant un ACP qui se base sur les six indicateurs. La gouvernance du Ghana et de l'Afrique du Sud est plus solide que celle du Nigéria, et l'indice de gouvernance est lié de manière positive et significative à la croissance du PIB, tandis que celui du Nigéria est lié de manière négative à la croissance. En plus de l'évaluation globale, les chercheurs ont désagrégé l'indicateur de gouvernance pour étudier les effets spécifiques de chaque élément de la gouvernance sur les performances économiques des trois pays. D'après leurs résultats, la stabilité politique et la lutte contre la corruption sont des facteurs essentiels de la croissance économique en Afrique du Sud et au Ghana, tandis que ces facteurs ont un effet contraire au Nigeria. Abubakar (2020) a étudié l'influence de la qualité des institutions sur la croissance économique au Nigeria en utilisant des séries chronologiques annuelles pour la période de 1979 à 2018.

Oduro et Adjei (2021), Cette étude analyse l'effet de la dette extérieure et de la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique, utilisant des données de 1996 à 2020. Ils trouvent que l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique a un effet positif significatif à la fois à court terme et à long terme.

Khan et al. (2020), Analyse des impacts de la dette extérieure et de la stabilité politique sur la croissance économique dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest entre 1996 et 2020. Les résultats du modèle ARDL montrent que la stabilité politique renforce les effets positifs de la dette extérieure sur la croissance, avec un impact significatif dans les deux périodes.

Babatunde et Adefabi (2022), Utilisation du modèle ARDL pour étudier la relation entre la dette extérieure, la stabilité politique et la croissance économique au Nigeria, avec des données couvrant 1996 à 2020.L'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique est significativement positive, ce qui suggère que des conditions politiques stables amplifient les effets bénéfiques de la dette sur la croissance économique.

Mughal et al. (2021), Cette recherche évalue l'effet de la dette extérieure et des institutions politiques sur la croissance économique dans les pays en développement, en se basant sur des données de 1996 à 2020.L'analyse ARDL révèle que la stabilité politique a un effet positif significatif sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique, tant à court qu'à long terme.

Khan et al. (2020)**,** Analyse des effets de la dette extérieure et du contrôle de la corruption sur la croissance économique dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Les résultats montrent que le contrôle de la corruption renforce les effets positifs de la dette extérieure sur la croissance, avec des implications significatives dans les deux périodes.

Mughal et al. (2021)**,** Cette étude évalue comment le contrôle de la corruption influence la relation entre la dette extérieure et la croissance économique dans les pays en développement. L'analyse ARDL révèle que le contrôle de la corruption a un effet positif significatif sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique, tant à court qu'à long terme.

I.3.2. Effet de la dette sur la croissance

Savvidès (1995) a montré qu'en Afrique, les conditions initiales influent négativement sur le taux de croissance du PIB par habitant. Par contre, le taux d'investissement, la croissance de l'ouverture commerciale, le développement financier et le degré de liberté politique et économique ont un impact positif et significatif sur le taux décroissance. Quant au taux de scolarisation dans le secondaire, au taux de croissance de la population et à la variabilité du taux de change réel, ils ne semblent avoir aucune influence statistiquement décelable. L'auteur souligne que l'absence de significativité du taux de scolarisation peut être due au fait que le taux de scolarisation dans le secondaire n'est sans doute pas un bon indicateur du

capital humain, notamment parce qu'il ne prend pas en compte l'efficacité de la formation. Ojo et Oshikoya (1995) ont obtenu des résultats très proches de ceux de Savvidès dans leur étude sur les facteurs de la croissance en Afrique sur la période 1970- 1991.

Elbadawi et al. (1996) ont confirmé l'effet du surendettement sur la croissance économique au niveau de 99 pays en voie de développement et ont tenté d'identifier le canal par le quel l'endettement agit négativement sur la croissance. Pour cela, ils ont identifié trois canaux de transmission des impacts de la dette sur la croissance. Il s'agit de l'effet de la dette sur la croissance, l'effet de la dette sur la liquidité en raison de la ponction due sur le service de la dette et enfin l'effet de la dette (de manière indirecte) sur les dépenses du secteur public et des déficits. L'étude a conclu que c'est l'accumulation de la dette qui a un impact négatif sur la croissance.

Cohen (1996), a montré empiriquement, que la dette a entravé la croissance dans les Pays en Développement (PED). Cependant, ce résultat général n'est pas obtenu pour tous les pays de l'échantillon, notamment pour les pays africains. L'impact de l'endettement sur la réduction de la croissance est faible pour le Burkina Faso, le Kenya, l'ile Maurice, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Zaïre, le Zimbabwe et le Mali. Pour le cas du Ghana et de la Tanzanie, l'impact de la dette publique sur la croissance économique est même positif ;

Coulibaly, Diarra et Keita (2001), dans un article sur l'endettement des pays les plus pauvres : cas du Mali, ont montré par des indicateurs statistiques, que le taux d'intérêt, le financement des importations, surtout de biens de consommation courante, et le processus cumulatif de l'endettement ont un effet positif sur le niveau d'endettement du Mali.

Yapo (2002), a trouvé dans une étude empirique, que le taux de croissance du PIB évolue dans le sens contraire de l'endettement en Côte d'ivoire. Donc, un taux de croissance économique assez élevé réduit les opportunités d'endettement ; ce qui amène à la conclusion selon laquelle les performances macroéconomiques ont tendance à limiter dans une certaine proportion les contraintes liées aux besoins en capitaux extérieurs.

Pattillo, Ricci etPoirson (2002), ont mené des études s'appuyant sur les analyses de régression multiple pour vérifier si la dette et la croissance sont liées. Cette étude a pris en compte les déterminants types de la croissance : le revenu par habitant (décalé), les taux d'investissement, de scolarisation dans le secondaire, de croissance démographique (tous en logarithme), la différence des politiques suivies (l'ouverture économique, le solde budgétaire)

et les chocs extérieurs (les termes de l'échange). Sur la base de données de panel moyen sur trois ans pour 93 pays en développement couvrant la période 1969-1998, leur étude a permis de prouver que la dette publique aurait une relation en forme de U inversée (courbe de Laffer) avec la croissance. L'incidence de la dette extérieure sur la croissance du PIB par habitant commence à être négative à partir du moment où la valeur actuelle nette (VAN) de la dette dépasse 160 à170% des exportations et 35 à 40% du PIB. Pour eux, l'accroissement de la dette rend négative la croissance économique.

Quant à Clemens et al. (2003), ils ont estimé un modèle de croissance en retenant l'hypothèse du fardeau virtuel de la dette. Ils aboutissent à la conclusion selon laquelle, une diminution de 6 point du service de la dette en pourcentage du PIB va accroître le taux d'investissement de 0.75à 1 point et la croissance de 2 points. Par ailleurs, ils estiment que si la moitié du service de la dette est annulée sans hausse du déficit budgétaire, la croissance augmentera dans quelques PPTE de 0.5 point par an.

Zokouri (2004), affirme que les exportations et les investissements au Mali ont un impact positif sur la croissance économique du PIB et cet effet est significatif tant dans le court terme que dans le long terme. A court terme, une augmentation des investissements de 1% entraîne une hausse de la croissance économique de 0,02%. Cet effet devient plus important à long terme et est de 0,07%. Concernant les exportations, une hausse de 1% entraîne dans le court terme une augmentation du PIB de 0,26% et une augmentation de 0,43% dans le long terme.

Cléments, Bhattacharya et Nguyen (2005**),** ont fait une analyse empirique de la relation dette extérieure et la croissance à partir de données portant sur la même période 1970-1999 pour 55 pays à faible revenu. L'enseignement tiré de cette étude est : afin qu'un endettement élevé ne puisse freiner la croissance économique dans les pays à faible revenu, la dette ne pèse sur la croissance économique qu'à partir du moment où elle atteint un seuil, estimé à 50% du PIB environ pour la valeur nominale de la dette extérieure (ou à 20-25 % pour sa valeur actuelle nette).

Idlemounden et Raffinot (2005), pensent que la dette extérieure constitue un fardeau pour une économie. Ils affirment que le paiement du service de la dette tend à évincer les dépenses publiques menant à une baisse de l'investissement global et son poids futur décrit par l'encours de la dette, influerait sur les incitations des agents économiques privés via l'accroissement de la pression fiscale.

Ensuite, cet effet, selon les auteurs, ne va se manifester qu'à partir d'un certain seuil, justifiant ainsi l'annulation partielle de la dette lorsque ce seuil est dépassé.

Diallo (2007), soutient dans une étude de la Guinée que le ratio du service de la dette est négativement corrélé à la croissance économique. Toutefois, de par son coefficient, l'accroissement du ratio de l'encours de la dette par rapport à la principale source de revenu (exportation) est la principale cause des faibles performances de la Guinée. De toutes les variables prises ensemble, ce sont le taux d'investissement et le développement du capital humain qui sont les sources de croissance tandis que le pays profite peu de son ouverture commerciale et de la dépréciation de sa monnaie bien qu'étant toutes positivement corrélées au taux de croissance du PIB par habitant.

Kumar et Woo (2010), ont analysé la corrélation entre le taux d'endettement initial et la croissance du revenu par habitant sur cinq années suivantes dans 38 pays industrialisés et émergents. Ils arrivent à la conclusion qu'indépendamment de l'approche économétrique appliquée, une forte dette publique réduit effectivement la croissance en raison notamment de la baisse du stock de capital. Ils estiment qu'une augmentation de 10 points de la dette publique réduit la croissance annuelle de 0,15 point de pourcentage.

Faye et Thiam (2015), utilisent un modèle à générations imbriquées pour étudier l'effet de l'endettement public sur la consommation, le PIB, l'épargne, les recettes budgétaires, l'investissement, et la dynamique du capital au Sénégal. Les résultats montrent qu'une hausse de 10% de la dette publique influence positivement les variables macroéconomiques mais dégrade le déficit de la balance courante. Pour être efficace, il faudrait intégrer une dette publique de 65% du PIB au minimum dans le processus d'accumulation du capital. Une hausse de la dette extérieure de 10% impacte positivement les variables macroéconomiques mais dégrade plus le déficit de la balance courante. Une augmentation de10% de la dette interne entraine une récession. Une augmentation des dépenses publiques financées par emprunt entraine une hausse de la dette publique léguée aux générations futures de 15% et une augmentation de la consommation future d'environ 2%.

Akinlo (2020), L’impact de la dette extérieure sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. L'analyse révèle que la dette extérieure exerce un effet négatif sur la croissance économique à court terme. Les niveaux élevés de dette peuvent limiter les ressources disponibles pour les investissements productifs et les dépenses publiques. Les résultats montrent également un impact négatif significatif à long terme.

À mesure que la dette extérieure augmente, la croissance économique tend à ralentir, ce qui suggère que des niveaux de dette insoutenables peuvent avoir des conséquences graves sur le développement économique**.**

Oduro et Adjei (2021), mettent en évidence que la dette extérieure, mesurée en pourcentage du PIB, a un effet néfaste sur la croissance économique des pays africains, tant à court terme qu'à long terme. Les résultats suggèrent que des niveaux élevés de dette peuvent freiner le développement, ce qui souligne l'importance d'une gestion prudente de la dette et de l'investissement dans des secteurs productifs.

I.3.3. Effet de seuil dans la relation entre dette et croissance

Dans la littérature économique plusieurs techniques sont utilisées pour détecter l'effet de seuil dans la relation entre la dette publique et la croissance économique**.**

Dans une étude complémentaire de 2002, Patillo et al. ont appliqué un modèle de comptabilisation de la croissance à un groupe de 61 pays en développement et ont constaté que le doublement du niveau moyen de leur dette extérieure réduit de près d'un point la croissance tant du capital physique par habitant que de la productivité totale des facteurs. Partis de la courbe de LIFFER, leur étude leur a permis de prouver que la dette aurait une relation en forme de courbe en U inversée avec la croissance. Les résultats obtenus confirment la thèse du surendettement car ils trouvent qu'au-delà de 160-170% du ratio de la dette sur les exportations et 35-40% de la dette sur le PIB en valeur nominale, la dette rend négative la croissance.

Reinhart et Rogoff (2010),ont analysé l'évolution de la dette publique et de la croissance réelle du PIB en se basant sur un ensemble de données relatives à 44 pays (20 pays développés et 24 pays en développement) sur une période couvrant environ deux siècles (1790-2009). Leur principale constatation est la suivante : jusqu'au seuil de 90 % du PIB, il n'y a pas de lien apparent entre la croissance économique et la dette publique, mais au-delà de ce niveau, la croissance se ralentie.

Minea et Parent (2012), appliquent le modèle de panel à seuil à transition lisse ou PSTR sur un échantillon de pays développés pour la période 1945-2009. Leurs résultats confortent ceux issus de l'étude de Reinhart et Rogoff (2010). Lorsque le ratio de dette/ PIB passe de la tranche 60-90% a plus de 90%, la croissance ralentit. En outre, la relation le niveau de la dette publique et la croissance n'est pas toujours évidente.

Les auteurs considèrent alors qu'il faut saisir les causalités complexes de l'endettement public, distinguant par exemple entre investissements productifs sur le long terme et dépenses fiscales stériles pour la consommation sur le court terme.

En adoptant la méthode d'effet seuil sur panel dynamique, Checherita et al. (2013) ont essayé d'analyser l'impact non linéaire de la dette publique sur la croissance du PIB pour un échantillon de 12 pays de la zone euro durant la période 1990-2010. Les résultats montrent qu'à court terme la dette publique a un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique. Mais au-delà d'un seuil estimé à 67% du PIB, cet effet positif baisse et devient même nul. Au-delà d'un seuil de 95% du ratio dette/PIB, un niveau élevé de l'endettement affecte négativement l'activité économique.

Quant à Wade (2015), elle estime l'impact de la dette publique totale en pourcentage du PIB sur le taux de croissance du PIB par tête avec un PSTR et la méthode GMM. L'étude porte sur les huit (08) pays de l'UEMOA et couvre la période 1980-2011. Les résultats obtenus avec la méthode GMM indiquent un seuil optimal de dette publique de 48,8% du PIB, alors que le PSTR donne un seuil critique de 49,8% du PIB.

Bini, Yohou et Ouattara (2016), en utilisant le PSTR (Panel Smooth Transition Regression Model) sur la période 1989-2012, montrent que la dette influence négativement et de façon significative l'efficacité de la politique budgétaire. L'impact de la politique budgétaire sur la croissance diminue progressivement quand le niveau de la dette extérieure augmente. Ils estiment un seuil critique de 48% du PIB au-dessus duquel les effets deviennent négatifs. Les résultats indiquent l'existence d'une hétérogénéité entre les pays et d'une année à une autre.

Conclusion du première chapitre

Dans ce chapitre, Dans la première session, La théorie suggère que l'emprunt, contenu dans des limites raisonnables, peut aider les pays en développement à affermir leur croissance. Etant donné que ces pays emploient les capitaux empruntés pour financer des investissements productifs, leur croissance économique devait s'accélérer et permettre de rembourser, à l'échéance, les dettes contractées. Toutefois, l'accumulation de lourdes dettes freinent la croissance. Ainsi, au plan théorique, l'évolution raisonnable de la dette est bénéfique qu'à l'activité économique mais son accumulation entrave la croissance, car le service de cette dette engendre un effet d'éviction, dû au fait que des ressources sont affectées à son règlement plutôt qu'à des investissements ou à des dépenses intérieures propices à la croissance. Par rapport à ce qui précède, les études théoriques concernant le rôle des institutions dans la relation dette extérieure et la croissance économique confirment une relation positive et significative. Sur le plan empirique, les travaux des différents chercheurs révèlent que le degré du capital humain, le taux de la dépréciation de la monnaie par rapport aux dollars engendrent des effets positifs et significatifs sur la performance de la croissance économique. Mais il y avait d'autres chercheurs qui ont trouvé un lien négatif et significatif entre le taux de la population et la croissance économique du PIB.

Enfin, les travaux empiriques entre le degré de l'ouverture commerciale et la croissance économique affirment une relation positive et significative entre les deux variables.

Après la synthèse de ce chapitre, il est de plus haut intérêt de faire une analyse de l'évolution de l'endettement extérieur et son impact sur la croissance économique au Burundi, c'est l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II : DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : FAITS STYLISÉS

Ce chapitre se focalise sur l'analyse descriptive de l'évolution de l'endettement public extérieur et son incidence sur les performances économiques du Burundi.

Section 1. Profil de la dette publique extérieure

L'endettement extérieur du Burundi ne date pas d'hier, mais les problèmes y relatifs ne commencent à faire surface qu'au début des années 80. Il s'avère donc important de s'intéresser à sa genèse, sa structure et son évolution.

II.1.1. Genèse de l'endettement extérieur

L'endettement public extérieur du Burundi commence au lendemain de son indépendance comme la plupart des pays de l'Afrique Noire. Baransaka (1988) indique qu'hormis le crédit consenti par la BIRD en 1960 pour la réfection de la route BUJUMBURA-BUGARAMA, la première dette extérieure du Burundi indépendant date de la première République.

De 1966 jusqu'en 1969, on observe un début d'endettement encore timide. La dette contractée jusqu'à ce jour était encore dérisoire et s'élevait à 564,6 millions de FBU. En revanche, selon toujours le même auteur, un changement spectaculaire est amorcé en 1972 avec l'octroi d'un unique prêt chinois, 4,1 fois supérieur à la dette jusqu'alors contractée pour le financement des divers projets de développement. Il s'agissait a priori d'un endettement soutenable mais compte tenu de l'insuffisance de l'épargne intérieure, ce volume de financement extérieur n'était certainement pas suffisant pour amorcer le développement économique et social d'un pays fraichement sorti de la monarchie.

Au Burundi, la flambée des cours mondiaux du café (principale source des devises) en 1978-79 après le choc pétrolier d'octobre 1973 a généré des recettes supplémentaires qui lui ont permis de compenser largement le surcoût provenant des importations et d'initier beaucoup de projets. Les gains ont été si importants que les objectifs du deuxième plan quinquennal de développement économique et social (PQDES) ont été révisés à la hausse. Le Burundi a ainsi enregistré des performances économiques considérables.

Le véritable mouvement de l'endettement extérieur s'est déclenché au début des années 80, mais le rythme n'a cessé de s'accélérer jusqu'au début la mise en œuvre de l'initiative des pays pauvres très endettés.

Celle-ci se voulant résoudre définitivement les problèmes liés à l'endettement extérieur. La structure et l'évolution de la dette extérieure ne sont pas restées figées tout au long de la période en revue.

II.1.2. Evolution de la dette extérieure du Burundi

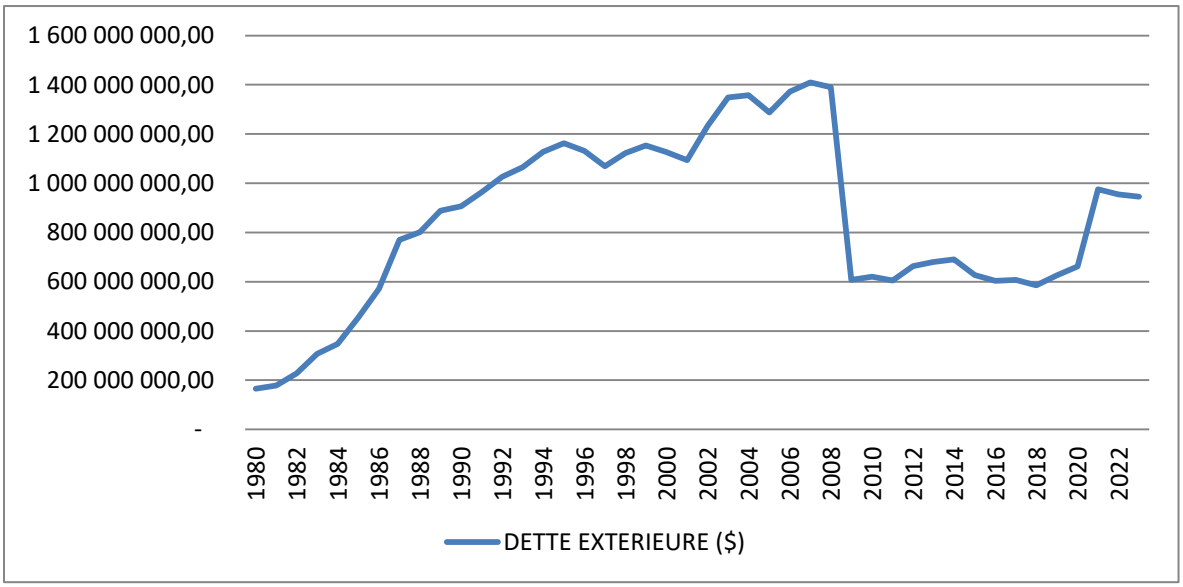
La dette extérieure a crû rapidement passant respectivement de 165 719 681.3millions en 1980 à 1 390 288 828.7 milliards en 2008. Avec l'avènement de l'IPPTE, la situation a commencé à se redresser. L'encours de la dette extérieure a sensiblement chuté, revenant de 1 390 288 828.7 millions en 2008 à 607 188 101,8 millions fin 2009 (soit une diminution de 78.31%).

L'encours de la dette extérieure s'est accru de 2,3%, s'établissant à 603 735 776,7 millions en 2016 contre 626 941 607.8 millions en 2015. Cette augmentation a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (24.725,1 millions) et des pertes de change (15.184,5 millions) qui ont dépassé le remboursement du principal (7.295,9 millions). Cette dette s'est accrue de 5,4%, passant de 585 666 019 millions en 2018 contre 954289431,9 millions en 2022.

II.1.2.1. Evolution du stock de la dette extérieure au Burundi

Durant la période 1980 à 2020, la dette extérieure représente une part relativement faible de la dette totale, mais commence à augmenter reflétant les défis économiques du pays. De 1990à 2000 s'affiche .une augmentation notable de la dette extérieure en raison des conflits internes et de la nécessite de financements externes .La part de la dette a diminué durant la période de 2004 à 2010, la tendance à la hausse se poursuit durant la période de 2010 à 2022, avec la dette extérieure représentant une part significative de la dette totale, suggérant une dépendance accrue à l'égard des financements externes

Graphique 1: Evolution de la dette extérieure au Burundi (en millions de $)



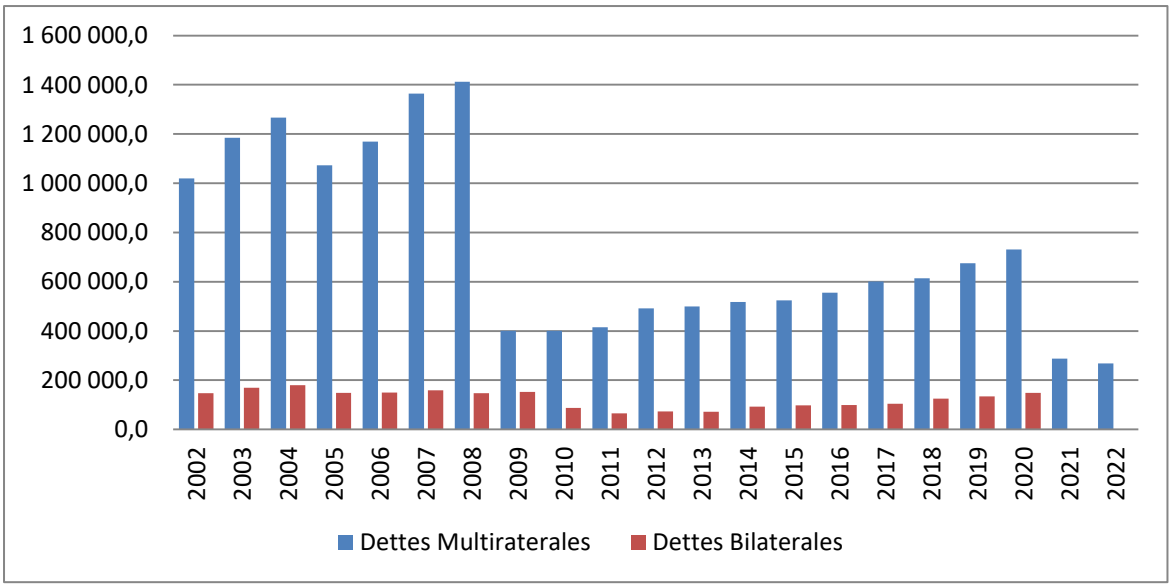
Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022)

Ce graphique indique que la dette a considérablement augmentée depuis 1980. La dette extérieure est passée de 165 719 681.3 millions à 954289431,9 millions sur la période allant de 1980 à 2022, soit une augmentation de 496 747 885.4 millions Cela permet de constater que la structure globale du financement public n'a pas beaucoup changé et est restée dominée par le financement extérieur. De 2008, la dette était de 1 390 288 828.7 milliards, la dette extérieure a montré une tendance à la baisse, en 2009 de 607 188 101.8, soit une diminution de 783 100 726.9 millions, suite à l'initiative des pays pauvres très endette au point d'allégement de la dette au Burundi.

II.1.3. Structure de la dette extérieure

La dette extérieure est majoritairement composée de la dette multilatérale, suivie par la dette bilatérale.

Graphique 2: Dette extérieure par type de Créanciers (en millions de $)



Source : Auteur, à partir des données de la BRB(2022)

Comme le montre ce graphique, la dette multilatérale occupe une place importante par rapport aux autres composantes de la dette publique du Burundi. Ici encore, il sied de remarquer que le Burundi fait un arbitrage entre la dette multilatérale et la dette bilatérale parce que les deux composantes de façon à se substituer mutuellement. La baisse de l'une des composantes de la dette publique ne signifie donc pas une amélioration en termes des performances économiques, mais plutôt un changement de créancier par le Burundi dans un contexte marqué par la faiblesse des ressources de l'Etat pour faire face à ses engagements.

Section 2. Analyse de quelques indicateurs de la dette extérieure

Pour analyser le fardeau de la dette sur l'économie, on recourt généralement à certains indicateurs concernant la dette globale et le service de la dette. A cette fin, ceux-ci sont rapportés aux ressources permettant à un pays de faire face à ses engagements, ces ressources étant généralement le PIB et les recettes d'exportations. Pour cela, on distingue généralement les indicateurs de liquidité et les indicateurs de solvabilité.

II.2.1. Les indicateurs de liquidité

Les indicateurs de liquidité sont liés à la disponibilité des devises. Dans les années 80, le Burundi s'est lancé dans un vaste programme d'investissements qui a nécessité d'énormes emprunts sur le marché financier international, alors que les taux d'intérêt et le cours du dollar

ont augmenté. Par ailleurs, la facture des importations s'était alourdie, à cause des crises pétrolières de 1973 puis de 1979.

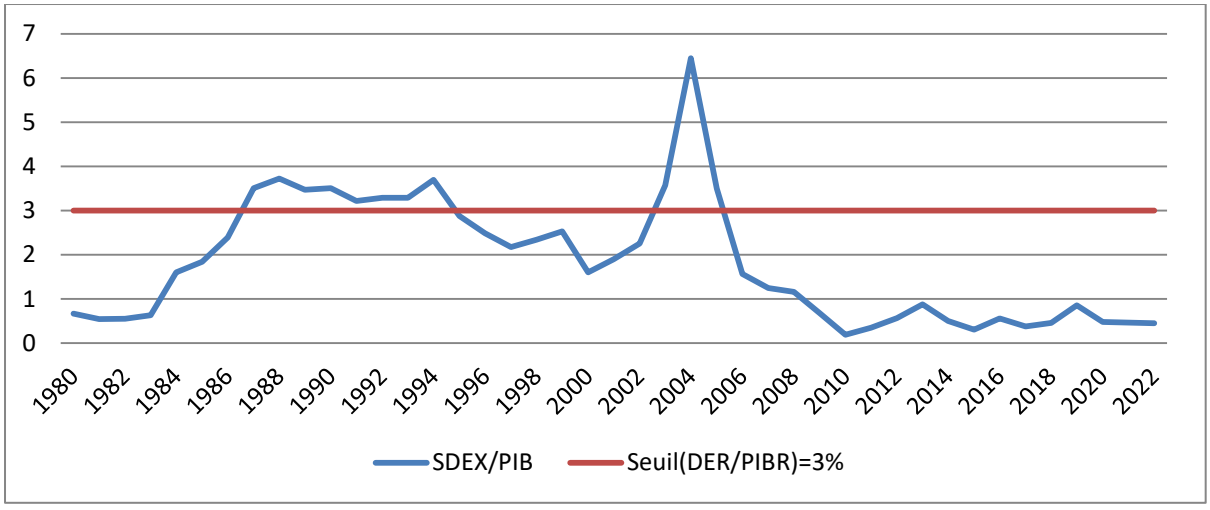
Parallèlement à l'augmentation des coûts des importations, les recettes d'exportation ont baissé avec la chute des cours des produits primaires exportables (café, thé, coton,...) dont il était tributaire.

Mankiw (2003) définit l'indicateur SDE/X, appelé également « coefficient du service de la dette », comme un rapport qui est établi entre le paiement des intérêts et le principal d'une part, les recettes d'exportations d'autre part. Celui-ci présente en effet un avantage de tenir en compte des conditions financières dont sont assortis les emprunts ainsi que les exportations, source principale des devises pour servir la dette extérieure.

II.2.1.1. Evolution du ratio du service de la dette extérieure aux exportations au Burundi

Au fil des années, ce ratio a tendance à augmenter, reflétant une hausse du service de la dette par rapport à des exportations souvent stagnantes ou en déclin. Les revenus d'exportation du Burundi, tirés du café et du thé, sont vulnérables aux fluctuations des pris sur le marche mondial, ce qui influence directement le ratio. Un ratio élevé peut limiter la capacité à investir dans son développement, car une grande partie des ressources est affectée au service de la dette. Cela peut également affecter la confiance des investisseurs et la stabilité économique.

Graphique 3 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure en % des exportations



Source : Auteur, à partir des données de Banque Mondiale(2022)

Le ratio SDE/X a augmenté pour atteindre 24,01% en moyenne sur toute la période, une valeur largement supérieure au seuil (15%) défini dans le cadre de l'IPPTE. Cela signifie qu'en moyenne sur cette période, 24% des recettes d'exportations sont utilisées pour le remboursement de la dette extérieure chaque année alors qu'il y a d'autres dépenses alternatives qui pourraient contribuer à accélérer la croissance.

L'alourdissement de la dette extérieure peut être dû à la conjugaison de plusieurs phénomènes : baisse des recettes d'exportation, nouveaux emprunts, augmentation des taux d'intérêts sur les marchés financiers internationaux, etc. Suite à ces chocs extérieurs, le Burundi s'est endetté non plus pour financer son développement et compenser le déficit de l'épargne intérieure, mais plutôt pour s'affranchir de la dette contractée pendant les périodes antérieures.

Ce graphique indique en effet que le ratio du service de la dette aux exportations évoluait dans les normes de façon à laisser l'encours de la dette soutenable jusqu'en 1984. De 1985 à 2009, le service de la dette a lourdement pesé sur l'économie burundaise. C'est en 2004 que ce ratio atteint le niveau le plus élevé en atteignant 92,7%. Ce niveau signifie que plus de quatre cinquième des recettes d'exportations ont été affectées au service de la dette en 2004.

Cela constitue un coût d'opportunité élevé pour le potentiel de la croissance en ce sens que ces revenus pourraient être affectés à des fins permettant de booster la croissance économique, surtout que la composition de l'affectation de la dette nous a précédemment montré la faible part des secteurs productifs.

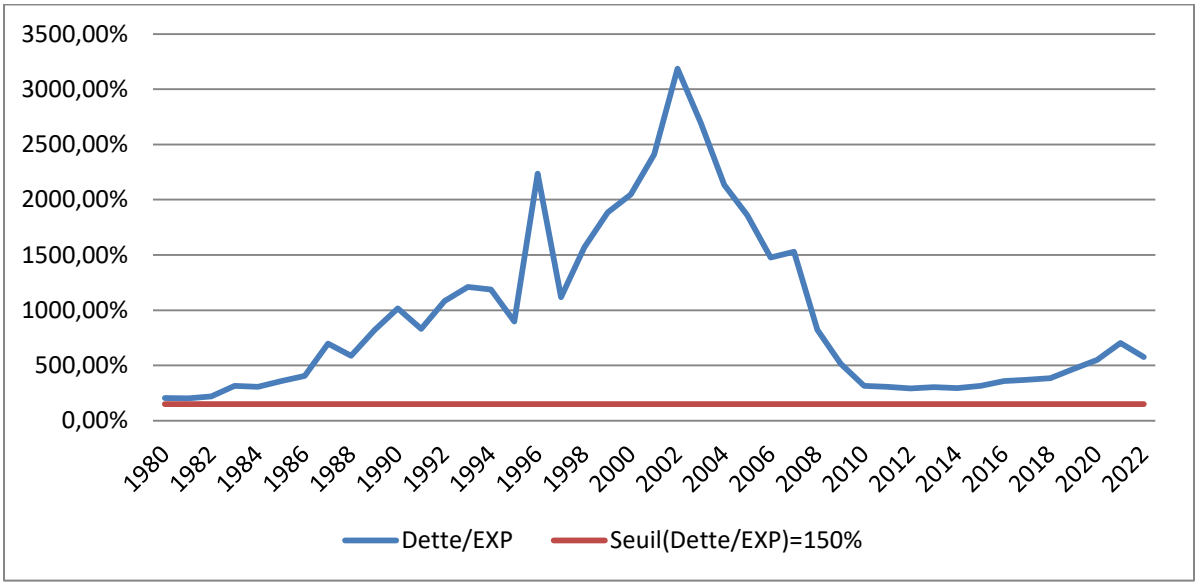
Un autre indicateur de liquidité est également utilisé, il s'agit du ratio stock de la dette aux exportations. Il sied de noter que la sensible baisse de ce ratio en 2009 s'explique par l'atteinte par le Burundi au point d'achèvement qui lui a permis de bénéficier de l'annulation d'une grande partie de sa dette publique extérieure comme cela peut se remarquer sur le graphique ci-après.

II.2.1.2. Evolution du ratio de la dette extérieure aux exportations

Au cours des dernières années, ce ratio a généralement augmenté, ce qui indique que la dette extérieure croît plus rapidement que les revenus d’exportation .cela est souvent liée à une dépendance accrue aux emprunts pour financer le développement .Les exportations, principalement ont connu des fluctuations en raison des variations des prix sur la marchée mondial et de facteurs climatiques, limitant leur croissance.

Un ratio élevé de la dette extérieure aux exportations peut rendre le pays plus vulnérables au choc économique et aux variations des taux d'intérêt.

Graphique 4 : Evolution du ratio de la dette extérieure en % des exportations



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022)

Entre 1980 et 2022, le ratio DER/X a des valeurs largement supérieures au seuil (150%) défini dans le cadre de l'initiative des pays pauvres très endettés. De manière générale, le ratio de la dette extérieure aux exportations a connu globalement une tendance haussière jusqu'en 2002 impliquant ainsi que la dette extérieure a évolué plus vite que la source essentielle de revenu extérieure de l'économie (recettes d'exportation). Cette évolution indique par ailleurs que le pays aurait eu du mal à s'acquitter de ses obligations au titre de la dette n'eut été la mise en place d'un cadre d'allègement de la dette (IPPTE et IADM). Les exportations du Burundi sont non seulement faibles, mais aussi peu diversifiées. Ce faible niveau des ressources générées par l'activité économique entraine alors le recours aux ressources extérieures au titre des emprunts.

Une crise de liquidité est constatée lorsqu'un déséquilibre est temporaire et quand, dans le futur, la couverture des paiements extérieurs pourra être assurée. Elle est donc, en principe, limitée dans le temps et se traduit par l'impossibilité de servir la dette dans les termes où elle a été conclue. La situation se complique davantage lorsque ce déséquilibre persiste et devient chronique, c'est là que se pose alors la question de solvabilité.

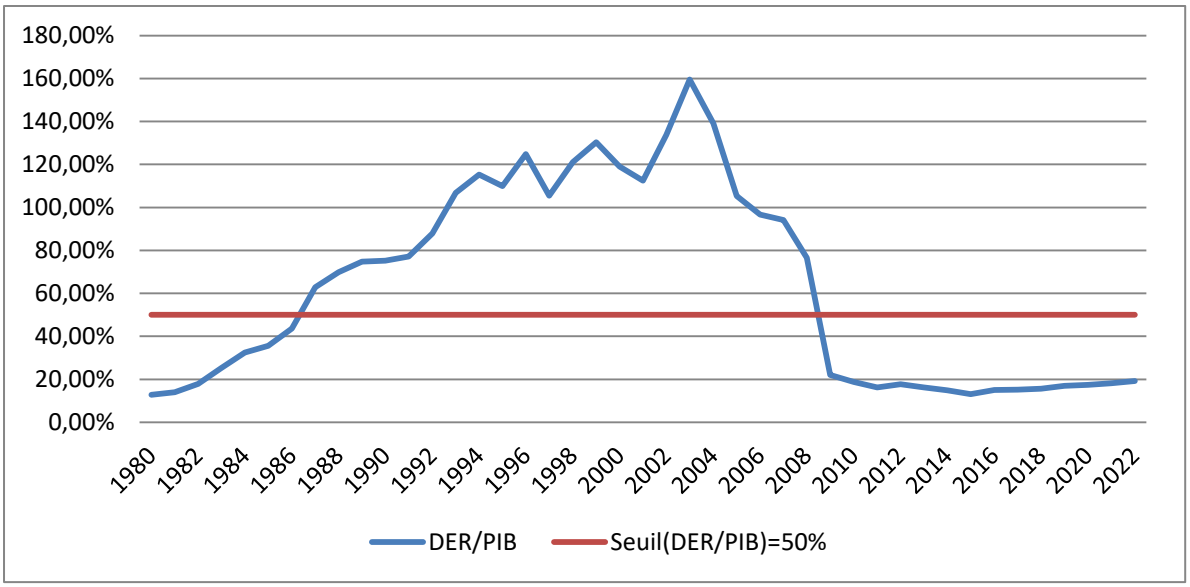
II.2.2. Les indicateurs de solvabilité

Les indicateurs de solvabilité sont liés à l'incapacité de rembourser à cause d'une mauvaise allocation des capitaux. L'endettement extérieur rapporté au PIB (DPE/PIB) élevé traduit un problème de taille. En effet, si le pays devait rembourser la totalité de sa dette extérieure, il devrait y consacrer une part importante de la valeur de sa production nationale. Si le stock de la dette dépasse le PIB, c'est que le pays doit recourir à un nouvel emprunt pour pouvoir assurer son remboursement. Cependant, il y a lieu de noter que ce ratio demeure assez imprécis dans la mesure où il ne tient pas compte des conditions financières des emprunts

II.2.2.1. Evolution de l'encours de la dette extérieure en % du PIB

Au cours des dernières décennies, la dette extérieure du Burundi a généralement augmenté en pourcentage du PIB, en raison de la nécessité de financer des projets de développement et de faire face à des défis économiques internes. Des chocs économiques (comme des variations des prix des matières premières) ont souvent exacerbée cette situation, entrainant une augmentation de l'endettement.

Graphique 5 : Evolution de l'encours de la dette extérieure en % du PIB



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022)

Au lendemain de la crise de 1993, la DER/PIB a dépassé 50%. Cela signifie que quand bien même toutes les ressources nationales seraient consacrées au seul remboursement de la dette extérieure, elles ne suffiraient pas.

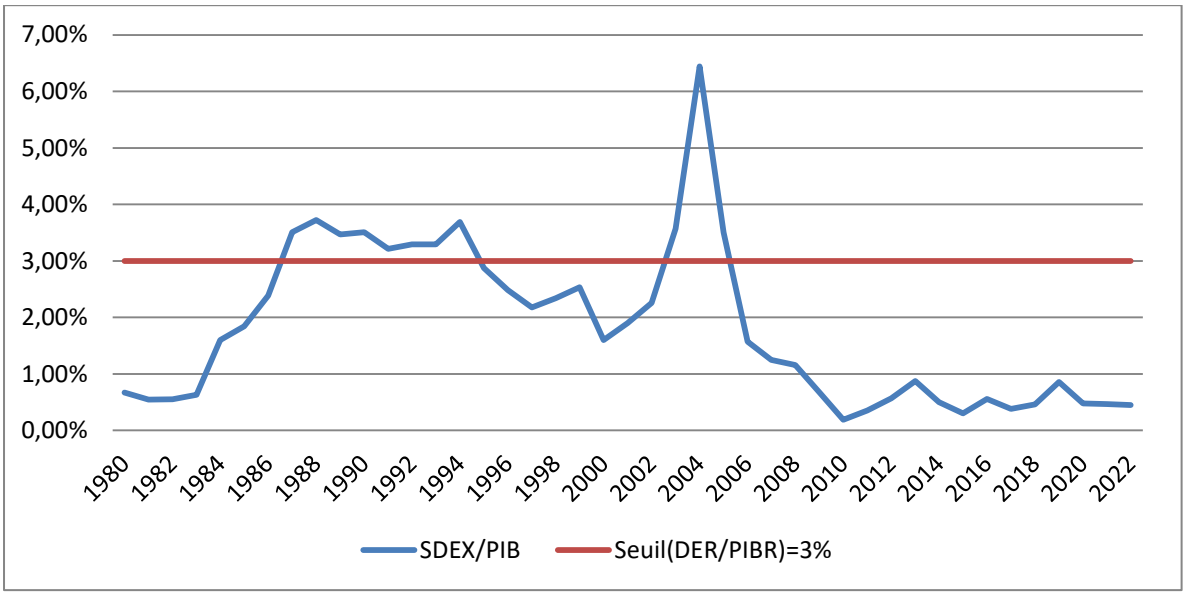
En effet, exprimé en pourcentage du PIB, la dette extérieure publique est passée de 12,75% en 1980 pour monter régulièrement jusqu'en 1986 et atteindre ainsi 46,45%. Ce ratio est resté en dehors de la marge soutenable fixée à 50% entre 1987 et 2008, atteignant le niveau le plus élevé en 2003 (212,59%) pour redescendre en 2009 à 36,44% suite à l'IADM jusqu'2022 à 18,35%.

Selon Bhattacharya et Clements (2004), un pays est surendetté lorsque sa dette dépasse normalement sa capacité de remboursement, et on peut s'attendre à ce que son service de la dette soit lourd au point de freiner la croissance économique mais seulement lorsqu'il dépasse un certain seuil estimé à 50% du PIB pour la valeur nominale de la dette extérieure.

II.2.2.2. Evolution du service de la dette en % du PIB

Le service de la dette extérieure (qui inclut les paiements d'intérêts et d'amortissement) a généralement augmenté en pourcentage du PIB, reflétant une charge croissante sur les ressources économiques du Pays. Les crises économiques et politiques ont souvent exacerbée cette situation, entrainant une hausse des paiements de la dette par rapport à la taille de l'économie.

Graphique 6 : Evolution du service de la dette en % du PIB



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022)

Le ratio SDE/PIB est un indicateur du problème de la dette. Son avantage est qu'il tient compte des conditions financières dont sont assortis les emprunts en y associant le PIB, ressources globales dont dispose la nation. Il montre en effet l'ampleur des prélèvements annuels effectués au titre du service sur la production nationale.

De 1980 à 1987, ce ratio évoluait encore dans les limites acceptables fixées par les IBW établies à 3%. Toutefois, de 1988 à 1990, il a légèrement dépassé le seuil pour revenir dans la marge jugée acceptable jusqu'en 2000. De 2001 à 2008, ce ratio est resté en dehors de ladite limite et pour revenir en deçà de celle-ci dès 2009 jusqu'à 2022 suite à l'annulation de la dette.

A ce niveau, il faut noter que la faiblesse de ce ratio est due à l'accumulation des arriérés de paiement. Pendant plus d'une décennie, la coopération financière avec les bailleurs de fonds a été suspendue du fait de la guerre et de l'accumulation des arriérés auprès des créanciers bilatéraux et multilatéraux.

Le service de la dette publique extérieure ne représentait que 26,5% des exportations en 1994 et 39,9% en 1999. Comparée au PIB, la dette extérieure représentait en moyenne 119,6% entre 1993 et 1999. La plus grosse partie de cette dette est due aux IBW. Historiquement, le Burundi a régulièrement remboursé la dette due à cette catégorie des créanciers. Toutefois, la baisse des ressources d'exportations et le tarissement des financements extérieurs ont réduit sensiblement les capacités de remboursement de la dette extérieure, de telle manière qu'on a été obligé d'opérer seulement quelques paiements partiels et sélectifs depuis 1995. Ainsi le pays a commencé à accumuler des arriérés sur les autres payements qui totalisaient à peu près 70 millions de Dollars vers la fin de l'année 1998 (Rapport annuel de la BRB, 1999).

Section 3. Les enjeux et les mobiles de l'endettement publique extérieure du Burundi

En économie, l'endettement est du généralement à un déséquilibre. Suivant les cas, il s'agit :

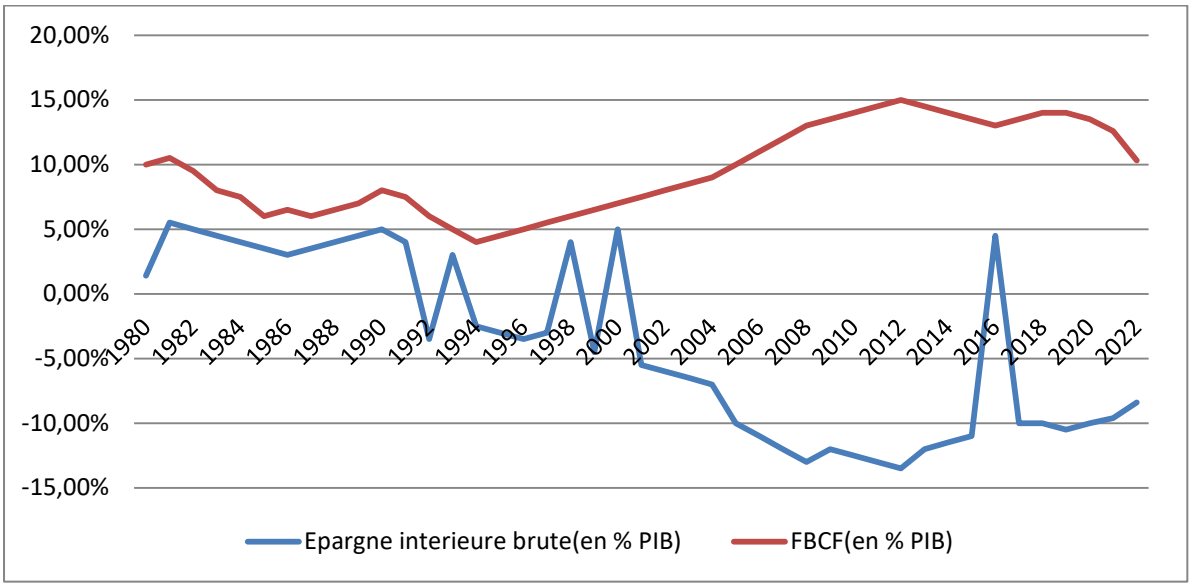
- du déséquilibre épargne-investissement ;
- du déficit budgétaire et
- du déficit de la balance courante (Raffinot, 2000).

Le premier et le dernier des déséquilibres (a) et c)) sont financés par la dette extérieure alors que le deuxième (b)) peut faire l'objet d'un emprunt intérieur. Au Burundi, les trois déséquilibres cohabitent.

II.3.1. Le déséquilibre épargne-investissement

Durant toute la période de 1980-2022, l'épargne intérieure brute (en% du PIB) est relativement faible, avec un léger déséquilibre favorable à l'investissement. Cela reflète une économie en difficulté et des besoins d'investissement élèves .Le déséquilibre se creuse avec une baisse de l'épargne et une augmentation de l'investissement souvent financé par des prêts extérieurs. Bien que l'épargne augmente légèrement, il reste inferieur aux taux d'investissement .cela indique une dépendance continue vis à vis des financements externes,

Graphique 7 : Le déséquilibre épargne-investissement(en % du PIB)



Source : Auteur, à partir des données de la BRB du Burundi et de la BM(2022)

Ce graphique du déséquilibre entre l'épargne et l'investissement au Burundi entre 1980 et 2022 met en lumière les défis économiques du pays : Une épargne insuffisante pour soutenir les niveaux d'investissement nécessaires au développement, la courbe d'investissement est constamment au-dessus de celle de l'épargne, cela indique une dépendance accrue aux financements externe. Le niveau d'investissement a été positif mais très faible alors que l'investissement constitue une variable fondamentale dans l'explication de la croissance, la situation s'est empirée avec la survenance de la crise sociopolitique de 1993. D'un autre, le niveau de l'épargne reste faible, insuffisant et négatif pour la plupart des années surtout depuis les années 90 jusqu'à 2022. Ceci occasionne donc un écart strictement négatif. Le Burundi s'est vu alors obligé de recourir aux crédits à la fois intérieurs et extérieurs car il n'a cessé de faire face à un déficit de ressources intérieures du fait que les besoins d'investissements dépassent largement les ressources intérieures.

La nécessité de financer un investissement supérieur à l'épargne peut conduire à un accroissement de la dette publique et à une vulnérabilité économique. De 1980 à 1989, l'épargne intérieure est faible mais positive (sauf en 1980 et 1982). Elle passe de -743,1 à 8 186,4millions de FBU et l'investissement, quant à lui, il passe de 11 493,3 à 29 279 millions de FBU. Cela revient à dire que le financement de l'investissement est en partie fait par les ressources propres du pays.

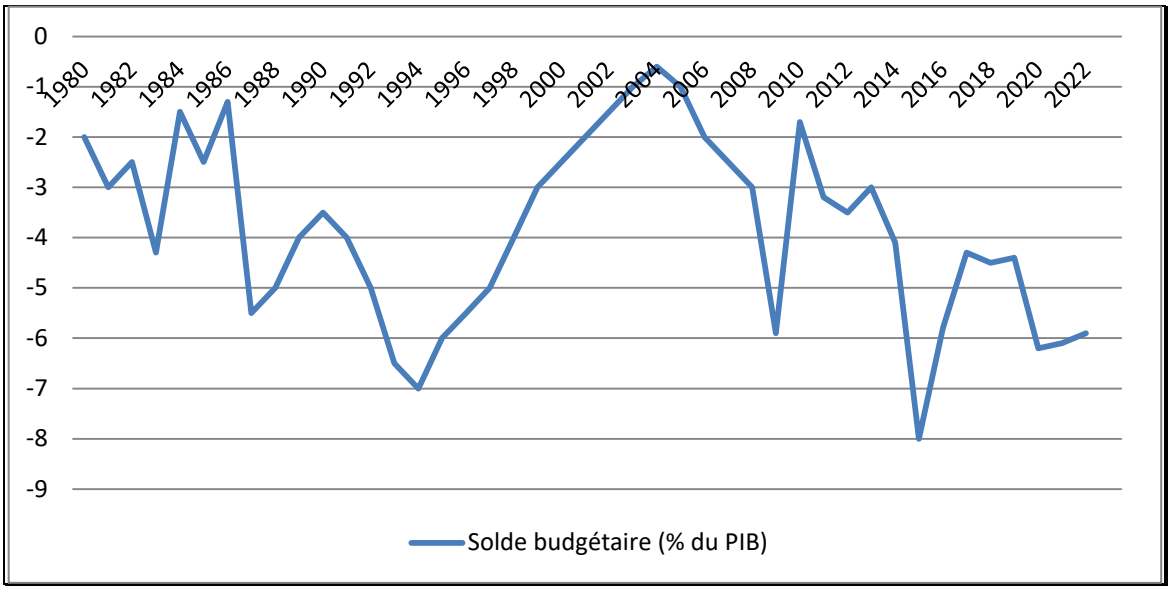
De 1990 à 2010, la situation s'est dégradée. En effet, le taux d'épargne intérieure a été quasiment négatif, car l'épargne intérieure est restée quasiment négative. La situation est ainsi alors que le niveau d'investissement a presque toujours représenté au moins un dixième du revenu national. La situation s'est empirée sur la période 1997-2001 où le niveau d'investissements a fortement chuté (variant de 5 à 9% du PIB) suite aux effets conjugués de la crise de 1993 et le blocus économique de 1996.

Cette tendance prouve que l'insuffisance de l'épargne intérieure est à l'origine de l'endettement extérieur. En effet, sur la période allant de 2000 à 2020, l'écart entre l'épargne intérieure et l'investissement reste très important au cours de la période sous revue. Par ailleurs, l'épargne intérieure parait très faible et même négative pour certaines années.

II.3.2. Mobilisation des recettes budgétaires

Durant les périodes de forte croissance, les recettes fiscales augmentent du fait de la hausse des revenus. A l'inverse, elles baissent en période de récession, en raison de la chute des revenus et de l'augmentation des dépenses. Or, le solde budgétaire dépend naturellement de l'évolution des recettes et dépenses publiques.

Graphique 8: Evolution du solde budgétaire (en % du PIB) au Burundi



Source : Auteur, à partir des données de la BRB(2022)

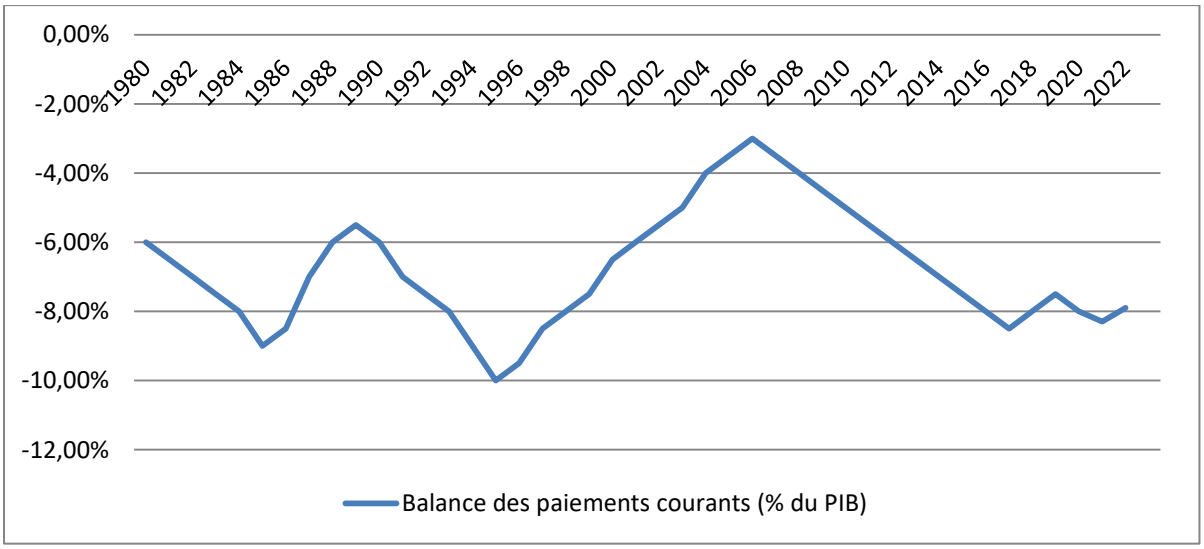
Le ratio solde budgétaire/PIB est resté négatif sur les trois décennies étudiées. Depuis 1990, le budget est resté déficitaire jusqu'à nos jours atteignant 5,5% du PIB en 1996.Il faudrait toutefois indiquer que le niveau déficitaire du budget n'est pas uniquement dû à la chute des recettes publiques, l'évolution plus prononcée des dépenses par rapport aux recettes publiques en est également la cause. Les effets de la crise qui a éclaté en 1993 se sont amplifiés avec les trois années du blocus économique (1996-1999). Suite à cette crise, les cas de fraude et de corruption ont augmenté ainsi que les circuits d'approvisionnement informels baissant ainsi la base taxable et les recettes de l'Etat (Mabushi et al, 2009). En outre, le gel de la coopération internationale a été un coup dur sur l'économie burundaise (chute sensible des appuis budgétaires).

Le moyen le plus efficace pour financer les dépenses publiques et réduire la dépendance à l'égard des crédits étrangers est donc de mobiliser les ressources nationales. C'est pour cette raison que Spiegel (2007) estime que les niveaux peu élevés de recouvrement d'impôts dans bon nombre de pays pauvres limitent considérablement les dépenses publiques et oblige les pays concernés à emprunter ou à dépendre des flux d'aide pour financer leurs besoins de base en matière de développement. Un surplus modeste de 1.5% en 2010,indiquant une période de stabilité budgétaire ,en 2015,un déficit important de 8,1% souvent attribuée à la crise politique et à l'augmentation des dépenses publiques, et en 2020,maintien d'un déficit de 6,2% soulignant des défis persistants dans la gestion des finances publiques.

II.3.3. Le déficit de la balance courante

Une balance courante déficitaire signifie qu'un pays accumule des engagements à l'égard du reste du monde qui sont financés par l'arrivée de capitaux étrangers. Ainsi, la solvabilité d'un pays dépend en grande partie de sa capacité à dégager des excédents courants suffisants pour pouvoir rembourser ses dettes. Le Burundi connait un déficit courant d'ordre structurel. Ainsi, il doit s'endetter pour financer ses importations et combler l'insuffisance de l'épargne locale pour garantir la pérennité des investissements publics.

Graphique 9 : Evolution du déficit de la balance courante(en % du PIB)



Source : Auteur, à partir des données de la BRB(2022)

La figure montre que sur toute période, on remarque un déficit courant négatif au Burundi. Ce caractère structurel du déficit courant peut être expliqué par plusieurs facteurs tels que les chocs externes (la crise mondiale de 2008-2009), la détérioration des termes de l'échange qui nuit à la compétitivité des exportations, les fluctuations des prix des produits de base, la faiblesse du tissu industriel local.

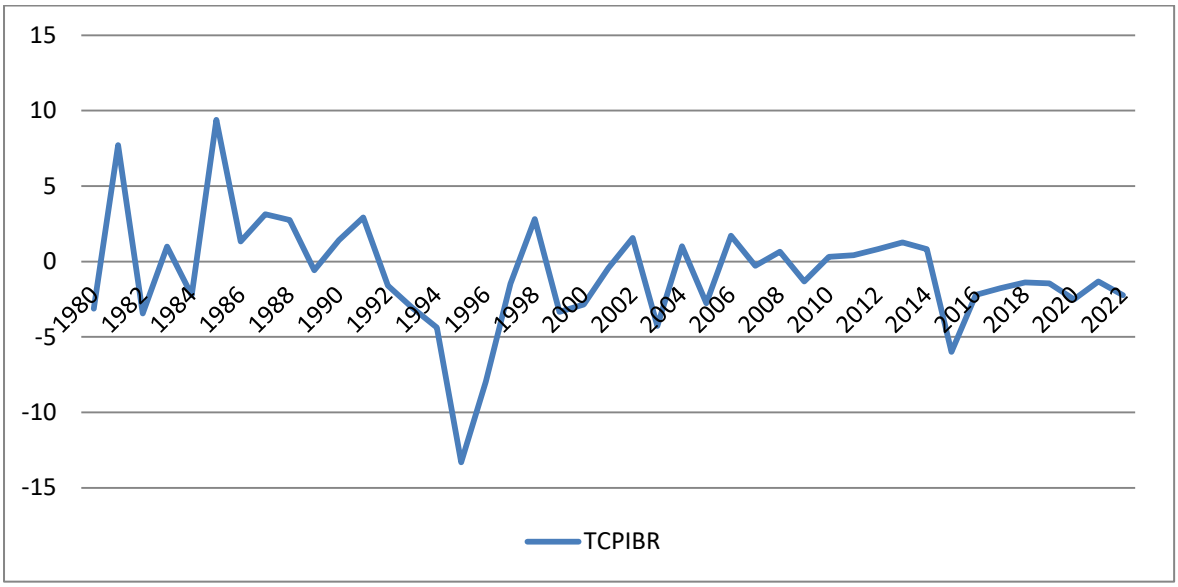
Section 4. Performance de l'économie et structure du PIB

Comparé aux autres pays du continent africain, le Burundi est très pauvre en ressources naturelles. Ses principales recettes proviennent de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Mais compte tenu de sa situation géographique et de sa stabilité politique.

II.4.1. L'évolution de la croissance économique du Burundi

Le PIB par habitant est un indicateur clé pour mesurer le niveau de vie .Au Burundi, ce chiffre reste relativement bas par rapport à d'autres pays de la région, en raison de la population croissante et des défis économiques. L'évolution du taux de croissance du PIB par habitant au Burundi montre une trajectoire fluctuante, influencée par divers facteurs internes et externes(les tensions politiques, de la mauvaise gestion économique et des effets de la pandémie de COVID-19).

Graphique 10 : Evolution du taux de croissance du PIB par tète au Burundi



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022).

L'analyse de ce graphique nous montre que le taux de croissance évolue en dents de scie. La croissance économique n'est pas bien maitrisée. Les années 1980, le PIB par habitant était relativement bas, affecté par des politiques économiques inefficaces et des tensions ethniques. De1980 à 1984 ce taux était de -3,12 à -2,24, le PIB par habitant entre 1985 à 1989 montre un pays en proie à des défis économiques et politique majeurs. La stagnation du PIB par habitant souligne la nécessité de réformes économique et politiques pour favoriser une croissance durable et améliorer les conditions de vie de la population.

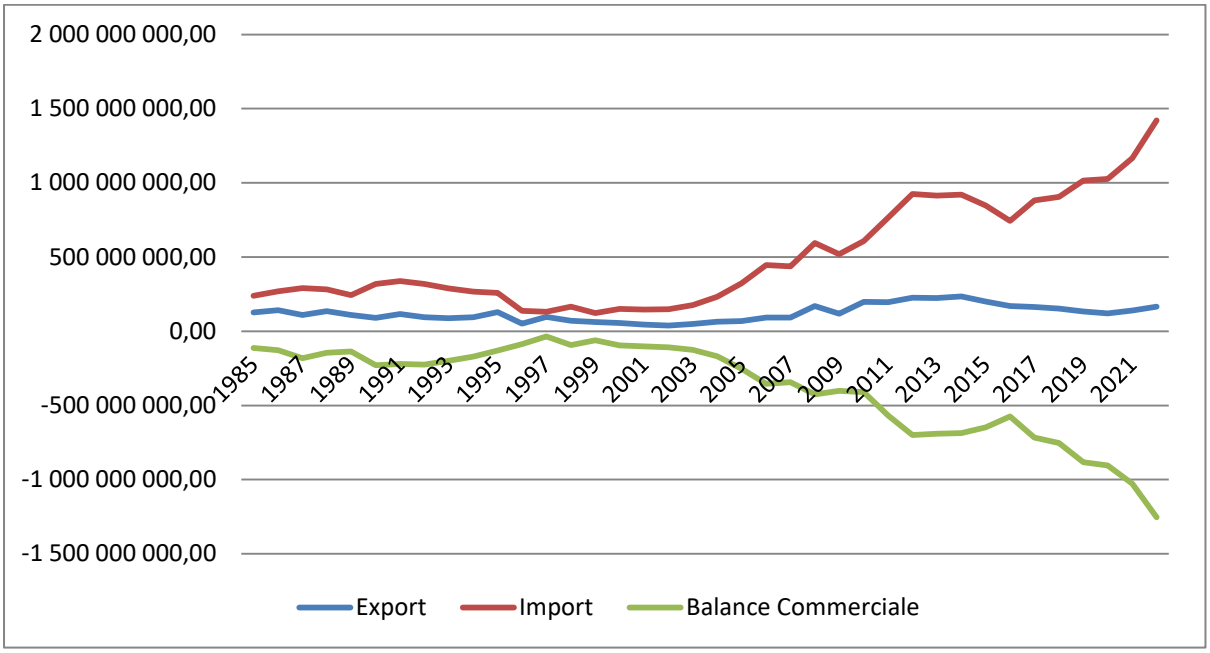
Ce taux s'est amélioré passant de -2,24 en 1984 à 2%76 en 1988.De 1989 jusqu'à 2009,le taux du PIB par habitant continue à stagner autour de niveau bas de -0,57 à -1,33,la majorité de la population a été plongée dans la pauvreté ,et les services de base tels que l'éducation et la sante ont été gravement affectes.

Depuis 2010-2014, le Burundi a connu une certaine stabilité politique, ce qui a permis une légère croissance du PIB par habitant .le taux de croissance était modeste, mais positifs, favorises par des efforts de reconstruction et des investissements dans les infrastructures, et le taux du PIB par habitant était en 2010 de 0,32 à 0,81 en 2014.L'instabilité de 2015 a pu décourager les investissements, réduire la confiance des consommateurs et freiner la croissance économique

II.4.2. La balance commerciale

Le Burundi a un déficit commercial persistant, en raison de sa dépendance à l'importation de produits de consommation, de biens d'équipement et de matières premières. Du cote des exportations, les exportations comprennent le café, le the et d'autres produits agricoles tandis que les importations incluent des produits alimentaires, des biens de consommation, des produits pétroliers et des équipements. Le solde commercial négatif peut conduire à une pression sur la monnaie locale et à une augmentation de l'endettement extérieur.

Graphique 11 : Evolution de la balance commerciale du Burundi (en millions $).



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022)

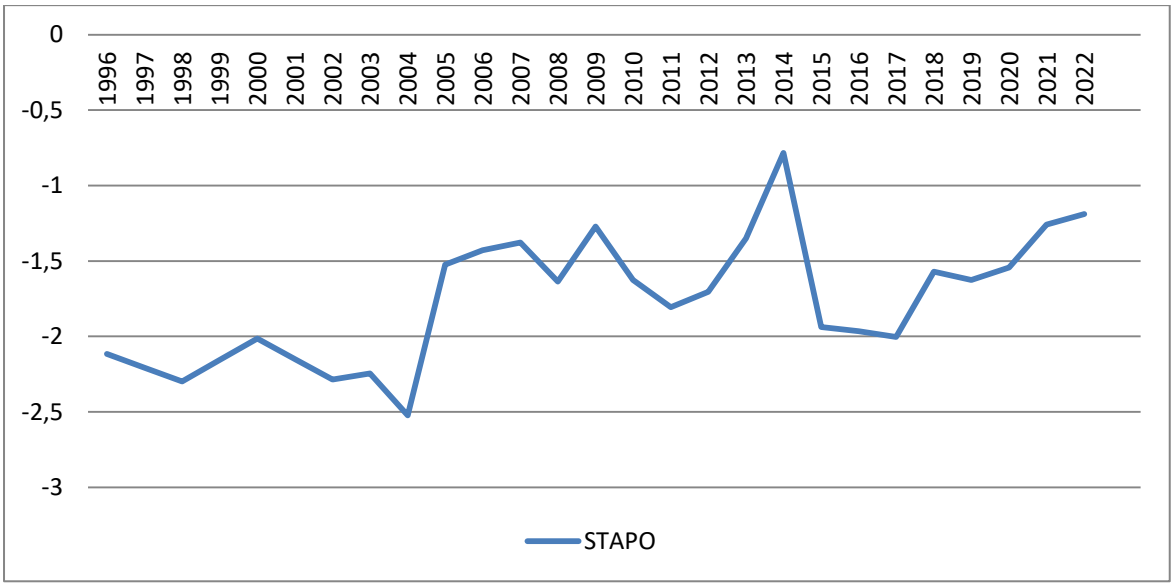
La balance commerciale est déficitaire entre 1980 et 2022. Ce déficit ne cesse d'augmenter toutes les années avec une hausse des importations. Le Burundi est un pays qui présente une balance commerciale très déficitaire qui dépasse des millions chaque année.

Ce phénomène est un problème qui a trop duré et qui est lié au fait que les pays sous-développés en général et le Burundi en particulier sont des pays qui ne produisent presque pas. Ils ont un tissu industriel très faible. Les produits exportés sont en majorités des matières premières et des produits semi- finis. Classé comme un pays pauvre très endetté, le Burundi fait partie des pays qui importent beaucoup et presque tout et n'exportent que des matières premières qui seront au final importées à nouveau sous forme de produit finis.

II.4.3.Evolution de la stabilité politique au Burundi

La stabilité politique joue un rôle crucial dans le monde, en particulier au Burundi, pour favoriser le développement économique, social et la paix. Elle crée un environnement propice à l'investissement étranger, favorisant aussi le développement économique.

Graphique 12 : Evolution de la stabilité politique au Burundi

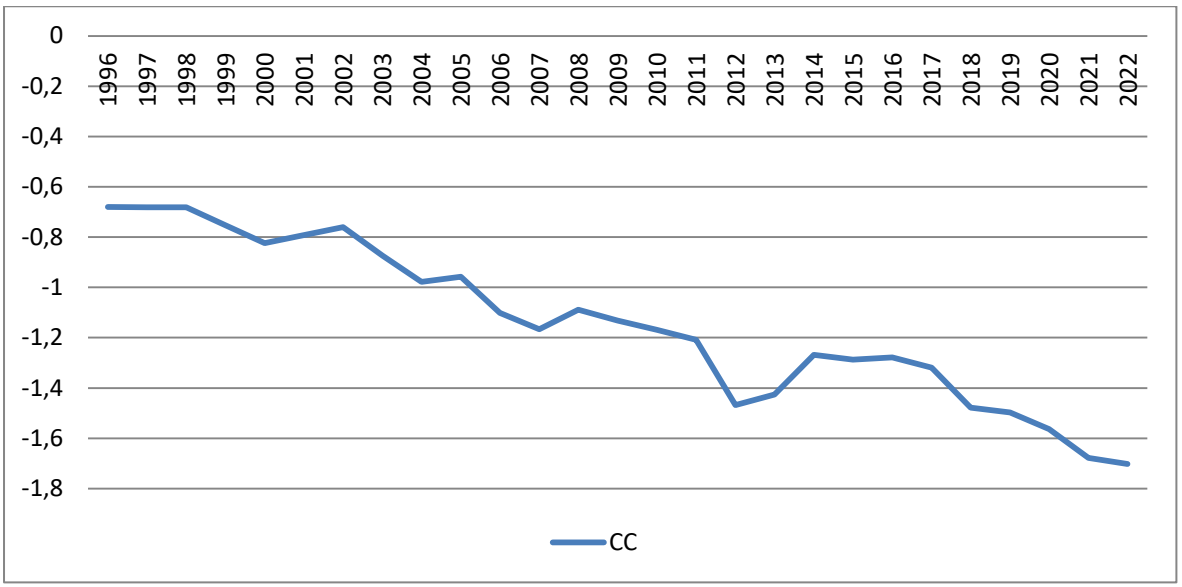


Source : Auteur à partir des données de la BM(2022) et WGI(2022)

Le constant pour ce graphique est que le Burundi est marqué d'une forte instabilité politique depuis 1996 jusqu'en 2020, le Burundi affiche de scores négatifs. Cela est dû à des fortes violences basées sur les crises répétitives que le Burundi a traversées depuis une décennie de 1990 qui a prolongé jusqu'à ce que le Burundi accepte de signer l'accord de paix d'Arusha en 2000 ; ce qui réduit l'instabilité politique de -2.52% en 2004 à -1.42% en 2006.

II.4.4. Evolution du contrôle de la corruption au Burundi

Graphique 13 : Evolution du contrôle de la corruption au Burundi



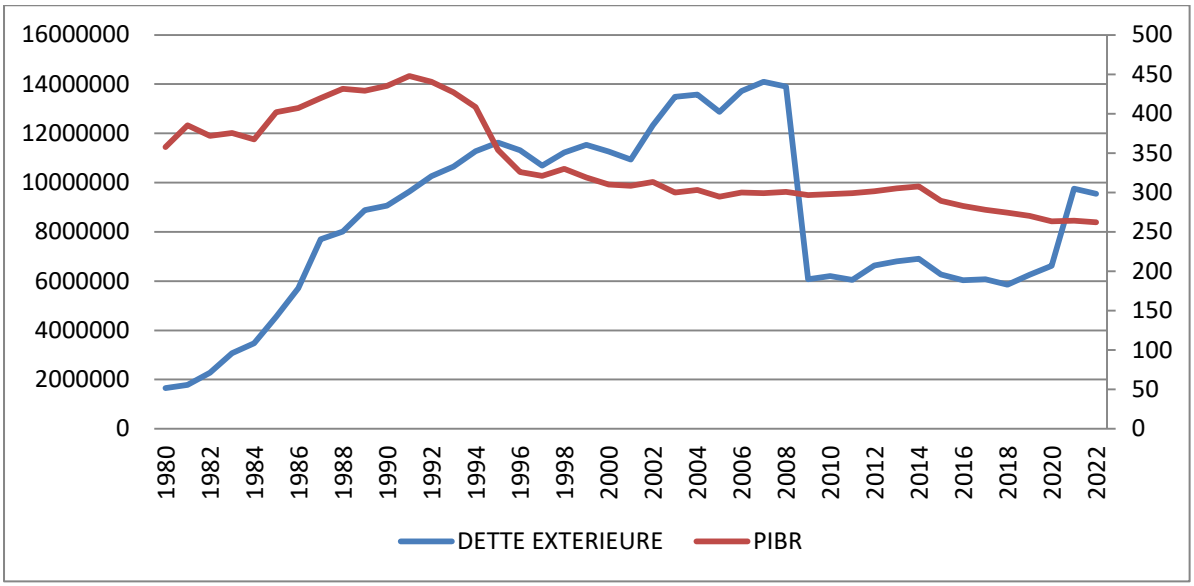
Source : Auteur, à partir des données de la BM(2022) et WGI(2022)

Ce graphique montre que le contrôle de corruption continue en générale de décroitre sur toute la période de l'étude, le contrôle de la corruption au Burundi entre 1996 et 2020 reflète un paysage complexe, influencé par des facteurs politiques, économiques et sociaux

II.4.5. Evolution comparée de la dette extérieure et la croissance du PIB

L'endettement public extérieur est devenu un problème majeur auquel est confrontée l'économie du Burundi depuis le début des années 80. A cet effet, le remboursement de la dette publique extérieure est devenu certes un facteur de blocage parce qu'il entrave toutes politiques contribuant à la croissance et au développement économiques par l'effet du service de la dette. Une augmentation de la dette extérieure par rapport au PIB par habitant peut indiquer que le pays s'endette pour financer des investissements qui, les, stimuleront la croissance économique.

Graphique 14 : Evolution comparée de la dette extérieure(en millions de $) et la croissance économique(en $)



Source : Auteur, à partir des données de la Banque Mondiale(2022)

D'après ce graphique, nous constatons que le PIBH évolue tantôt parallèlement tantôt inversement avec la dette extérieure. Cela nous monte que le produit intérieur brut n'a pas suivi un même rythme de croissance avec la dette extérieure. De 1980 à 1982, on observe une augmentation inverse de la dette extérieure et de la croissance économique, cela montre que la dette extérieure a stimulé la croissance économique mais entre 1983 et 2007, la dette extérieure a pesé beaucoup sur l'économie du fait de remboursement du principal et paiement des intérêts du service la dette extérieure. L'augmentation de la dette extérieure n'a pas stimulé la croissance économique. A partir de 2008, on observe une reprise de l'augmentation de la croissance économique jusqu'à 2015. C'est à partir de 2015 ou on remarque une chute de la croissance économique.

Conclusion du deuxième chapitre

Le deuxième chapitre a pour objectif principal de démontrer l'état des lieux de l'effet de la dette extérieure et de institutions (Stabilité politique et le contrôle de la corruption) sur la croissance économique graphiquement l'évolution de ses facteurs. Pourtant, ce chapitre est réparti en cinq parties principales. La première partie concerne le profil de la dette publique extérieure en montrant graphiquement les évolutions du stock de la dette extérieure au Burundi, l'évolution de la dette extérieure par type de créanciers (dette multilatérale, bilatérale et commerciale) au Burundi.

La deuxième partie concerne les enjeux et les mobiles de l'endettement publique extérieure du Burundi(Evolution du déséquilibre épargne-investissement ,du déficit budgétaire et le déficit de la balance courante) ,la troisième partie concerne graphiquement la performance de l'économie et structure du PIB(en montrant l'évolution du PIB par habitant et aussi la représentation graphique du balance commerciale) .La quantième partie concerne une analyse descriptive de quelques indicateurs de la dette extérieure(les indicateurs de liquidités et les indicateur de solvabilité).et enfin pour la dernière partie, nous avons juge bon de faire une analyse descriptive comparée entre la dette extérieure et la croissance économique et entre la qualité des institutions (Stabilité politique et contrôle de la corruption) et la croissance économique.

CHAPITRE III : METHODOLOGIE ET PRESENTATION DES RESULTATS

Le rôle des institutions dans la relation entre la dette extérieure et la croissance économique peut différer d'un pays à un autre compte tenu de sa spécificité. En effet, comme le montrent les résultats des travaux empiriques déjà cités au premier chapitre, ils restent contradictoires quant à la nature de la relation entre la dette extérieure et la croissance, selon le panel de pays choisis et la période d'étude. L'objet de ce chapitre est ainsi de mettre au point, à travers une analyse empirique, l'impact de l'endettement public extérieur sur la croissance économique du Burundi.

Section 1 : Présentation et méthodologies d'analyse des données

Cette section va décrire la présentation des données et la méthodologie utilisée pour mener à bien cette étude. Deux types d'approches ont été utilisés pour le cas de la méthodologie : d'abord une analyse descriptive qui consiste à calculer la moyenne, l'écart type, des principales variables explicatives que la littérature nous a fourni et enfin, à partir des données de WDI, WGI et de la BRB, une approche économétrique qui consiste à estimer nos modèles afin de vérifier les effets du rôle des institutions dans la relation dette extérieure et croissance économique. Pour le cas d'une analyse économétrique, nous allons estimer un modèle autorégressif à retards distribués en sigle ARDL (AutoRégressif Distribued Lags Model). Les modèles « AutoRegressive Distributed Lags/ARDL », ou « modèles autorégressifs à retards échelonnés ou distribués/ARRE » en français, sont des modèles dynamiques. Ces derniers ont la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable (série chronologique), améliorant ainsi les prévisions et efficacité des politiques (décisions, actions, etc.), contrairement au modèle simple (non dynamique) dont 86 l'explication instantanée (effet immédiat ou non étalé dans le temps) ne restitue qu'une partie de la variable à expliquer. Dans cette analyse économétrique,

III.1.1. Présentation des donnés

L'étude des effets du rôle des institutions dans la relation dette extérieure -croissance économique au Burundi se caractérise du manque de quelques données adéquates pour indiquer la conduite de la stabilité politique et violence, du contrôle de la corruption et ses effets sur la croissance économique. Cette étude utilise des données extraites également du site de la Banque mondiale (WDI et WGI).

III.1.2. Méthodes d'analyse des données

III.1.2.1. Une analyse évolutive des variables macroéconomiques

Dans cette analyse, on va analyser l'évolution des variables influençant la croissance économique. Ces variables ne sont que le produit réel par habitant(PIBRH), la dette extérieure en pourcentage du produit intérieure brute(DEXTPIB), le capital humain(CH), le degré d'ouverture commerciale(OUVCO), le taux d'investissement publique(TINV), et le taux d'inflation (TINF)

III.1.2.2. Analyse descriptive

L'analyse descriptive a été consacrée au calcul de certaines statistiques de base telles que, la

moyenne, l'écart type, et le pourcentage pour décrire les données recueillis sur le site de la banque mondiale WDI (world Development Indicators), et WGI (world Governance Indicators)

Tableau 2 : Analyse descriptive des variables

	LPIBRH	LDEXTPIB	CH	LOUVCO	LTINV	TINF
Mean	5.701	3.576	1.219	2.959	2.305	10.462
Median	5.704	4.003	1.2	3.205	2.431	8.412
Maximum	5.799	4.181	1.42	3.607	2.91	31.111
Minimum	5.573	2.922	1.1	0.927	1.022	-2.814
Std.Dev	0.056	0.529	0.096	0.656	0.505	8.785
Jarque-Bera	0.99	3.951	3.383	9.019	3.503	2.441
Probability	0.609	0.138	0.184	0.011	0.173	0.294

Source : Auteur de moi-même à partir des données dans Eviews 12

Il ressort du tableau ci-haut que l'écart type du produit intérieure brute, de la dette extérieure/PIB, du capital humain et du d'investissement est faible que le taux d'inflation est forte. Ce qui permet de confirmer que les observations deviennent moins dispersées par rapport à la moyenne. Aussi, l'on note que les variables sous-étude sont normalement distribuées (Prob. Jarque-Bera > 5%), sauf pour l'ouverture commerciale qui est inférieure à 5%.

III.1.2.3. Analyse économétrique

III.1.2.3.1. Spécification du modèle

Pour vérifier les effets des institutions dans la relation dette extérieure et croissance économique, ainsi déduire que les institutions jouent un rôle importante sur la croissance économique par le canal de la dette extérieure au Burundi, nous allons estimer un modèle autorégressif à retards échelonnés ou distribués, en sigle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag model). Ce modèle, qui fait partie de la classe des modèles dynamiques, permet de capter les effets temporels (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable.

III.1.2.3.1.1. Les modèles ARDL

Plusieurs modèles économétriques ont été proposés pour étudier la relation de cointégration à long terme dans le cadre des séries chronologiques, entre autre, nous citons Engle et Granger (1987), Phillips and Hansen (1990), Johansen (1988)…Dans notre cas, nous choisissons le modèle ARDL **(***Autoregressive Distributed Lag Model)* ou (*Modèle Autorégressif à Retard échelonnés*). C'est un modèle développé par Pesaran (1997), Pesaran et Smith (1998), Pesaran et al. (2001).

Notre choix de ce modèle se justifie par les avantages qu'il représente par rapport aux autres modèles ; d'abord, il nous donne la possibilité d'estimer simultanément les paramètres à court terme et à long terme des variables testées; de plus, et à l'opposé des autres modèles, l'approche ARDL n'exige pas que les séries soient intégrées dans le même ordre, c'est-à-dire que cet approche permet d'estimer des variables avec un niveau d'intégration différents soit ***I (0) & I (1).*** En outre, dans le cas de petits échantillons, cette approche est plus efficace et donne des résultats plus significatifs pour déterminer la relation de cointégration (Hamuda M., 2013).

Cependant, les Modèles Autorégressifs à Retards échelonnés ou distribués et/ou AutoRegressive Distributed Lag Model, sont des modèles dynamiques. Ils ont la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle dans l'explication d'une variable, améliorant ainsi les prévisions et l'efficacité des politiques. Les Modèles autorégressifs à retard échelonnés (ARDL) combinent les caractéristiques de deux modèles (Autorégressifs, AR) et (Retards échelonnés ou Distributed Lag, DL). On trouve, parmi les variables explicatives (X_t), la variable dépendante décalée (Y_{t-p}) et les valeurs passées de la variable indépendante (X_{t-q}).

Ils ont la forme générale suivante :

$$Y_t = \alpha + \beta_1 Y_{t-1} + \cdots + \beta_p Y_{t-p} + \gamma_0 X_t + \cdots + \gamma_q X_{t-q} + \mu_t \quad (1)$$

$$Y_t = \alpha + \sum_{i=1}^{p} \beta_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^{q} \gamma_i X_{t-j} + \mu_t \quad (2)$$

Avec $\mu_t \sim iid(0, \delta)$, terme d'erreur, « γ_0 » traduit l'effet à court terme de X_t surY_t. Si l'on considère la relation de long terme d'équilibre suivant « $Y_t = K + \theta X_t + \mu_t$ », l'on peut calculer l'effet à long terme de X_t sur Y_t (soit « θ ») avec la régression du modèle ARDL (1,1) comme suit :

$$Y_t = \emptyset Y_{t-1} + \theta_0 X_t + \theta_1 X_{t-1} + \mu_t \quad (3)$$

Avec $|\emptyset|<1$ pour que le modèle soit dynamiquement stable.

Après la transformation, le modèle ARDL peut se reparamétriser dans le modèle à correction d'erreur comme suit :

$$Y_t = Y_{t-1} - Y_{t-1} + \emptyset Y_{t-1} + \theta_0 X_t + \theta_1 X_{t-1} + \theta_0 X_{t-1} - \theta_0 X_{t-1} + \mu_t \quad (4)$$

$$Y_t - Y_{t-1} = -Y_{t-1} + \emptyset Y_{t-1} + \theta_0 X_t - \theta_0 X_{t-1} + \theta_1 X_{t-1} + \theta_0 X_{t-1} + \mu_t \quad (5)$$

$$\Delta Y_t = -(1 - \emptyset) Y_{t-1} + (\theta_0 + \theta_1) X_{t-1} + \theta_0 \Delta X_t + \mu_t \quad (6)$$

$$\Delta Y_t = \alpha Y_{t-1} + \theta X_{t-1} + \varphi \Delta X_t + \mu_t \quad (7)$$

Où $\alpha = -(1 - \emptyset), \theta = (\theta_0 + \theta_1), \varphi = \theta_0$

Notons que le modèle est dynamiquement stable sous l'hypothèse $\alpha < 0$

$$\theta = \sum b_j \Big/ 1 - \sum a_j \quad (8)$$

Comme pour tout modèle dynamique, l'on se servira du critère d'information (AIC, SIC et HQ) pour déterminer le décalage optimal (p* ou q*), un décalage optimal est celui dont le modèle estimé offre la valeur minimale d'un des critères énoncés. Ces critères sont celui d'Akaike (AIC), celui de Schwarz (SIC) et celui de Hannan et Quinn (HQ). Leurs valeurs sont calculées comme suit :

$$\text{AIC } (p) = \log \left| \sum \right| + \frac{2}{T} n^2 p \quad (9)$$

$$\text{SIC } (p) = \log \left| \sum \right| + \frac{\log T}{T} n^2 p \quad (10)$$

$$\mathrm{HQ}(p) = \log \left| \sum \right| + \frac{2 \log T}{T} n^2 p \qquad (11)$$

Avec $\sum$, matrice de variances-covariances des résidus estimés; T, nombre d'observations; p, décalage ou lag du modèle estimé; et n, nombre des répresseurs.

L'on retiendra d'un modèle ARDL que, faisant de la famille des modèles dynamique, il permet d'estimer les dynamiques de court terme et les effets de long terme pour des séries cointégrées à des ordres différents comme on le verra avec approches de test aux bornes de Pesaran et al. (1996), Pesaran et Shin (1999), Pesaran et al. (2001).

III.1.2.3.1.2. L'approche du test aux bornes ou test de cointegration de Pesaran et al. (2001)

La cointégration entre les séries suppose l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme entre elles, lesquelles relations pouvant être combinées avec les dynamiques de CT de ces séries dans un modèle à correction d'erreur qui prend la forme suivante :

$$\Delta Y_t = -(1 - \emptyset) Y_{t-1} - \frac{[\![\theta_0 + \theta_1)}{(1-\emptyset)} X_{t-1} + \theta_0 \Delta X_t + \mu_t \qquad (12)$$

$$\Delta Y_t = \alpha (Y_{t-1} - \beta X_{t-1}) + \theta_0 \Delta X_t + \mu_t \qquad (13)$$

Où $\beta = \frac{(\theta_0 + \theta_1)}{(1-\emptyset)}$

Ainsi, avec ARDL (p, q), la restriction du modèle à correction d'erreur peut s'écrire comme suit :

$$\Delta Y_t = \alpha Y_{t-1} + \theta X_{t-1} + \sum_{j=1}^{p-1} \gamma_j \Delta Y_{t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \varphi_j \Delta X_{t-j} + \mu_t \qquad (14)$$

Le test de cointegration de Pesaran et al. (2001) suggèrent le test de Fisher avec l'hypothèse nulle de non cointégration suivante :

$$H0 = \alpha = \theta = 0$$

Pour cela, lorsqu'on dispose de plusieurs variables intégrées d'ordre différents {I(0), I(1)}, l'on peut recourir au test de cointegration de Pesaran et al.(2001) appelé « test de cointegration aux bornes » ou « Bounds test to cointegration »développé au départ par Pesaran et Shin (1999), si l'on recourt au test de cointegration de Pesaran pour vérifier l'existence d'une ou plusieurs relations de cointegration entre les variables dans un modèle ARDL, l'on dira que l'on recourt à l'approche « ARDL approach to cointegrating » ou que l'on applique le test de cointegration par les retards échelonnés.

Lorsqu'on considère une régression de plusieurs variables, les résultats libres du modèle à correction d'erreur avec ARDL (p, q, r, s, t) peuvent s'écrire d'une manière suivante :

$$\Delta Y_t = \alpha Y_{t-1} + \delta_1 X_{1_{t-1}} + \delta_2 X_{2_{t-1}} + \delta_3 X_{3_{t-1}} + \delta_4 X_{4_{t-1}} + \sum_{j=1}^{p-1} \gamma_j \Delta Y_{t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \varphi_{1_j} \Delta X_{1_{t-j}} + \sum_{j=0}^{r-1} \varphi_2 \Delta X_{2_{t-j}} + \sum_{j=0}^{s-1} \varphi_3 \Delta X_{3_{t-j}} + \sum_{j=0}^{t-1} \varphi_4 \Delta X_{4_{t-j}} + \mu_t \quad (1\ 5)$$

L'hypothèse nulle pour la non cointégration s'écrit comme suit :

$$H0: \alpha = \delta_1 = \delta_2 = \delta_3 = \delta_4 = 0$$

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointegration de Pesaran, à savoir :

(i) La détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) et

(ii) Le retour au test de Fisher pour vérifier les hypothèses pour le cas

$H_0: \varphi_1 = \varphi_2 = \varphi_3 = \varphi_4 = 0$: Absence d'une relation de cointégration

$H_1: \varphi_1 \neq \varphi_2 \neq \varphi_3 \neq \varphi_4 \neq 0$: Existence d'une relation de cointégration

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour plusieurs cas et différent seuil par Pesaran et al. L'on notera des valeurs critiques que la borne supérieure ($2^{ème}$ ensemble) reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 soit I(1) et la borne inférieure (1^{er} ensemble) concernent les variables intégrées à niveau soit I(0). Ainsi,

(i) Si Fisher calculé > borne supérieure : On rejette l'H0, il y a la cointégration

(ii) Si Fisher calculé < borne inférieure : On accepte l'H0, il n'y a pas de cointégration

(iii) Si borne inférieure <Fisher calculé < borne supérieure : pas de réponse

III.1.3. Description des données : nature et source

III.1.3.1. Source des données

Les séries des données utilisées dans notre étude sont annuelles, allant de 1980 à 2020. Ces données qui font l'objet de notre étude sont tirées des bases des données ou rapports de la BM (WDI et WGI) .En outre, l'année 1980 est prise comme point de départ car c'est à cette période que les problèmes liés à la dette publique extérieure se sont manifestés avec grand éclat.

III.1.3.2 .Nature des données

Notre étude utilise des variables dépendantes et des variables indépendantes ou explicatives
i) Variable dépendante : **PIB réel par habitant**

Notre étude se focalise sur la vérification des effets de la dette extérieure, et des institutions sur la croissance économique. Le produit intérieur brut par habitant, ou par tête est un indicateur du niveau d'activité économique. C'est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays.

Cette variable dépendante devrait être influencée par de nombreux régresseurs, notamment la dette extérieure en pourcentage du PIB, le capital humain, le taux d'investissement, l'ouverture commerciale et le taux d'inflation.

ii)Variables indépendantes

Les variables considérées comme des variables indépendantes sont celles révélées par la littérature théorique. Ces variables font l'objet des facteurs explicatifs. Elles expliquent comment la dette extérieure et les institutions influencent la croissance économique. Ces variables sont :

- **La dette extérieure en pourcentage du PIB** : Elle est une variable explicative d'intérêt. Elle est un indicateur économique qui mesure la proportion de la dette totale d'un pays envers des créditeurs étranger par rapport à son produit intérieur brut(PIB).
- **Le capital Humain :** il est capté par l'indice du capital humain (Barro et Lee, 2014). Il est représenté par le taux de scolarisation au secondaire. Il permet d'augmenter la productivité des travailleurs et donc leur revenu de même que celui de l'économie nationale.
- **L'ouverture commerciale** : Le niveau d'ouverture commerciale du pays par rapport à l'extérieur est le rapport entre la moyenne des exportations et des importations sur le niveau du PIB. Cet indicateur mesure le degré d'insertion d'un pays dans l'économie mondiale. En général, il affecte positivement et significativement la croissance économique. Il permet à l'économie de bénéficier non seulement des transferts technologiques mais aussi, et surtout, des différentes formes d'externalités positives et des effets d'entrainements de la demande extérieure.
- **Le taux d'investissement public** : L'investissement est une variable clé et un déterminant fondamental de la croissance économique à long terme. Le taux d'investissement est la part de l'investissement par rapport à la richesse produite (PIB). Il permet de connaitre la

part de la richesse (PIB) consacré chaque année à l'investissement. Il est mesuré par le rapport entre la Formation brute du capital fixe (FBCF) et le Produit intérieur brut (PIB). Considéré comme une source de croissance, il permet d'accroître le capital physique, d'augmenter la production par conséquence le revenu.

- **Le taux d'inflation** : mesure la hausse de prix des biens et service dans une économie sur une période donnée, généralement exprime en pourcentage.il indique combien les prix ont augmenté par rapport à une période précédente, ce qui affecte le pouvoir d'achat de la monnaie.

III.1.4. Anticipations des signes pour les variables du modèle

Les relations entre les variables explicatives et la variable dépendante se résument comme suit :

Tableau 3 : Simplifié des variables utilisées

Variables	Intitule	Signes attendus et justifications
PIBRH	PIB réel par habitant	
DETPIB	Le ratio de l'encours de la dette aux PIB	- (oduro et Adjei, 2021)
CH	Le développement du capital humain	+/-(Osei et al.2019) +/-(Hugon,2005)
OUVCO	Le degré de l'ouverture commerciale, mesuré par les exportations plus les importations en pourcentage du PIB	+(Rodrik 2018) ;+(Sioen 2000
TINV	Le taux de l'investissement	+ (Khan et Qadir 2020)
TINF	Le taux d'Inflation	-(Ficher,2020)

Source : Auteur à partir d'une revue de la littérature

III.1.5. Spécifications des modèles

Trois modèles sont construits : le premier modèle relatif à l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique, le deuxième modèle qui montre l'effet de l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique sur la croissance économique ,et le troisième modèle l'effet de l'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de corruption sur la croissance économique.

III.1.5.1. Spécification du modèle1

Le modèle est spécifié de façon suivante:

$$PIBRH_t=\alpha_0 + \alpha_1 LDEXTPIB_t + \alpha_2 CH_t + \alpha_3 LOUVCO_t + \alpha_4 TINV_t + \alpha_5 TINF_t + \varepsilon_t \quad (16)$$

III.1.5.2. Spécification du modèle2

Ce modèle est spécifié de manière suivante:

$$PIBRH=\alpha_0 + \alpha_1 LDEXTSP_t + \alpha_2 CH_t + \alpha_3 LOUVCO_t + \alpha_4 TINV_t + \alpha_5 TINF_t + \varepsilon_t \quad (17)$$

III.1.5.3. Spécification du modèle 3

Ce modèle est spécifié de manière suivante:

$$PIBRH=\alpha_0 + \alpha_1 LDEXTCC_t + \alpha_2 CH_t + \alpha_3 LOUVCO_t + \alpha_4 TINV_t + \alpha_5 TINF_t + \varepsilon_t \quad (18)$$

Où:

- PIBRH : PIB réel par habitant ;
- DEXTPIB : Dette extérieure en pourcentage du PIB;
- DEXTSP : Interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique ;
- DEXTCC : Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption ;
- KH : Développement du capital humain ;
- OUVCO : Ouverture commerciale ;
- TINV : Taux de l'investissement publique ;
- TINF : Taux d'inflation.

Les variables d'intérêt sont DEXTPIB, DEXRSP et DEXTCC. Les variables DEXTPIB, OUVCO, TINV, TINF ont été exprimées en logarithme népérien afin d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur et de faciliter les interprétations. Des coefficients sont interprète sous forme d'élasticités. La théorie économique permet de spécifier les relations entre les variables et partant d'expliquer la façon dont certaines variables sont déterminées par d'autres. D'où nous pouvons anticiper les signes.

Section 2 : Présentation des résultats économétriques

Introduction

Afin de mieux comprendre le rôle des institutions (stabilité politique et Contrôle de la corruption) dans la relation dette extérieure et croissance économique .Cette section est subdivisé en trois parties. Le premier modèle se concentre sur les résultats des effets directs des ratios de la dette extérieure sur la croissance économique au Burundi, le second analyse l'effet d'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique au Burundi et le troisième portera sur l'effet d'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption.

III.2.1. Effet direct de la dette extérieure sur la croissance économique

Avant d'estimer le modèle en utilisant l'approche ARDL, il est nécessaire d'effectuer le test de racine unitaire afin d'étudier la stationnarité des variables et leurs degrés d'intégration

III.2.1.1.Test de racine unitaire (stationnarité des variables)

Pour tester la stationnarité d'une série chronologique, il existe plusieurs tests de racine unitaire (DF, ADF, PP, KPSS, …) parmi ces tests, on adopte celui d'ADF (Augmented Dickey and Fuller, 1979), de PP (Phillips & Perron, 1988) qui sont les plus utilisés dans la littérature et celui de Zivot-Andrews (1992) pour tester les ruptures de structures des différentes variables.

Tableau 4: Résultats du test de stationnarité des variables en niveau

	ADF-Test			**PP-Test**			**ZA**		
Variables	T-stat	V.C à 5%	Stationnaire	T-stat	V.C à 5%	Stationnaire	T-stat	V. à 5%	Stationnaire
LPIBRH C & T	-2.938	-0.575	NON	-.3.526	-2,356	NON	-6.793	-5.08	NON
LDEXTPIB C & T	-2,936	-1,931	NON	-3.526	-1.911	NON	-2.800	-5.08	NON
CH C & T	-2.941	7.371	NON	-3.529	0.770	NON	-0.452	-5.08	NON
LOUVCO C & T	-2.936	-2.171	NON	-3.526	-2,453	NON	-5.032	-5.08	NON
TINV C & T	-2.936	-1,950	NON	-3.526	-1.978	NON	-4.572	-5.08	NON
LTINF C & T	-2.936	-4,822	OUI	-3.526	-4,750	OUI	-4.647	-5.08	OUI

Source : Auteur, à partir des résultats de stationnarité avec Eviews 12

V cal : Valeur calculée

V crit : Valeur critique

Les résultats que nous venons de trouver montrent que seule la variable taux d'inflation est stationnaire en niveau au seuil de 5% car sa valeur calculée est inférieure à la valeur critique ; ce qui nous amène d'accepter l'hypothèse nulle ; donc, il y a l'absence de racine unitaire. Par contre, les autres variables ne sont pas stationnaires en niveau parce que la valeur calculée est supérieure à la valeur critique, ce qui veut dire qu'il y a la présence de racine unitaire. Alors on continue de la différentiation des variables pour qu'elles deviennent stationnaires.

Tableau 5 : Résultats du test de stationnarité des variables en différence première

	ADF-Test			**PP-Test**			**ZA**		
Variables	T-stat	V.C à 5%	Stationnaire	T-stat	V.C à 5%	Stationnaire	T-stat	V. à 5%	Stationnaire
LPIBRH C & T	-3.529	-4.893	OUI	-3.529	-4.893	OUI	-10.384	-5.08	OUI
LDEXTPIB C & T	-6.219	-3.540	OUI	-3.529	-5.614	OUI	-10.384	-5.08	OUI
CH C & T	-3.540	-4.601	OUI	-3.529	-10.083	OUI	-10.078	-5.08	OUI
LOUVCO C & T	-8.578	-3.529	OUI	-3.529	-8.578	OUI	-12.044	-5.08	OUI
LTIMV C & T	-7.046	-3.529	OUI	-7.098	-3.530	OUI	-7.691	-5.08	OUI

Source : Auteur, à partir des résultats de stationnarité avec Eviews 12

V cal : Valeur calculée

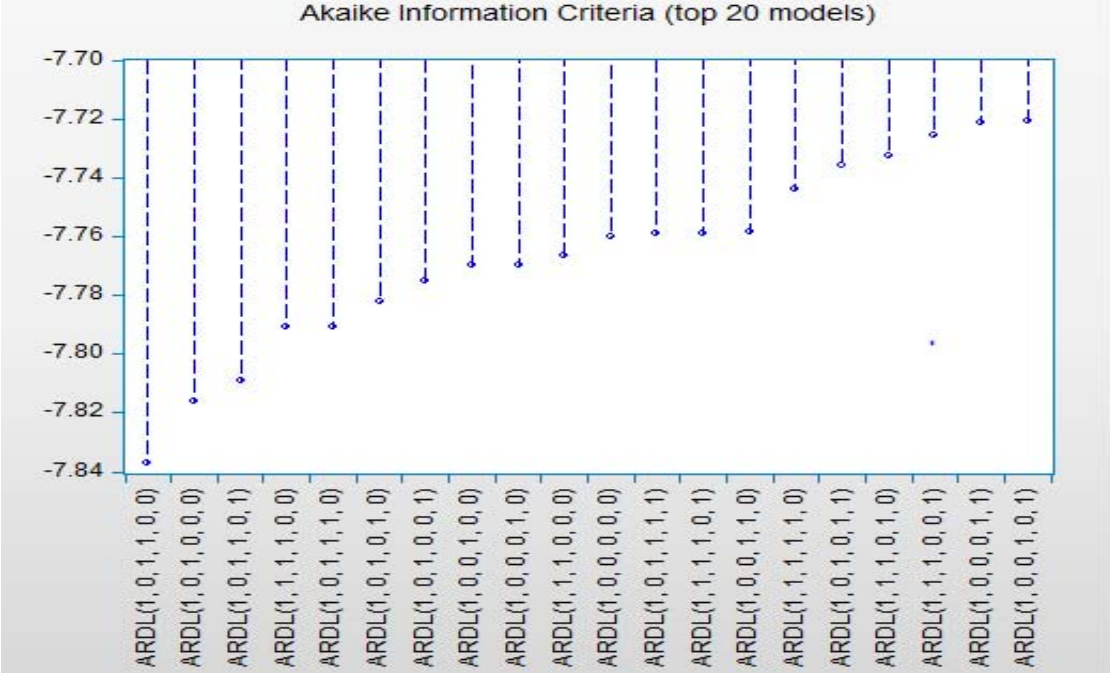
V crit : Valeur critique

A partir des résultats du tableau 4, le test de stationnarité de Dickey- Fuller Augmenté, de Phillips et Perron et de Zivot et Andrews (1992) montrent que toutes les variables présentent des valeurs calculées inférieures aux valeurs critiques ; ce qui prouve qu'il faut accepter l'hypothèse de stationnarité en première différence.

III.2.1.2. Les résultats de la détermination du nombre de retards optimal selon Schwartz

Une condition préalable au test de cointégration est de déterminer la valeur optimale de l'indicateur de cointégration.

Graphique 15 : Valeur graphique SIC



Source : auteur, estimation sur Eviews 12

De par ce graphique, le constat est que la valeur la plus petite du critère d'information de Schuartz équivaut à -7.84. Le nombre de retards optimal dans la présente recherche avec l'application du modèle autorégressif à retards échelonnés confirmé est ARDL (1, 0,1,1,0,0).

III.2.1.3. Résultats du test de cointegration de Pesaran et al. (2001)

Etant donné que certaines des variables ont été différenciées une fois pour garantir la stationnarité l'étude procède donc à un test de limite pour la cointégration afin de vérifier s'il existe une relation à long terme entre les variables. L'intuition qui sous-tend le test de limite est la suivante : si la statistique F est supérieure à la valeur limite supérieure à 1% ou 5%, nous rejetons l'hypothèse nulle qui suppose l'absence de cointégration et déduisons la présence de cointégration, ce qui indique l'existence d'une relation à long terme. Toutefois, la statistique F est inférieure à la valeur de la borne inferieure, nous acceptons l'hypothèse nulle et concluons à l'absence de cointegation.

Tableau 6 : Résultats du test de limite pour la cointegration

Test Statistic	Value	Significance	I (0) Bounds	I (1) Bounds
F-Statistic	10.656	10%	1,85	2,85
K	8	5%	2,11	3,15
		1%	2,62	3,77

Source : Auteur, estimation sur Eviews 12

Les résultats du test de cointégration aux bornes montrent qu'il existe une relation de cointégration entre les variables de ce modèle car la statistique de Fisher F est supérieure à la borne supérieure. Il y a donc possibilité de vérifier la relation à long terme des différentes variables du modèle.

III.2.1.4. Résultats de l'estimation de ARDL à long terme

Les résultats de long terme montrent qu'il y a une relation de long terme entre les variables. C'est à partir de ces résultats de long terme qu'on peut faire des prévisions. Ces résultats de long terme sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau *7*: Résultats d'estimation des coefficients de long terme (LT)

Variable dépendante : PIBRH				
Variables Exogènes	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDEXTPIB	0.050**	0.073	-0.698	0.049
CH	1.529***	0.418	-3.655	0.000
LOUVCO	-0.104	0.132	-0.789	0.435
LTINV	0.234*	0.138	1.695	0.099
LTINF	-0.007*	0.004	-1.780	0.084
C	-87.753*	44.077	-1.990	0.063

III.2.1.5. Résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur

Pour estimer un modèle à correction d'erreur, ARDL (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1) est utilisée, puisque ARDL (1, 1, 0, 0, 0, 0, 0) ne permettrait des transformations en différences des variables sur toutes les variables pour avoir un modèle ECM. Les résultats du modèle à correction d'erreur à partir d'un modèle ARDL (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1) sont présentés dans le tableau 8. Généralement, les résultats du modèle ont confirmé la vitesse d'ajustement, une fois le modèle est en déséquilibre

Tableau 8: Le Modèle à correction d'erreur

Variable dépendante : D(PIBRH)			
Variable Exogène	Coefficient	t-Statistic	Prob.
D(LDEXTPIB)	-0.016	-0.549	0.586
D(CH)	0.031	-0.139	0.982
D(LOUVCO)	0.015	-1.044	0.304
D(TINV)	-0,012	-0.139	0.889
D(LTINF)	-0,021**	-2.974	0.005
CointEq (-1)	-0.604**	-4.999	0.000
R-squard	0.968		
Adjusted r-squard	0.961		
Prob(F-statistics)	0.000**		

Source : Auteur, à partir des résultats du MCE avec Eviews 12

*** : Significative** à 10%

**** :** Significative à 5%

***** :** Significative à 1%

Source : Auteur, à partir des résultats du MCE avec Eviews 12

Le coefficient associé à la force de rappel est négatif (– 0.604) et significativement différent de zéro au seuil statistique de 5%. Sa probabilité égale à 0,000 est inférieure à 0 .05. Il existe donc un mécanisme à correction d'erreur. L'ajustement vers l'équilibre s'effectue à une vitesse d'environ 60.4%. En d'autres termes, un choc lié à la dette extérieure est entièrement résorbé au bout d'une année et sept mois.

Au niveau de la significativité globale du modèle, le coefficient de détermination qui est avec sa valeur de 0.968. Alors il existe une bonne qualité d'ajustement linéaire des nuages des points. Cela signifie que les variables indépendantes expliquent à 96.8% la variable dépendante. Le coefficient de ajusté vaut 0.961. Le nombre des variables explicatives incluses dans le modèle explique le modèle à 96,1%. La statistique de Fisher montre que le modèle est globalement bon avec la significative conjointe des coefficients. Le coefficient de Durbin-Watson montre qu'il y a l'absence d'autocorrélation des erreurs.

A court terme il ressort de ces résultats que seules le taux d'inflation est le principale variable influençant d'une manière significative la croissance économique au Burundi. Il exerce un effet négatif et significatif à court terme. Les autres variables influencent la croissance économique d'une manière non significative.

III.2.1.6. Tests de Diagnostic du modèle ARDL

Pour évaluer les résultats du modèle ARDL, les tests sur les résidus s'effectuent. La normalité des résidus se fait pour juger que si les résidus suivent une loi normale. De même, la spécification du modèle est nécessaire pour vérifier que le modèle est correctement spécifié ou linéaire. L'autocorrélation est testée où l'influence d'une erreur due à une mauvaise spécification d'une période sur l'autre est plausible. Le test de la constante de la variance doit vérifier pour voir si le carré des résidus est expliqué par les variables indépendantes. Pour mieux prévoir, les tests de stabilité sont nécessaires pour combler la série des tests économétriques. Les résultats de ces tests se trouvent dans les tableaux suivants :

Tableau 9: Les résultats des tests sur les résidus

Hypothèse du test	Test	Valeur	Probabilité
Hétérocédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0.98	0.509
Normalité	Jarque-Bera	0,110	0,946
Spécification	Ramsey	0.298	0.77

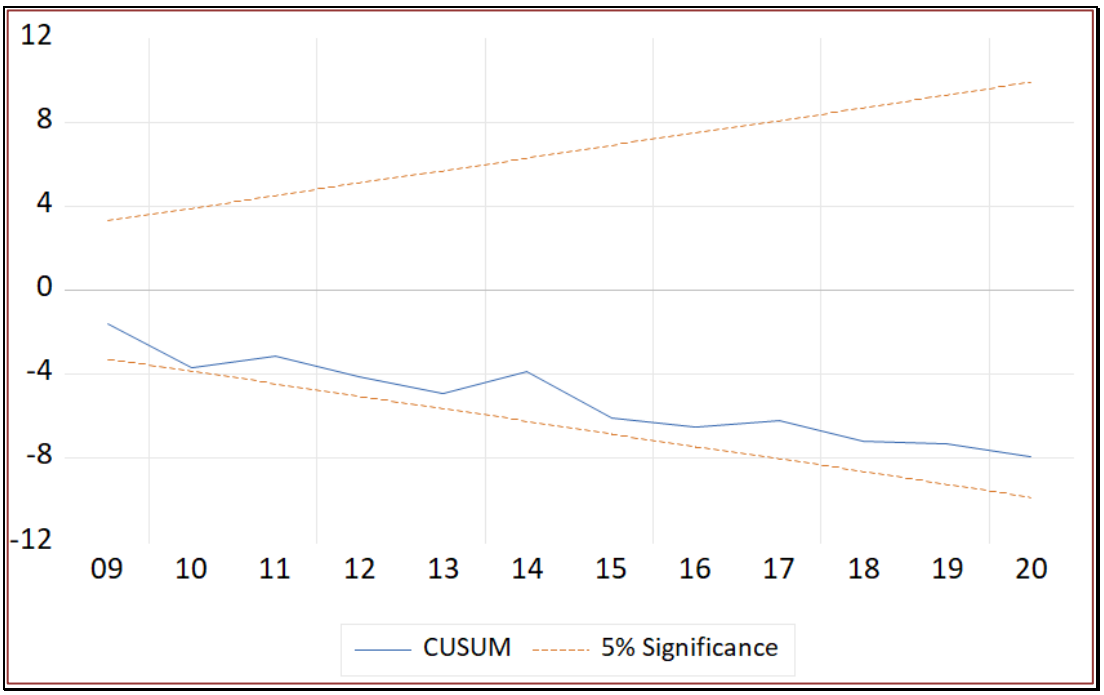
Source : Auteur, à partir des résultats du test sur les résidus avec Eviews 12

Le tableau ci-dessous montre que la probabilité du test d'hétérocédasticité vaut 0,509 supérieure à 5%. Nous constatons le non-rejet de l'hypothèse nulle car la probabilité est non significative ce qui signifie l'absence de l'hétéroscédasticité. Concernant le test de normalité, la probabilité vaut 0.946 qui sont plus élevée à 5%. L'acception de l'hypothèse de normalité des erreurs est confirmée. Pour le test de Ramsay, la probabilité vaut de 0.770 mène vers une acceptation de l'hypothèse nulle ce qui suggère la spécification correcte du modèle.

III.2.1.7. Test de stabilité du modèle

En dernier lieu, nous devons nous assurer de la stabilité des paramètres estimés sur toute la période sous étude. Pour ce faire, nous recourons aux tests du CUSUM et CUSUMSQ. Un simple examen graphique de l'évolution des coefficients du modèle (assortis de leurs intervalles de confiance à plus ou moins deux écart-types) nous permet de conclure qu'il y a stabilité du comportement du taux de croissance du PIB réel par tête sur toute la période en revue.

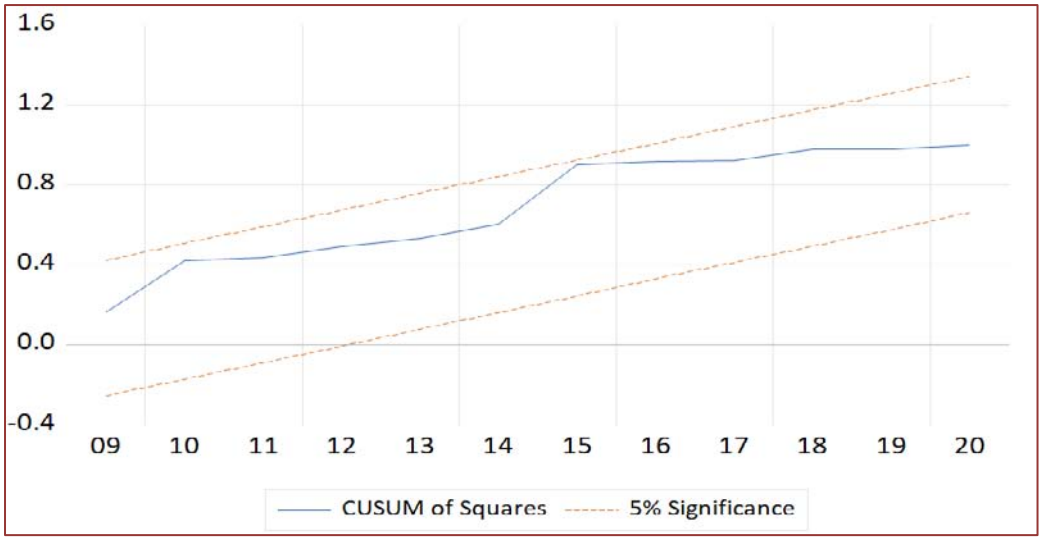
Graphique 16: Test de CUSUM



Source*:* Estimations avec le logiciel Eviews 12

Le constant est que de la courbe CUSUM ne sort pas de l'intervalle de confiance. Donc l'hypothèse de stabilité du modèle est validée en rejetant l'hypothèse d l'instabilité structurelle.

Graphique 17: Test de stabilité de Cusum squares



Source : Estimations avec le logiciel Eviews 12

Le constat est que la courbe CUSUM Squares se trouve dans l'intérieur de l'intervalle de confiance. Il est bon de confirmer donc l'hypothèse de stabilité du modèle en rejetant l'hypothèse de l'instabilité ponctuelle.

III.2.2. Résultats d'estimation des interactions

III.2.2.1. Interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique

Tableau 10 : Interaction entre dette extérieure et la stabilité politique de long terme

Variables exogènes	Coefficient	t-Statistic	Prob.
LDEXTSP	0.075**	0.721	0.000
KH	1.084**	-5.303	0.000
LTINV	0.026	-1.108	0.282
LOUVCO	0.053**	1.662	0.014
LTINF	-0.001	-1.092	0.289
C	7.031***	26.494	0.082

Source : Auteur, à partir des résultats du MCE avec Eviews 12

*** :** Significative à 10%

**** :** Significative à 5%

***** :** Significative à 1%

Les résultats montrent que le coefficient de l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique à long terme est positivement significatif au seuil de 5%. cela veut dire qu'en présence de la stabilité politique, une augmentation de la dette extérieure de 1% entraine une augmentation de la croissance économique de 0.075 %. Un coefficient positif indique qu'une augmentation de la stabilité politique est associée à une hausse de l'effet positif de la dette extérieure sur la croissance économique.

Le capital humain et l'ouverture commerciale à un effet positif et significatif sur la croissance économique au seuil de 1% et de 10%, le taux d'investissement et le taux d'inflation ont des effets négatifs sur la croissance économique et noms significatifs au 5%.

Tableau 11 : Interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique de court terme

Dépendent Variable: D(PIBRH)			
Variables Exogènes	Coefficient	t-Statistic	Prob.
D(LDEXTSP)	0.060**	0.341	0.036
D(KH)	0.620**	-1.830	0.044
D(TINV)	0.014**	-0.839	0.012
D (LOUVCO)	0.057	0.607	0.551
D(LTINF)	-0.021	-2.048	0.156
CointEq (-1)	-0.677**	-2.982	0.008
R-squared	0.805		
Adjusted R-squared	0.611		
S.E. of regression	1.568		
Log likelihood	-37.551		
F-statistic	4.147		
Prob(F-statistic	0.010**		

Source : Auteur, à partir des résultats du MCE avec Eviews 12

*** :** Significative à 10%

**** :** Significative à 5%

***** :** Significative à 1%

D'après les résultats du tableau précédent, le coefficient du terme de correction d'erreur CointEq (-0.677) est de signe négatif et est significatif à 5%. Ce coefficient indique que 67,70% du déséquilibre de long terme sera absorbé en une année et cinq mois, ce qui indique une vitesse élevée d'ajustement à l'équilibre à long terme.

Le coefficient de l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique a un effet positif et significatif à 5% à court terme. Un coefficient positif indique que lorsque la stabilité politique est élevée, une augmentation de la dette extérieure de 1% entraine une augmentation sur la croissance économique de 0.06 % à court terme.

Les résultats du tableau montrent que le capital humain et le taux d'investissement sont positivement et significatif au seuil de 10%, et l'ouverture commerciale et le taux d'inflation ne sont pas significatifs au seuil de 5%.

III.2.2.2. Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption

Tableau 12 : Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption de long terme

Variables Exogènes	Coefficient	t-Statistic	Prob.
LDEXTCC	0.054**	0.219	0.028
CH	1.035***	-4.371	0.000
LTINV	0.020	-0.803	0.432
LOUVCO	0.062**	1.875	0.020
TINF	-0.001	-1.153	0.264
C	6.910***	29.190	0.000

Source : Auteur, à partir des résultats du MCE avec Eviews 12

*** :** Significative à 10%
**** :** Significative à 5%
***** :** Significative à 1%

Les résultats montrent que le coefficient de l'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption est positivement significatif à 10%.Cette dynamique met en avant l'importance d'une bonne gouvernance et d'instituions solides. Lorsque la corruption est maitrisée, la dette peut devenir un moteur de croissance, facilitant des réformes structurelles et une amélioration durable de la productivité.

Tableau 13 : Interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption de court terme

Variables Exogènes	Coefficient	t-Statistic	Prob.
D(LDEXTCC)	0.025	0.51	0.616
D(KH)	0.605***	-1.784	0.092
D(LTINV)	0.014	-0.883	0.389
D(LOUVCO)	0.045	0.741	0.468
D(LTINF)	-0.021***	-2.036	0.057
CointEq(-1)	-0.458**	-2.915	0.009
R-squared	0.853		
Adjusted R-squared	0.609		
S.E. of regression	1.573		
Sum squared resid	22.272		
Log likelihood	-34.029		
F-statistic	3.493		
Prob(F-statistic)	0.031**		

Source : Auteur, à partir des résultats du MCE avec Eviews 12

*** :** Significative à 10%

**** :** Significative à 5%

***** :** Significative à 1%

D'après les résultats du tableau précédent, le coefficient du terme de correction d'erreur CointEq (-0.458) est de signe négatif et est significatif à 5%. Ce coefficient indique que 45.85% du déséquilibre de long terme sera absorbé en deux ans et 5 mois, ce qui indique une vitesse élevée d'ajustement à l'équilibre à long terme.

Le coefficient de l'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption est positivement et non significatif à 10% à court terme. Un coefficient positif indique que lorsqu'il y a un bon contrôle de la corruption, une augmentation de la dette extérieure peut avoir un effet positif sur la croissance économique à court terme. Cela signifie que les fonds empruntés sont investis dans des projets productifs, améliorant ainsi rapidement les infrastructures et les services.

III. 3. Discussions des résultats

III.3.1. Discussion sur les résultats de long terme

Les résultats à long terme selon le modèle ARDL montrent que la dette extérieure, la variable interactive entre la dette extérieure et la stabilité politique, et la variable interactive entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption sont les principales variables influençant la croissance économique avec des coefficients positifs et statistiquement significatifs. Les résultats établissent une relation positive entre la dette extérieure, la variable interactive entre la dette extérieure et la stabilité politique, la variable interactive entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption et la croissance économique.

En effet, une augmentation de 1% de la dette extérieure par rapport au PIB est associé à une augmentation de 0.050% de la croissance économique .Cela indique une relation positive, suggérant que la dette extérieure peut contribuer à la croissance économique sur le long terme, mais avec un impact relativement faible. Intuitivement, une augmentation de la dette extérieure entrainera une augmentation des investissements et infrastructures par le biais de l'emprunt. Ce résultat est cohérent avec les travaux empiriques de Faye et Thiam (2015).

Le résultat révèle également qu'une augmentation d'une variable d'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique est associée à une augmentation de 0.060% de la croissance économique à long terme. Cela signifie que lorsque la stabilité politique est élevée. L'effet de la dette extérieure sur la croissance économique est amplifie. Intuitivement, la stabilité politique crée un environnement favorable pour l'utilisation efficace de la dette extérieure. Ce résultat est en accord avec les conclusions de Salawu et al. (2018),Babatunde et Adefabi (2022), Khan et al. (2020),

Le résultat révèle également qu'une augmentation de la qualité du contrôle de la corruption, combinée à une augmentation à une augmentation de la dette extérieurement associée à une augmentation de 0,054% de la croissance économique à long terme.Cela suggère que l'effet de la dette extérieure sur la croissance est renforce lorsque les mesures de contrôle de la corruption sont efficaces pour tirer pleinement parti des avantages de la dette extérieure. Ce résultat est en accord avec les conclusions de Khan et al. (2020).

En comparant les coefficient du modèle à effet direct et ceux du modèle des variables interactive entre la dette extérieure et la qualité des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption).

Les résultats nous montrent que les coefficients du modèle des interactions entre la dette extérieure et la stabilité politique ,et la dette extérieure et le contrôle de la corruption sont de 0.075 et 0,054 ,ont un effet plus élevés par rapport au coefficient du modèle à effet direct de 0.050 sur la croissance économique.

III.3.2. Discussion sur les résultats de court terme

Les résultats de court terme pour le modèle à effet direct confirment que le modèle à correction d'erreur est valide. La force de rappel selon le modèle ARDL est négative (-0,604) associée avec une probabilité inférieure à 5%. Cela indique que 60% du déséquilibre sera absorbé à long terme, dans une année et sept mois. Ce qui conduit de confirmer que la relation de long terme est stable. . Ce qui corrobore avec les résultats trouvés par les autres chercheurs comme Kumar et Woo (2010), Akinlo (2020). Ce résultat répond correctement aux attentes à priori.

La dette extérieure n'a pas d'effet sur la croissance économique, comme le prouvent les résultats de l'estimation, son coefficient est négatif (-0,016) .En d'autres termes, une augmentation de la dette extérieure d'un point (1%), entraîne une baisse de la croissance économique de 0.016%. Comme la dette totale augmente plus vite que la source essentielle de revenu extérieur de l'économie, le pays rencontre des difficultés à s'acquitter de ses obligations futures au titre de la dette. Ces résultats correspondent avec ceux de plusieurs auteurs notamment, oduro et Adjei, 2021, Akinlo (2020). Ainsi, l'emprunt ne profite pas et pire, il constitue un impôt sur la génération futur qui paiera une dette qu'il n'a pas contractée.

Le coefficient associé au terme d'erreur (ECT) de l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique est négatif (-0.677).Cela veut dire que 67.7% du déséquilibre de long terme sera absorbé à long terme, dans une année et cinq mois. Ce qui conduit de confirmer que la relation de long terme est stable.

Les résultats révèlent également qu'une augmentation de 1% de l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique est associée à une augmentation de 0.061% de la croissance économique. Cela signifie que lorsque la stabilité politique est assurée, la dette extérieure peut avoir un impact bénéfique sur la croissance économique, peut être en facilitant l'investissement et l'accès aux marchés internationaux. Ce résultat est en accord avec les conclusions de Salawu et al. (2018), Babatunde et Adefabi (2022), Khan et al. (2020).

Les résultats montre qu'en présence du contrôle de la corruption, le coefficient associé au terme d'erreur de l'équation de la croissance (ECT) est négatif (-0.458), indique qu'on arrive à ajuster 45.8% du déséquilibre de long terme sera absorbé à long terme, dans deux ans et cinq mois.

Les résultats révèlent également qu'une augmentation de 1% de l'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption est associée à une augmentation de 0.025% de la croissance économique. Cela signifie que lorsque le contrôle de la corruption s'améliore, l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique se renforce, il est relativement faible, suggérant que l'interaction n'est pas le principal moteur de la croissance à court terme. Ce résultat est en accord avec les conclusions de Khan et al. (2020), Mughal et al. (2021),

En comparant les coefficient du modèle avec les variables interactives entre la dette extérieure et la qualité des institutions (stabilité politique et contrôle de la corruption) et le modèle à effet direct à court terme ,nous remarquons que les coefficients des interactions entre la dette extérieure et la stabilité politique ,et la dette extérieure et le contrôle de la corruption sont de 0.060 et 0,025 ,ont un effet plus élevés par rapport au coefficient du modèle à effet direct de(-0.016) sur la croissance économique.

Conclusion du troisième chapitre

Le troisième chapitre est consacré à la modélisation économétrique de l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique en premier lieu et il examine aussi l'effet de la qualité des institutions sur cette relation entre la dette extérieure et la croissance économique. L'étude a utilisé des données annuelles allant de 1980 à 2020 dans le cadre ARDL. Les résultats du test de racine unitaire ont établi un mélange de séries I (0) et I (1). Les résultats du test ont confirmé la cointégration, ce qui indique l'existence d'une relation à long terme. Les résultats à long terme suivant le modèle ARDL ont révélé que la dette extérieure a un effet positif sur la croissance économique à long terme, et à court terme, la dette extérieure a un effet négatif et non significatif.

Avec les effets des interactions, les résultats établissent une relation positive et significative des coefficients de l'interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique sur la croissance économique à court terme et long terme, aussi les résultats établissent également une relation positive et significative du coefficient d'interaction entre la dette extérieure et le contrôle de la corruption à long terme et non significative à court terme. En comparant les coefficients du modèle à effet direct, les coefficients des modèles avec les interactions sont élevés à court et long terme par rapport à ceux du modèle à effet direct.

CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS, ET LIMITES

Conclusion générale

A partir du début de ce travail, l'objectif général était d'analyser en premier lieu l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique au Burundi, et en deuxième lieu le rôle que jouent les institutions sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique sur une période allant de 1980 à 2020. A cet égard, nous avons gardé une cohérence entre les résultats théoriques et empiriques.

La problématique des institutions et de l'endettement est au cœur de tous les programmes du développement. A cet effet, il est reconnu qu'une meilleure qualité institutionnelle est indispensable pour atteindre cet objectif. Il s'agissait de savoir le rôle que joue la qualité des institutions sur la relation dette extérieure-croissance économique au Burundi. A partir de la question centrale, deux questions spécifiques ont été menées dont le premier est de savoir si la dette extérieure a un effet direct sur la croissance économique. Ainsi, le second est de savoir si les institutions (Stabilité politique et le contrôle de la corruption) contribuent à accroitre significativement la relation entre la dette extérieure et la croissance économique.

Dans la littérature théorique, nous avons traité la revue de la littérature théorique et empirique sur la dette extérieure, les institutions et la croissance économique selon différents courants de pensées ainsi que la corrélation entre ces variables. Pour les keynésiens, l'endettement n'occasionne pas de charges ni pour les générations futures ni pour des générations actuelles du fait des investissements qu'il génère. Dans cette approche, l'endettement entraînant la relance de la demande provoque par l'effet accélérateur une hausse plus proportionnelle de l'investissement, qui à son tour incite une hausse de la production. Par contre, les classiques considèrent l'endettement comme un impôt futur et l'imputent à l'Etat. C'est une connotation négative car selon eux, l'endettement public défavorise l'accumulation du capital et la consommation des générations présentes et futures.

Aussi, toutes les études théoriques sur le rapport entre la dette extérieure et la croissance sont largement centrées sur les effets négatifs du surendettement. La théorie du surendettement (ou Debt overhang) suggère que les emprunts extérieurs, au-delà d'un certain seuil, ont des effets pervers sur la croissance économique. Cela signifie que les emprunts supplémentaires vont décroître la probabilité de rembourser.

En outre, l'endettement est lié à un déséquilibre. Suivant les cas, il s'agit du déséquilibre épargne-investissement; du déficit budgétaire et du déficit de la balance courante .Pour les classiques, ils rejettent la nécessité de l'emprunt car ils l'assimilent à un impôt futur et ils imputent à l'Etat une connotation négative

L'analyse empirique a suivi une approche méthodologique. La technique d'estimation du modèle autorégressif à retards échelonnés est présentée. Les tests de stationnarité montrent que les variables utilisées sont stationnaires en différences premières sauf le taux d'inflation qui devient stationnaire à niveau. Le test de cointégration confirme la relation de cointégration entre les variables.

La fragilité de l'économie Burundaise et les problèmes d'endettement liés à sa très faible capacité de remboursement et à l'accumulation de la dette sont manifestés. Tous les facteurs mis ensemble, ce sont les investissements et le développement du capital humain qui constituent le moteur de la croissance alors que le pays profite peu de son ouverture commerciale. Le coefficient du ratio de la dette extérieure par rapport au PIB montre qu'il existe un réel problème d'endettement lié à son emploi et à sa coordination. Ainsi, l'engagement à reconstruire la crédibilité est l'un des principaux défis du pays. Mais avec tous les atouts possibles dont dispose le Burundi, il suffit d'une gestion efficace et un renforcement des capacités institutionnelles ainsi que la bonne gouvernance pour permettre à ce pays de se hisser dans les prochaines années au niveau des pays proches du vrai décollage économique.

Les résultats de court terme montrent que les modèles à correction d'erreur du modèle à effet direct de l'effet de la dette extérieure, des variables interactives entre la dette extérieure et la stabilité politique et la dette extérieure et le contrôle de la corruption sur la croissance économique sont validés. Avec les valeurs de la force de rappel qui sont négatives (-0.604,-0.677,-0.458), et sont significatives. L'encours de la dette extérieure au PIB, le capital humain, l'ouverture commerciale, le taux d'investissement ont des effets positifs et non significatifs sur la croissance économique à court terme, du modèle

Par rapport aux résultats de court terme, pour ceux de long terme, l'ouverture commerciale et le taux d'inflation influencent négativement et significativement la croissance économique pour le taux d'inflation mais non significatif pour l'ouverture commerciale.

Ce qui précède, la dette extérieure au PIB, le taux d'investissement public, le capital humain et le taux d'investissent influencent positivement et significativement la croissance économique au seuil de 5% et 10%. Les résultats de court et long terme nous conduisent de répondre à la question centrale de savoir si la structure du financement par la dette extérieure au Burundi influence la croissance économique.

Partant de ces résultats, il nous permet de conclure la première hypothèse qui stipule que «La dette extérieure a un effet direct positif sur la croissance économique». la dette extérieure influence positivement et non significativement la croissance économique à court est confirmée et à long terme est infirmée, La deuxième hypothèse selon laquelle la stabilité politique augmente l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique au Burundi à court terme et long terme est infirmée, cela s'explique qu'en présence de la stabilité politique, la dette extérieure influence positivement et non significativement la croissance économique à court et long terme .Cette hypothèse est infirmée.

La troisième hypothèse qui montre que le contrôle de la corruption augmente l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique à court terme et à long terme est confirmée. Cela s'explique qu'en présence du contrôle de la corruption, la dette extérieure influence positivement et non significativement la croissance économique à court et long terme**.** Pour évaluer le modèle ARDL, le recours aux tests robustesses du modèle ARDL est effectué. Les résultats de ces tests deviennent valables.

Recommandations

A la lumière des résultats trouvés aussi bien dans l'analyse descriptive que dans l'analyse empirique, nous pouvons formuler certaines recommandations permettant d'envisager des politiques qui militent en faveur d'un endettement soutenable et d'une croissance soutenue :

(i) Renforcer les institutions publiques pour assurer une meilleure gestion des ressources et des projets financés par la dette extérieure.

(ii) Renforcer les institutions démocratiques et les mécanismes de gouvernance pour assurer une stabilité politique durable.

(iii) Adopter des politiques économiques qui maintiennent la stabilité macroéconomique, notamment en contrôlant l'inflation et en équilibrant le budget.

(iv) Mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer l'environnement des affaires et attirer des investissements étrangers.

A la fin de ce travail, nous ne prétendons pas avoir épuisé tous les contours d'un sujet aussi vaste et pertinent qu'est l'effet de l'endettement extérieur et croissance économique au Burundi. Nous invitons d'autres chercheurs à nous compléter en tenant compte des éventuelles lacunes et en arrivant sur les aspects du sujet dont nous n'aurions pas pu faire une ascèse dans le présent travail.

Limites

Notre travail se réalise en toute plénitude mais les limites dans l'accomplissement de ce travail qui pourraient constituer des pièges pour les recherches suivantes dans l'approfondissement de cette étude ne peuvent pas manquer, nous pouvons présenter certains problèmes.

- La première limite de cette étude est que des données annuelles ont été utilisées pour étendre la période à court terme, alors que des données trimestrielles auraient pu capturer la véritable dynamique à court terme. Une direction pour les recherches futures consiste à utiliser les techniques actuelles ou des techniques alternatives (par exemple, les fonctions de réponse impulsionnelle) pour analyser les effets à court terme de manière plus approfondie.
- Une autre limite de ce travail est liée à l'indisponibilité de données complètes sur quelques variables comme par exemple les données sur le service de la dette extérieure. Ce qui m'a poussé de retirer cette variable.
- La dernière limite de mon analyse concerne particulièrement la disponibilité et la qualité des données relatives aux institutions pour la période d'étude choisie. Cela pourrait influencer les résultats et leur interprétation.

De toutes ces limites évoquées, nous attendons innocemment toutes les remarques pour l'importance et l'enrichissement de notre travail pour les études ultérieures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Abubakar, S. (2020). Institutional quality and economic growth: Evidence from Nigeria.African journal of Economic Review,8(1). https://www.ajol.info/index.php/ajer/article/view/192194.
2. Acemoglu, D. & A. Robinson, J. (2010). Why Africa is Poor? Economic History of Developing Countries, 25(1), 21–50. doi: 10.1080/20780389.2010.505010.
3. Acemoglu, D. & Robinson, J. (2010). The Role of Institutions in Growth and Development. Review of Economics and Institutions, 1(2), 1-33. Doi: 10.5202/rei.v1i2.1.
4. Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J. A. (2005). Institutions As a Fundamental Cause of Long-Run Growth, in Durlauf, P. A. & S. N. (ed.) Handbook of Economic Gmwth. 386–472. doi: l0.l016/Sl574-0684(05)01006-3.
5. Adedeji A., (1991), « Dette : Afrique étranglée », Jeune Afrique Economie, Rapport annuel sur l'état de l'Afrique, Numéro spécial du 25 juillet
6. Andreas Bergh, Irina Mirkina & Therese Nilsson (2014) Globalization and Institutional Quality—A Panel Data Analysis, Oxford Development Studies, 42:3, 365-394, DOI: 10.1080/13600818.2014.884555.
7. Avid T. Coe & Elhanan Helpman & Alexander W. Hoffmaister, 2008. "International R&D Spillovers and Institutions," NBER Working Papers 14069, National Bureau of Economic Research, Inc.
8. BAD&FAD (2005), « Burundi - Document relatif a l'approbation de l'initiative PPTE-Point de décision au titre de l'initiative PPTE renforcée »
9. Baïlo D. (2007), « Dette extérieure, croissance et du développement économique de la Guinée ». Étude présentée à la conférence économique africaine du 15 au 17 novembre
10. Bara, H. A., & Baar, A. (2024). Energy Transition and Sustainable Development in Algeria: The Challenges of Green Economy. Finance & Business Economies Review, 8(1).
11. Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross-section of countries, Quarterly Journal of Economics, 106(2), 407-443.
12. Barungi, B. M. et Atingi M. (2002), «Growth and Foreign Debt: the Ugandan Experience», Washington, D.C, IMF
13. Batuo, M. E. & Fabro, G. (2009). Economic Development, Institutional Quality and Regional integration: Evidence from Africa Countries. MPRA paper (19069).

14. Bhattacharya, R et Clements, B., (2004), « Quels sont les bienfaits de l'allégement de la dette ? », Finances et développement. Bougouin A.-S. et M. Raffinot(2002), « L'initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté », in CLING J.-P., Razafindrakoto M. et F. Roubaud (Dir.), Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, Economica, Paris
15. BRB, Rapports annuels et Bulletins mensuels (1980-2020)
16. CCFD (2003), « Les nouvelles de la dette », Dette et développement n°8, Spécial G8, Paris
17. Chala Amante Abate (2022) the relationship between aid and economic growth of developing countries: Does institutional quality and economic freedom matter? Cogent Economics & Finance, 10:1, DOI: 10.1080/23322039.2022.2062092.
18. Chang, H. (2011). Institutions and economic development: theory, policy and history. Journal of Institutional Economics, 7(4), 473–498. doi: 10.1017/S1744137410000378.
19. Chavance, B. (2008). Institutional economics. Routledge.
20. Clements et al.(2003), «External Debt, Public Investment and Growth in Low-incomes countries», IMF Working Paper WP/03/249, December
21. Dalila Nicet-Chenaf & Ines Trojette, 2019. "Introduction - Le rôle des institutions dans la croissance économique en Afrique," Region et Developpement, N° 50-2019, LEAD, Universite du Sud - Toulon Var, vol. 50, pages 5-13.
22. DEPARTEMENT AFRIQUE DU FMI (2009), « Burundi : alimentation, santé et éducation profiteront de l'allégement de la dette », Bulletin du FMI. Dickey D.A. et Fuller W.A. (1979), «Distribution of the estimators for autoregressive time series with a Unit Root», Journal of the American Association
23. DiVita, Giuseppe, Political Corruption and Legislative Complexity: A Macroeconomic Analysis (January 8, 2017). Paper presented at the Annual Meeting of American Economic Association, Chicago (IL) January 6-8, 2017, and Available at SSRN: https://ssrn.com/abstract=2911483 or http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2911483.
24. E. L. Glaeser and R. E. Saks, “Corruption in America,” SSRN Electron. J., p. 2005, 2005, doi: 10.2139/ssrn.599042.
25. Effiong, E. (2015). The Role of Institutions and Governance on Economic Performance in Selected sub-Saharan African Countries. M.Sc Dissertation. Department of Economics, Faculty of The Social Sciences, University of Nigeria, Nsukka.

26. Égert, B. (2015). Public debt, economic growth and nonlinear effects: Myth or reality? Journal of Macroéconomiques, 43, 226-238.
27. Eggertsson, G. B., & Krugman, P. (2012). Debt, deleveraging, and the liquidity trap: A Fisher-Minsky-Koo approach. The Quarterly Journal of Economics, 127(3), 1469-1513.
28. Eicher, T. & Leukert, A. (2006). Institutions and Economic Performance: Endogeneity and Parameter Heterogeneity. Munich Discussion Paper, No. 2006-5. Available at: http://epub.ub.uni-muenchen.de/775/.
29. Elbadawi et al. (1997), "Debt Overhang and Economic Growth in Sub-Saharan Africa", In Zubair Iqbal and Ravi Kanbur (eds), External Finance for Low Income Countries, pp. 49-76, Washington: IMF.
30. Fabrice Nguegang & Luc Nembot ndeffo & Germain Ndjieunde, 2019. "L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions," Region et Developpement, LEAD, Université du Sud - Toulon Var, vol. 50, pages 45-65. (17). Fabro, G. & Aixalá, J. (2009). Economic Growth and Institutional Quality: Global and Income-Level Analyses. Journal of Economic Issue, 43(4), 997–1023. doi: 10.2753/JEI002.
31. Fatma Mrad & Nourhen Bouaziz, 2018. "Les effets de la qualité des institutions sur l'innovation. Analyse à l'échelle macroéconomique des pays," Innovations, De Boeck Université, vol. 0(3), pages 137-164.
32. Fayissa, B. & Nsiah, C. (2013). The Impact of Governance on Economic Growth in Africa the Impact of Governance On. The Journal of Developing Areas, 47(1), 91– 108. Doi: https://doi.org/10.1353/jda.2013.0009.
33. Field, J. E., & Freeman, C. J. (1981). Strength and fracture properties of diamond. Philosophical Magazine A, 43(3), 595-618.
34. FMI (2002), «Assessing Sustainability», Policy development and review department
35. FMI& IDA (2009), « Burundi - PPTE renforcée: Document du point d'achèvement et IADM », Washington D.C
36. Idrissa Yaya Diandy & Alioune Badara Seck, 2021. "Infrastructures physiques et croissance économique en Afrique de l'Ouest: Le rôle des institutions," African Development Review, African Development Bank, vol. 33(1), pages 154-165, March.
37. Ioannou, I et Akitoby, B (2009), « Burundi : alimentation, santé et éducation profiteront de l'allégement de la dette », Bulletin du FMI

38. Kamikazi, J. (1999), « La soutenabilité de la politique budgétaire au Burundi », RIDEC, Bujumbura.
39. Kasekende, E. (2016). Financial innovation and money demand in Sub-Saharan Africa.
40. Kaufmann, D., Kraay, A. & Mastruzzi, M. (2011). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. Hague Journal on the Rule of Law, 3(2), 220–246. doi: 10.1017/S1876404511200046.
41. Keho, Y. (2006), « Cointégration et Modèles à Correction d'Erreur, de la théorie à la pratique » (Note Pédagogique)
42. Klein, T.M. (1994), «External debt Management», World Bank Technical paper N°245, Washington DC.
43. Mabushi, E. et al. (2009), « Croissance du Burundi : La nécessité d'une performance de longue durée et stable », in Rompre le cercle vicieux, BM, Washington DC
44. Mama, A. T. (2008). On the maturity structure of foreign debt contracts in emerging countries. Choice of contract maturity with applications to international and mortgage lending, 62-89.
45. Merckaert, J. (2006), « Dix ans après le lancement de l'initiative PPTE : Evaluation critique du traitement de la dette par le G8 », Dette&Développement
46. MPDRN, Rapports sur l'Economie Burundaise (1980-2010)
47. N'Garesseum, D.K.T (2005), « Dette extérieure et croissance économique en Côte d'Ivoire », BUPED N° 63
48. North, D. C., & North, D. C. (1992). Transaction costs, institutions, and economic performance (pp. 13-15). San Francisco, CA: Ics Press.
49. Olsson, O., & Hibbs Jr, D. A. (2005). Biogeography and long-run economic development. European Economic Review, 49(4), 909-938.
50. Raffinot, M. (1998). Soutenabilité de la dette extérieure. Document de travail DT/98/01.
51. Vallée, G. (1999). Pluralité des statuts de travail et protection des droits de la personne: quel rôle pour le droit du travail? Relations industrielles, 54(2), 277-312.
52. Villeroy de Galhau, F. (2016). Constructing the possible trinity of innovation, stability and regulation for digital finance. Financial Stability Review, (20), 5-13.
53. Woodford, M. (1990). Public debt as private liquidity. The American Economic Review, 80(2), 382-388

ANNEXES

Annexe 1 : Les données utilisées dans la regression multiple

Année	lPIBRH	lDEXTPIB	LOUVCO	lTINV	CH	TINF	SP	lDEXTSP	CC	lDEXTCC
1980	5,87965	2,374226	2,95161	2,63087	1,1	2,49852				
1981	5,95401	2,334367	2,85478	2,60752	1,1	12,16739				
1982	5,91889	2,586584	3,08947	2,71687	1,1	5,868096				
1983	5,92873	2,852466	3,02564	2,96077	1,11	8,151231				
1984	5,90609	2,973926	2,96818	2,86722	1,11	14,31687				
1985	5,99587	3,130819	2,9124	2,66061	1,12	3,804287				
1986	6,0091	3,324715	2,99204	2,63766	1,12	1,675676				
1987	6,03991	3,570607	2,9198	3,06876	1,12	7,113238				
1988	6,06712	3,561147	2,90911	2,71537	1,13	4,486798				
1989	6,06139	3,652187	2,75966	2,80735	1,13	11,6616				
1990	6,07551	3,637936	2,8281	2,72413	1,13	7,00217				
1991	6,10422	3,649651	2,88499	2,70121	1,14	8,996939				
1992	6,08812	3,703047	2,7948	2,32164	1,14	1,823333				
1993	6,05695	3,804823	2,6711	2,40699	1,15	9,679347				
1994	6,01229	3,900213	2,75429	1,93895	1,16	14,85281				
1995	5,86963	4,012908	2,95192	1,86299	1,16	19,26325				
1996	5,78663	4,069067	2,272	2,12408	1,17	26,43678	-2.1167488	-16,3249	-.68063486	-5,24922
1997	5,77172	4,028901	2,5189	1,80777	1,18	31,11159	-2.2071406	-15,4908	-.68119231	-4,78096
1998	5,79948	4,030767	2,51071	1,91274	1,18	12,50041	-2.2975323	-16,9057	-.68174976	-5,01645
1999	5,76562	4,068964	2,26626	1,7724	1,19	3,385424	-2.1558015	-16,258	-.753227	-5,68045
2000	5,73659	4,053123	2,30647	1,02286	1,2	24,43202	-2.0140708	-15,3554	-.82470423	-6,28758
2001	5,73219	4,003634	2,22025	1,497	1,21	9,296188	-2.1494216	-16,7367	-.79230058	-6,16932
2002	5,74776	4,079525	0,92753	1,37338	1,22	-1,36568	-2.2847724	-18,4301	-.75989693	-6,12972
2003	5,70407	4,181898	2,34489	2,0629	1,22	10,64746	-2.2448313	-17,7304	-.87415302	-6,90436

2004	5,71413	4,141784	2,59437	2,33671	1,23	8,176429	-2.5227597	-19,3388	-.97840488	-7,50017
2005	5,68609	4,079868	2,89051	2,9069	1,24	13,25207	-1.523378	-11,4681	-.95718044	-7,2057
2006	5,70301	4,090335	3,15766	2,84567	1,25	2,74542	-1.4277735	-10,4185	-1.1015036	-8,03767
2007	5,70023	4,083599	3,09801	2,69372	1,26	8,412063	-1.3779252	-10,1031	-1.1669849	-8,55648
2008	5,70658	4,022239	3,4192	2,58844	1,27	24,40695	-1.6364983	-10,9827	-1.0882324	-7,30325
2009	5,69322	3,156393	3,20539	2,91099	1,28	10,55544	-1.2714427	-7,9426	-1.1325612	-7,07502
2010	5,69639	3,128722	3,38543	2,80096	1,29	6,493266	-1.6259594	-9,35335	-1.1689001	-6,72411
2011	5,7005	3,063371	3,52632	2,73734	1,3	9,592166	-1.8072004	-10,3526	-1.2083711	-6,9222
2012	5,70871	3,112712	3,54164	2,69627	1,31	18,16105	-1.7047381	-9,68588	-1.4686063	-8,34424
2013	5,72127	3,088889	3,60728	2,59674	1,32	7,937958	-1.3502775	-7,72427	-1.4261138	-8,1581
2014	5,72934	3,063267	3,55468	2,66723	1,34	4,405352	-.78440714	-4,45752	-1.2678347	-7,20468
2015	5,66767	3,005576	3,48253	2,51286	1,35	5,544689	-1.9374461	-11,1437	-1.286792	-7,4013
2016	5,64536	2,973877	3,33624	2,2361	1,36	5,55769	-1.9643751	-11,5493	-1.2783219	-7,51571
2017	5,62748	2,975123	3,4171	2,19545	1,38	16,05254	-2.002574	-11,8429	-1.3192376	-7,80174
2018	5,61361	2,922531	3,50269	2,40725	1,39	-2,8147	-1.5702186	-9,35278	-1.4780667	-8,80389
2019	5,59893	2,970159	3,53578	2,50659	1,4	-0,68677	-1.6249934	-9,99569	-1.4968066	-9,20719
2020	5,57353	3,024524	3,36896	2,43166	1,42	7,321106	-1.5423148	-9,73067	-1.5629492	-9,86086
2021	5,54673	3,009455	3,28956	2,34985	1,34	6,45676	-1,49346	-9,5457	-1,51987	-9,65879
2022	5,49578	2,485945	2,34578	2,18793	1,29	5,67895	-1,3488	-9,4599	-1,49824	-9,45678

Annexe 3 : Estimation du Modèle 1 à court terme et long terme

Estimation à Court terme

ARDL Cointegrating And Long Run Form
Dependent Variable: LPIBRH
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 1, 0, 0)
Date: 11/27/24 Time: 11:36
Sample: 1980 2020
Included observations: 40

Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDEXTPIB)	-0.016648	0.030298	-0.549479	0.5865
D(CH)	0.031542	0.518544	-0.022258	0.9824
D(LTINV)	-0.012627	0.018826	-0.139534	0.8899
D(LOUVCO)	0.015846	0.015173	-1.044312	0.3042
D(TINF)	-0.021758	0.000591	-2.974239	0.0055
CointEq(-1)	-0.604440	0.040894	-4.999247	0.0000

Estimation à Long Terme

Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDEXTPIB	0.050996	0.073005	-0.698523	0.0499
CH	1.529990	0.418568	-3.655291	0.0009
LTINV	0.234665	0.138412	1.695409	0.0997
LOUVCO	-0.104367	0.132128	-0.789897	0.4354
TINF	-0.007545	0.004237	-1.780966	0.0844
C	7.644935	0.570110	13.409590	0.1912

Annexe 4 : Interaction entre la dette extérieure et la stabilité politique à court terme

ARDL Cointegrating And Long Run Form
Dependent Variable: LPIBRH
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 0, 1, 0)
Date: 11/27/24 Time: 12:13
Sample: 1980 2020
Included observations: 25

Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DEXTSP)	0.060973	0.002849	0.341610	0.0368
D(CH)	0.620867	0.339270	-1.830010	0.0448
D(LTINV)	0.014061	0.016745	-0.839699	0.0127
D(LOUVCO)	0.057593	0.012493	0.607777	0.5514
D(TINF)	-0.021917	0.000448	-2.048167	0.1563
CointEq(-1)	-0.677971	0.160283	-2.982043	0.0084

Interaction entre dette extérieure et stabilité politique à long terme

Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEXTSP	0.075144	0.007132	0.721235	0.0006
CH	1.084734	0.204515	-5.303929	0.0001
LTINV	0.026523	0.023918	-1.108891	0.2829
LOUVCO	0.053157	0.031972	1.662625	0.0147
TINF	-0.001249	0.001144	-1.092397	0.2899
C	7.031920	0.265411	26.494485	0.0822

Annexe 5 : Interaction entre dette extérieure et le contrôle de la corruption sur le PIBHA a court terme

ARDL Cointegrating And Long Run Form
Dependent Variable: LPIBRH
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 1, 0, 0)
Date: 11/27/24 Time: 12:25
Sample: 1980 2020
Included observations: 25

Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DEXTCC)	0.025727	0.011208	0.510932	0.6160
D(CH)	0.605416	0.339306	-1.784280	0.0922
D(LOUVCO)	0.045101	0.013618	0.741760	0.4684
D(LTINV)	0.014644	0.016575	-0.883501	0.3893
D(TINF)	-0.021925	0.000454	-2.036603	0.0576
CointEq(-1)	-0.458533	0.157250	-2.915945	0.0096

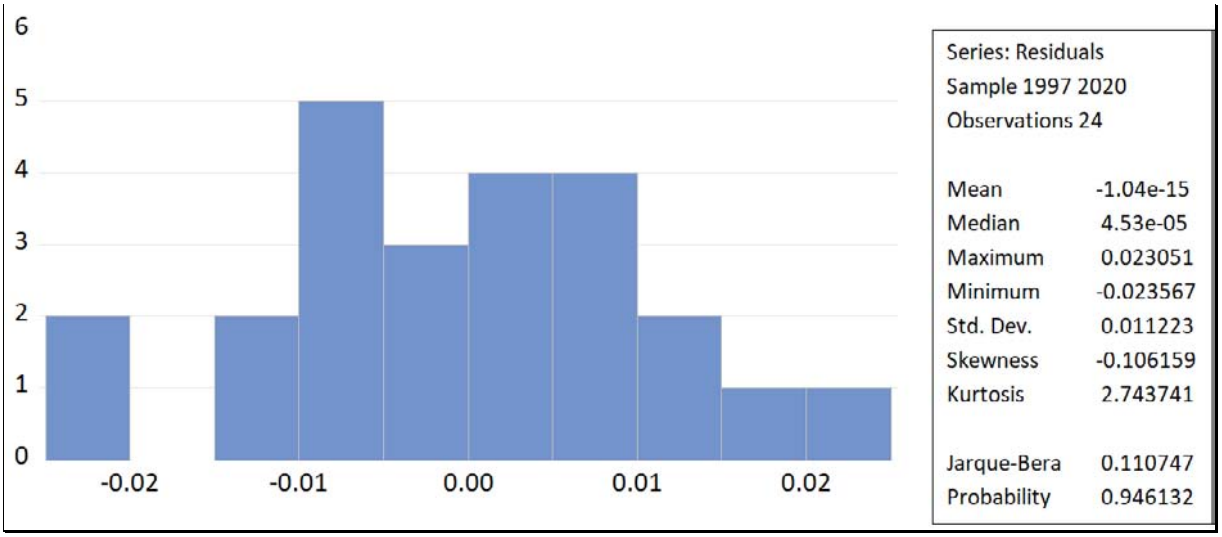
Interaction entre dette extérieure et le contrôle de la corruption sur le PIBHA à long terme

Long Run Coefficients

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEXTCC	0.054270	0.019456	0.219485	0.0289
CH	1.035199	0.236795	-4.371706	0.0004
LOUVCO	0.062642	0.029708	2.108602	0.0201
LTINV	0.020496	0.025514	-0.803339	0.4329
TINF	-0.001342	0.001164	-1.153122	0.2648
C	6.910359	0.236735	29.190321	0.0000

Annexe 6 : Tests de robustes avec l'estimation du modèle

TEST DE NORMALITE DES RESIDUS DE JARQUE ET BERRA



2. TEST D'HETEROSCEDASTITE

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	0.980824	Prob. F(11,12)	0.5093
Obs*R-squared	11.36236	Prob. Chi-Square(11)	0.4134
Scaled explained SS	2.476627	Prob. Chi-Square(11)	0.9960

3. TEST DE SPECIFICATION DU MODELE (RAMSEY RESET)

Ramsey RESET Test
Equation: UNTITLED
Omitted Variables: Squares of fitted values
Specification: LPIBRH LPIBRH(-1) LOUVCO CH DEXTCC DEXTCC(-1) DEXTSP LDEXTPIB LDEXTPIB(-1) LTINV TINF TINF(-1) C

	Value	df	Probability
t-statistic	0.298790	11	0.7707
F-statistic	0.089275	(1, 11)	0.7707
Likelihood ratio	0.193996	1	0.6596